



# L'évolution du Québec depuis 25 ans

selon les travaux de l'Institut  
de la statistique du Québec



Pour tout renseignement concernant l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) et les données statistiques dont il dispose, s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec  
200, chemin Sainte-Foy  
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone :  
418 691-2401  
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)

Site Web : [statistique.quebec.ca](http://statistique.quebec.ca)

Publication réalisée par l'Institut de la statistique du Québec dans le cadre de son 25<sup>e</sup> anniversaire.

### **Notice bibliographique suggérée**

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2025). *L'évolution du Québec depuis 25 ans selon les travaux de l'ISQ*, [En ligne], Québec, L'Institut, 181 p. [[statistique.quebec.ca/fr/fichier/evolution-quebec-25-ans.pdf](http://statistique.quebec.ca/fr/fichier/evolution-quebec-25-ans.pdf)].

Dépôt légal  
Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
1<sup>er</sup> trimestre 2025  
ISBN 978-2-555-00538-9 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2025

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.  
[statistique.quebec.ca/fr/institut/nous-joindre/droits-auteur-permission-reproduction](http://statistique.quebec.ca/fr/institut/nous-joindre/droits-auteur-permission-reproduction)

Février 2025

## Table des matières

Message du ministre	4
Message du Statisticien en chef	5
Introduction	6
<b>01</b> La démographie	10
<b>02</b> Les familles et les enfants	27
<b>03</b> Les jeunes	42
<b>04</b> Les personnes âgées	55
<b>05</b> La scolarité et la formation	63
<b>06</b> La santé	74
<b>07</b> La culture	87
<b>08</b> La participation citoyenne et la société	101
<b>09</b> L'économie	113
<b>10</b> Les habitudes de consommation des ménages	125
<b>11</b> Le marché du travail	138
<b>12</b> Le revenu, les avoirs et les inégalités	151
<b>13</b> L'environnement	163
Conclusion	175
Annexe	176

## Message du ministre

Très tôt dans ma carrière, j'ai été exposé à la contribution importante de l'Institut de la Statistique du Québec (ISQ) à la société québécoise. Comme étudiant, j'ai eu l'occasion de travailler au Bureau de la statistique du Québec, l'organisme prédécesseur de l'ISQ. Cette expérience m'a permis d'apprendre à apprécier la valeur d'une information statistique fiable et de qualité. En tant que ministre des Finances, je constate quotidiennement l'importance des données probantes pour la prise de décisions éclairées. Ce sont ces décisions qui mènent ultimement au progrès social.

Tout commence par la collecte de données de qualité. Collecter des données constitue un travail exigeant qui requiert une expertise considérable. Chaque année, les près de 80 enquêtes menées par l'ISQ auprès de centaines de milliers de personnes répondantes témoignent de la grandeur de cet effort. Il est tout aussi important de bien structurer et analyser ces données. C'est pourquoi les plus de deux cents publications et les milliers de tableaux de données mis à jour sur le site Web de l'ISQ annuellement sont tout aussi cruciaux pour la prise de décision et demandent, eux aussi, un travail rigoureux fait par des experts. Année après année, l'ISQ démontre son savoir-faire à cet égard.

L'ISQ accomplit également un travail important pour rendre accessibles les données détenues par différents organismes publics. Notre gouvernement est résolument engagé à favoriser un accès simplifié, croisé et sécurisé à ces données. L'ISQ et les chercheurs et chercheuses du secteur public contribuent à enrichir les connaissances collectives du Québec. C'est un atout pour notre société.

Le portrait que l'ISQ nous présente dans le présent document mène à un constat : la société québécoise a grandement évolué au cours des 25 dernières années. Les progrès sociaux-économiques du Québec sont indéniables.

« Ce qui se mesure s'améliore ». Voilà ce qui exprime le mieux l'importance du travail que l'ISQ accomplit depuis maintenant 25 ans.



Eric Girard  
Ministre des Finances et ministre responsable  
des Relations avec les Québécois d'expression anglaise

## Message du Statisticien en chef

En septembre 1997, le Groupe de travail sur l'examen des organismes gouvernementaux a proposé de regrouper le Bureau de la statistique du Québec (BSQ), l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération (IRIR), le Centre de recherche en statistique sur le marché du travail du ministère du Travail (CRSMT) et le Centre d'enquête du ministère de la Santé et des Services sociaux (Santé Québec) pour former un organisme unique, pourvu d'un statut lui permettant d'exercer ses fonctions avec crédibilité et en toute impartialité. L'idée de fonder l'ISQ venait de germer.

La loi constitutive de l'Institut de la statistique du Québec a été adoptée le 19 juin 1998, et l'ISQ a vu le jour le 1<sup>er</sup> avril 1999. Sa mission ? Produire, analyser et diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité sur différents aspects de la société québécoise. Vingt-cinq ans plus tard, on peut dire que cette mission a été accomplie ! En effet, depuis, l'ISQ n'a jamais cessé de fournir des informations statistiques qui ont permis d'enrichir les connaissances, d'éclairer les débats et d'appuyer la prise de décisions publiques dans une société en évolution.

À l'occasion de son 25<sup>e</sup> anniversaire, l'ISQ a préparé le présent document afin de présenter l'évolution du Québec sous l'angle de ses travaux. Le lectorat y trouvera une synthèse des productions statistiques de l'ISQ offrant une vision globale du développement démographique, social, culturel, économique et environnemental du Québec. Ce projet n'aurait pas pu être réalisé sans le travail rigoureux de nombreuses équipes de l'ISQ.

Pour ce qui est des mandats qui lui sont conférés par sa loi constitutive en matière de rémunération, de démographie, de développement durable ainsi que d'occupation et de vitalité du territoire, l'ISQ est devenu une référence incontournable. Au fil des ans, des partenariats solides sur les questions économiques, sociales, culturelles et de santé ont été tissés. Et ce n'est pas fini : deux nouveaux mandats se sont ajoutés récemment, soit la production de statistiques permettant de faire le suivi de la situation linguistique au Québec et la communication aux chercheurs et chercheuses des données administratives des ministères et organismes publics du Québec.

L'ISQ a également mené des enquêtes d'intérêt public pour le Québec et produit de nombreuses publications, notamment en valorisant les données québécoises produites par Statistique Canada. Il a aussi diffusé des données fiables et pertinentes sur la réalité québécoise. Les partenariats établis ont notamment permis de faire la lumière sur des phénomènes émergents tels que le numérique en culture, la vulnérabilité des enfants, les déterminants de la réussite éducative, l'évolution de la parentalité, la violence sous différentes formes ou encore le développement durable et les changements dans le marché de l'emploi. Ces travaux sont aujourd'hui à la base de nombreuses activités de recherche universitaires.

Grâce à la compétence de son personnel, à la rigueur de ses travaux et au soutien de ses partenaires, l'ISQ pourra assurément poursuivre ses activités durant les 25 prochaines années, mais aussi continuer à innover et à offrir des statistiques et des analyses toujours plus pertinentes.



Simon Bergeron  
Statisticien en chef

## Introduction

# Une génération de changements

Les bébés québécois nés au moment de la création de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) sont aujourd'hui de jeunes adultes. Ces jeunes sont proportionnellement plus nombreux que leurs parents à obtenir un diplôme universitaire et à travailler. Bientôt, beaucoup vivront en union libre, et ceux qui fonderont une famille auront moins d'enfants, et les auront plus tard. Ils se considèrent comme en bonne santé, mais leur santé psychologique les inquiète. Ils sont aussi moins nombreux que leurs parents à voter, mais beaucoup sont impliqués dans des activités bénévoles.

Le monde a bien changé depuis 50 ans. Le Québec a lui aussi subi de fortes transformations, et l'élan de modernisation créé par la Révolution tranquille lui a permis d'évoluer bien plus rapidement que d'autres sociétés. En outre, depuis le tournant du millénaire, tout semble s'être accéléré.



Sur le plan démographique, la population du Québec a continué à vieillir au cours des 25 dernières années. Son indice de fécondité a aussi continué à baisser. Et s'il y a aujourd'hui plus de Québécoises et de Québécois que ce qui avait été projeté à la fin du siècle dernier, c'est principalement dû à une hausse de l'accroissement migratoire, à un rebond de la fécondité (principalement entre 2006 et 2016) et à une augmentation imprévue de l'espérance de vie des hommes.

En outre, même si la population de la province augmente en raison de l'immigration, le poids démographique du Québec au sein du Canada n'a pas cessé de diminuer.

La pandémie de COVID-19 a fortement marqué les dernières années. Elle a touché de plein fouet l'économie du Québec et a amené beaucoup d'organisations à adopter le télétravail. Elle a aussi poussé les démographes de l'ISQ à produire des analyses sur la surmortalité, grâce auxquelles l'organisation s'est largement démarquée.

Le contexte dans lequel les enfants naissent et grandissent a aussi considérablement changé au cours des dernières années : les femmes ont leurs enfants de plus en plus tard, les pères sont de plus en plus présents auprès de leurs enfants, et on observe un nombre croissant de familles recomposées et d'unions libres. De plus, depuis le début des années 2000, les nouvelles technologies et les écrans, y compris les téléphones cellulaires, prennent de plus en plus de place dans la vie des enfants, mais aussi dans celle des parents.



Depuis 25 ans, les familles québécoises bénéficient d'une nouvelle politique familiale dévoilée en janvier 1997, qui a mené à l'instauration d'une allocation unifiée pour les enfants, au développement de services éducatifs à la petite enfance et à la création d'un régime d'assurance parentale pour les parents de très jeunes enfants.

Moins de bébés vivent dans un ménage à faible revenu qu'il y a 25 ans ; le revenu après impôt des ménages avec enfant a augmenté davantage que celui des ménages sans enfants. La situation des familles monoparentales s'est aussi améliorée.

Les gouvernements qui se sont succédé au cours des 25 dernières années avaient à cœur la réussite éducative et scolaire des élèves, et des progrès ont été réalisés à ce chapitre. Le taux de diplomation au secondaire s'est amélioré, et l'écart entre le taux de diplomation des jeunes de milieux favorisés et ceux de milieux défavorisés a légèrement diminué. La part de personnes de 25 à 64 détenant un grade universitaire a augmenté : il est passé de 20,8 % en 2006 à 29,5 % en 2021. En revanche, peu de gains ont été faits quant au temps mis pour obtenir un diplôme d'études collégiales ou un diplôme universitaire.



Les Québécoises et les Québécois se soucient plus qu'avant de leur santé mentale. La majorité d'entre eux sont satisfaits de leur vie, mais la part de ceux qui considèrent avoir une bonne santé mentale est de plus en plus faible, et la part de ceux qui se disent en détresse psychologique, de plus en plus forte.

Le domaine de la culture a bien évolué, et l'apparition des technologies numériques a complètement bouleversé l'offre culturelle et les habitudes de consommation de la population ; ces changements ont eu une incidence aussi bien sur le monde de la musique que sur celui du cinéma et du livre. La pandémie de COVID-19 a aussi eu sa part de retombées dans la sphère culturelle.



Sur le plan de la participation citoyenne, on observe deux phénomènes qui peuvent sembler contradictoires : une baisse de la participation électorale, notamment chez les jeunes, et un accroissement de l'activité politique non électorale et de l'implication bénévole.



Dans le domaine économique, on constate une hausse du PIB réel et du PIB réel par habitant au Québec. Le PIB réel du Québec a crû moins rapidement que celui du Canada. Cependant, le constat est différent pour le PIB réel par habitant, l'augmentation a été plus forte au Québec. Le secteur des services occupe aussi une place de plus en plus grande dans l'économie. Même si la part des exportations dans le PIB a diminué, le Québec a diversifié aussi bien la provenance de ses importations que la destination de ses exportations. La composition des produits exportés et importés a aussi évolué.

Le revenu des ménages, de même que leurs dépenses de consommation ont fortement augmenté. Le logement est aussi une source de préoccupations de plus en plus grande.

Sur le marché du travail, le taux de chômage, indicateur phare de l'économie, a fortement baissé, et le taux d'emploi, fortement augmenté. Par ailleurs, entre 1999 et 2023, la hausse de la rémunération a été plus forte que celle de l'IPC : les salaires et traitements moyens ont augmenté de 98,3 % pour le personnel salarié du Québec, et l'IPC a augmenté de 64,3 %. Il en a résulté une croissance réelle positive de la rémunération de 20,7 %.

Autre fait important, les inégalités sociales sont demeurées relativement stables au Québec dans les dernières années.



Enfin, les gouvernements et la population se préoccupent beaucoup plus de l'environnement, du climat et du développement durable qu'il y a 25 ans. Cette préoccupation s'est traduite entre autres par une augmentation de la proportion du territoire occupé par des aires protégées et par une amélioration de la qualité de l'air.

Voilà quelques-uns des faits saillants qui émanent de la vaste analyse de l'évolution du Québec au cours de 25 dernières années, qui a été effectuée à partir des travaux de l'ISQ, mais aussi de données provenant d'autres organisations dont la fiabilité est reconnue.





# 01

## La démographie

La démographie est l'étude des populations humaines, de leur état, de leurs mouvements, ainsi que des facteurs biologiques et socioculturels qui agissent sur ces caractéristiques. C'est donc un domaine de recherche essentiel pour comprendre l'évolution d'une population.

L'analyse de la démographie du Québec au cours des 25 dernières années permet de mettre en lumière plusieurs changements de tendances en matière de fécondité, de mortalité et de migrations.

Après le baby-boom qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale, l'évolution politique, économique et sociale des années 1960 et 1970, et l'arrivée du nouveau millénaire, le Québec a continué d'évoluer sur le plan démographique. En effet, même si sa population augmente en raison de l'immigration, le Québec continue de voir son poids démographique diminuer au sein du Canada, et le vieillissement de sa population se poursuit.

De plus, après avoir été importants, les gains d'espérance de vie ont ralenti. La fécondité a évolué de façon cyclique, et une tendance à la baisse s'est dessinée au cours des dernières années.

« Si la démographie dicte le destin de l'histoire, les mouvements de population en sont le moteur. »

*Samuel Huntington*  
*Politologue américain*  
1927-2008

La contribution de l'ISQ à la connaissance des phénomènes démographiques prend plusieurs formes. Il produit notamment, en s'appuyant sur diverses données (estimations de population, données d'état civil, recensements canadiens, etc.), un bilan démographique annuel qui permet de suivre l'évolution de la population et de sa structure par âge en lien avec l'évolution des naissances, des décès et des mouvements migratoires.

L'ISQ diffuse également des données sur la répartition de la population sur le territoire, les familles, les ménages, la situation des couples, les mariages et les divorces, et produit également des projections démographiques.

Il gère également le Registre des événements démographiques (RED), qui est une banque de données exhaustive sur les naissances, les mortinaissances, les décès, les mariages et les unions civiles au Québec.

Les travaux de l'ISQ permettent enfin de mieux connaître, et donc de mieux comprendre, les phénomènes migratoires qui exercent une influence directe sur la démographie du Québec.

Il y a 25 ans, on projetait, sur la base des tendances de l'époque, que la population du Québec atteindrait 7,8 millions de personnes en 2024. Or, nous sommes aujourd'hui plus de 9 millions !

# Une croissance démographique qui a déjoué les pronostics

## Population du Québec

1<sup>er</sup> juillet 1999  7 323 000

1<sup>er</sup> juillet 2024  9 056 000

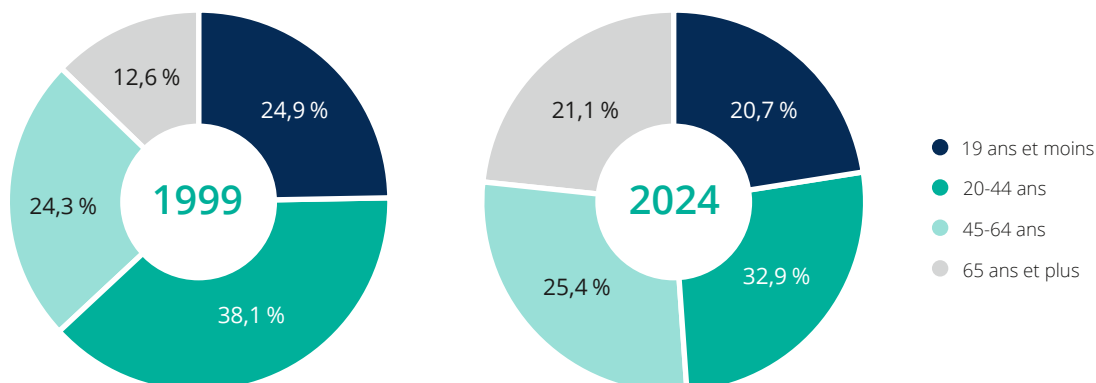
Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

## Que s'est-il donc passé ?

Entre 1999 et 2024, la population du Québec a cru de 24 %. Après avoir été freinée drastiquement pendant la pandémie de COVID-19, la croissance de la population a rebondi en 2021, et plus encore en 2022 et 2023. Au cours de l'année 2023, elle a augmenté de plus de 193 000 personnes, un nombre qui dépasse le record de 146 000 personnes établi en 2022. Durant le premier semestre de 2024, la forte croissance migratoire s'est maintenue, ce qui a porté la population à 9,06 millions au 1<sup>er</sup> juillet 2024.

La répartition de la population selon les groupes d'âge a aussi évolué. En 1999, les 19 ans et moins représentaient 24,9 % de la population. En 2024, ils ne comptent plus que pour 20,7 %. En outre, conséquence logique du vieillissement, la part démographique des 65 ans et plus est passée de 12,6 % en 1999 à 21,1 % en 2024.

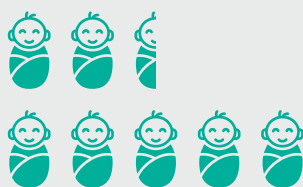
## Répartition de la population selon le groupe d'âge, Québec, 1999 et 2024



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

# Après un sursaut, la diminution du nombre de naissances s'est poursuivie

75 865



1998

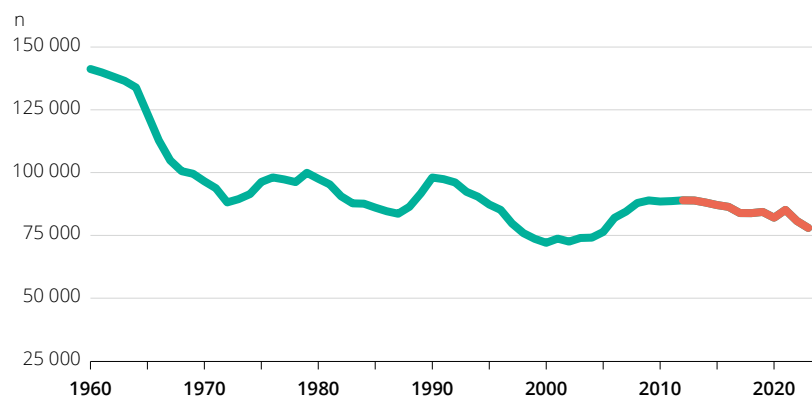
77 950



2023

Le nombre de naissances est passé de 75 865 en 1998 à 77 950 en 2023. Entre 1999 et 2004, il s'est maintenu en deçà de 75 000 pour ensuite monter à plus de 88 000 entre 2009 et 2014, probablement en raison de la mise en place du Régime québécois d'assurance parentale et du développement du réseau public des services de garde.

## Nombre de naissances au Québec, 1960-2023



Source : Institut de la statistique du Québec.

Cette hausse a toutefois été momentanée, car depuis 2013, le nombre de naissances montre une tendance à la baisse.

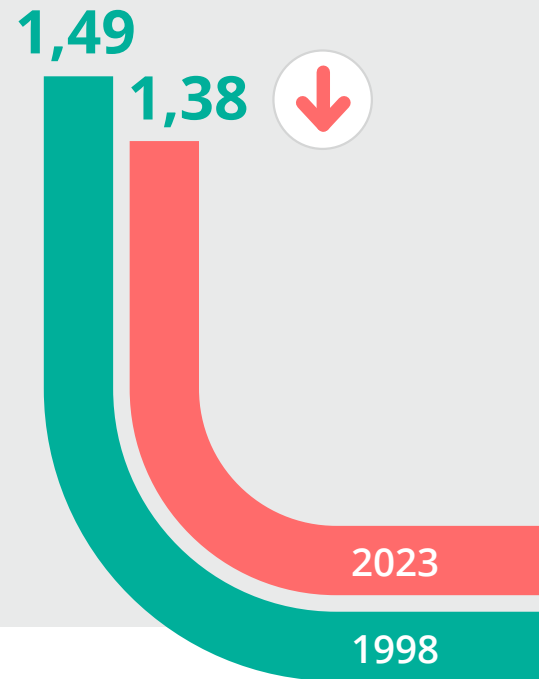
### Le Registre des événements démographiques

L'ISQ gère le Registre des événements démographiques, une banque de données exhaustive sur les naissances, les mortinaissances, les décès, les mariages et les unions civiles au Québec. Pour les décès et les naissances, la collecte de données est faite principalement à l'aide des bulletins transmis électroniquement par différentes instances comme les hôpitaux, les coroners, etc. Les données recueillies par le RED sont indispensables au suivi de la situation démographique du Québec.

# Un indice de fécondité en chute depuis les années 1960



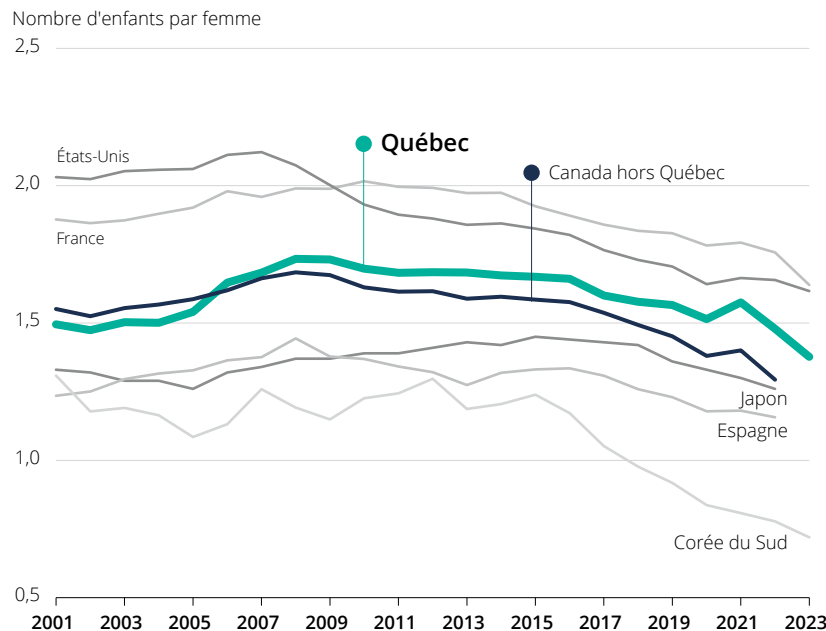
Indice synthétique de fécondité



La baisse du nombre de naissances reflète une baisse de l'indice synthétique de fécondité. Cet indice doit être au moins égal à 2,1 pour qu'il y ait un renouvellement de la population en l'absence de migrations.

L'indice synthétique de fécondité au Québec a fortement baissé depuis les années 1960 ; il est passé de 3,8 enfants par femme en 1961 à 2,1 en 1970. Malgré certains soubresauts les années suivantes, il a atteint **1,38 enfant** par femme en 2023, un niveau d'une faiblesse jamais vue dans l'histoire du Québec. Cependant, lorsque l'on compare le Québec au reste du Canada, on constate que la fécondité du Québec est supérieure à celle de la majorité des autres provinces.

## Indice synthétique de fécondité, Québec et certains pays, 2001-2023



Source : Institut de la statistique du Québec.

Le phénomène de baisse de l'indice de fécondité n'est pas unique au Québec : il est généralisé dans l'ensemble des pays industrialisés, dont la plupart verront leur population diminuer plus tôt que prévu, si l'on ne tient pas compte des éventuels apports migratoires.

D'ailleurs, les démographes de l'ONU prévoient que l'indice synthétique de fécondité mondial passera sous la barre des 2,1 enfants par femme en 2050.

# On meurt plus vieux

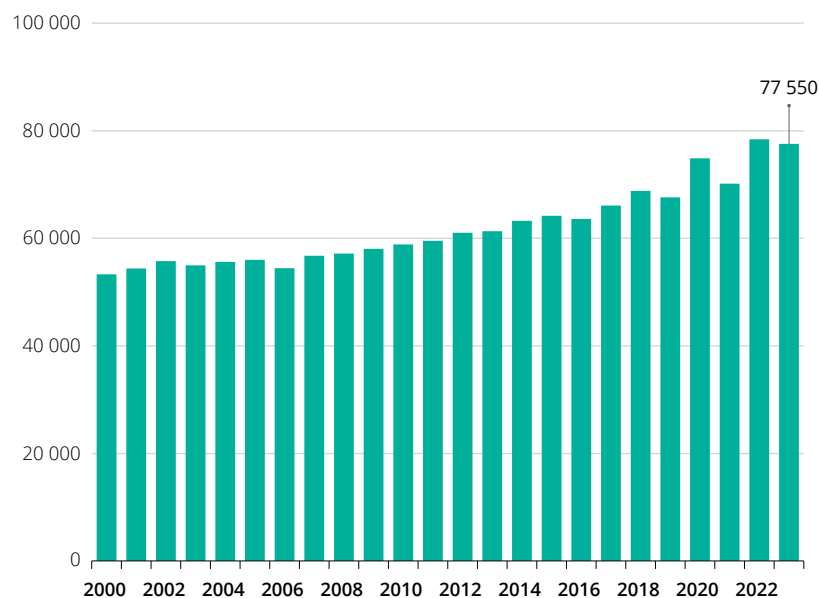
La mortalité, comme la natalité, est une composante essentielle de la dynamique démographique.

L'estimation provisoire du nombre de décès survenus au Québec en 2023 s'établit à **77 550**. Le nombre de décès a connu des variations parfois importantes au cours des dernières années, notamment en raison du vieillissement de la population et de la pandémie de COVID-19.



## Décès, Québec 2000-2023

Nombre de décès (n)



Source : Institut de la statistique du Québec.

# L'augmentation de l'espérance de vie à la naissance semble ralentir

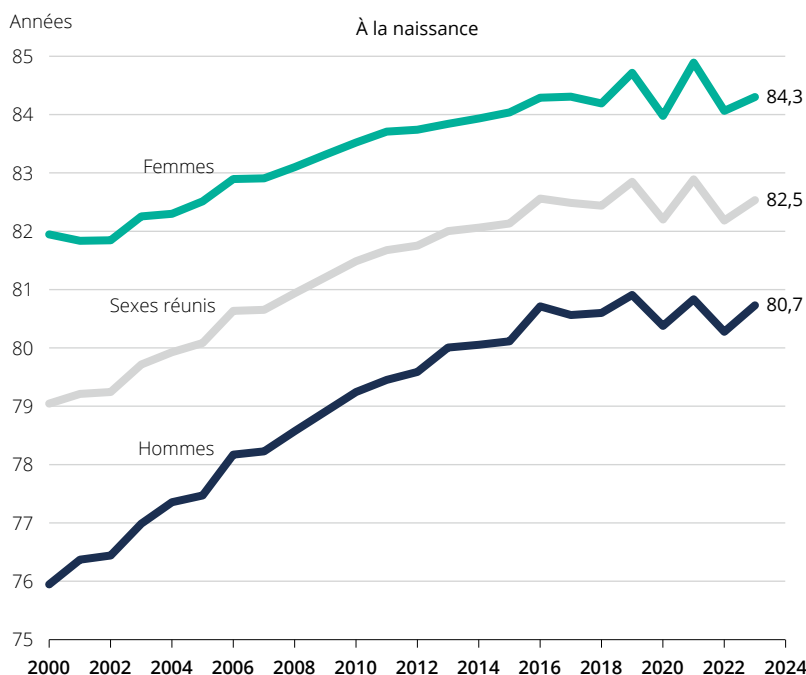
## Espérance de vie



Avant la pandémie, l'espérance de vie tendait à augmenter au fil des ans, même si un ralentissement de la hausse s'observait par rapport aux décennies précédentes. La relative stabilité observée depuis 2016, malgré les fortes fluctuations de la pandémie, représente ainsi une rupture de la tendance. Néanmoins, même si le Québec n'a pas connu de gains notables d'espérance de vie dans les dernières années, il n'est pas encore, comme les États-Unis, dans une situation où les gains passés sont perdus.

L'espérance de vie au Québec reste tout de même parmi les plus élevées au monde. Selon la plus récente compilation de Statistique Canada, qui porte sur l'année 2022, l'espérance de vie des Québécoises et des Québécois est supérieure à la moyenne canadienne hors Québec d'environ un an. L'écart entre le Québec et les États-Unis, qui était d'environ 2 ans en 2001, se situait à 5 ans en 2022, à l'avantage du Québec.

## Espérance de vie à la naissance, Québec, 2000-2023



Source : Institut de la statistique du Québec.

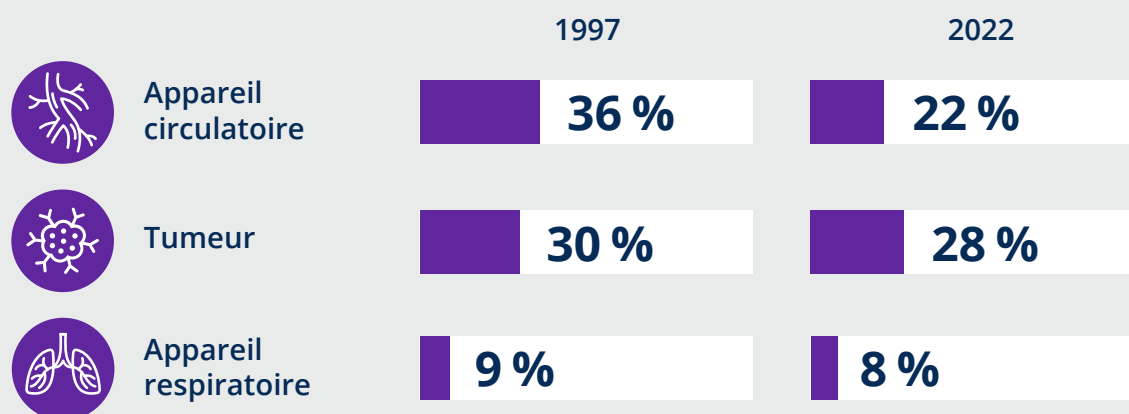
Source : Institut de la statistique du Québec.



# On meurt toujours principalement des mêmes causes

Au Québec, les décès sont en grande partie causés par des tumeurs, des maladies de l'appareil circulatoire et, dans une moindre mesure, des maladies de l'appareil respiratoire. La part cumulée de ces trois catégories est passée de 75 % à 58 % entre 1997 et 2022, surtout en raison d'une baisse de la mortalité liée aux maladies de l'appareil circulatoire.

## Les trois premières causes de décès



Source : Institut de la statistique du Québec.

En contrepartie, on observe une hausse de la part des décès attribuables à des troubles mentaux (dont les démences organiques) et des maladies du système nerveux (dont les maladies d'Alzheimer et de Parkinson), davantage observés chez les personnes très âgées. Il faut aussi noter que la part des décès attribuables aux chutes, eux aussi associés aux grands âges, ainsi que celle des décès liés aux surdoses, ont augmenté respectivement de 171 % et de 255 % entre le début des années 2000 et 2021.

## L'ISQ se démarque durant la pandémie par ses travaux sur la surmortalité

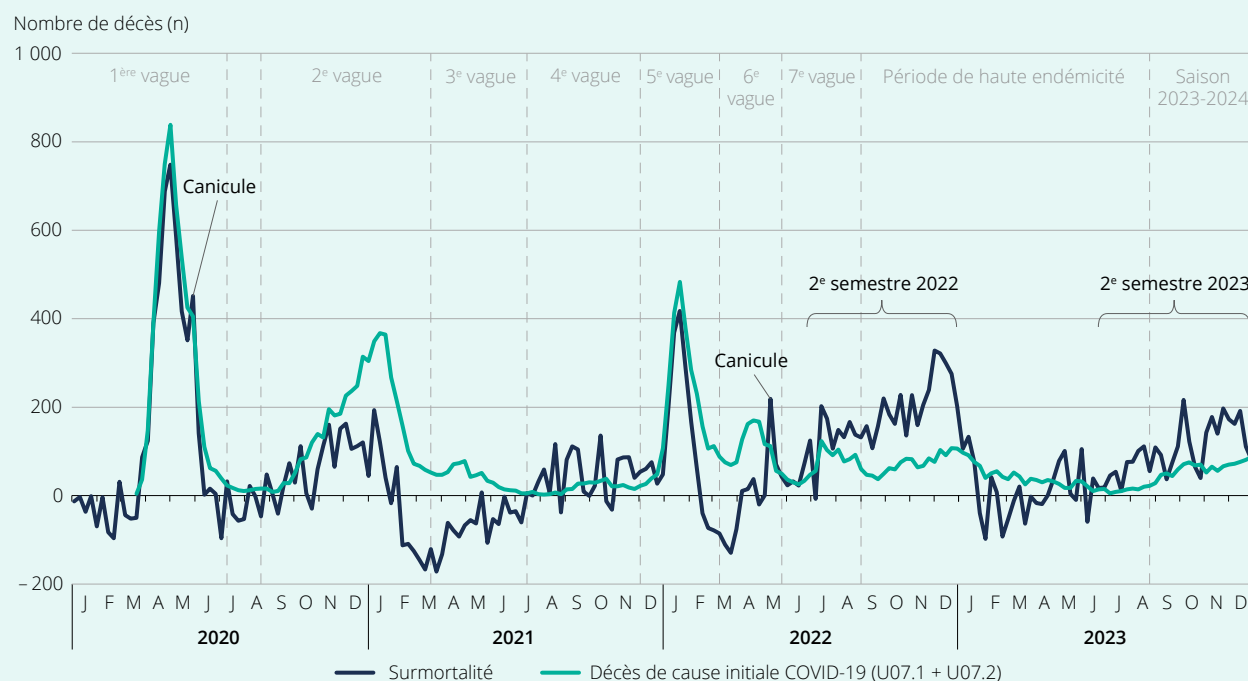
Durant la pandémie de COVID-19, l'analyse de la surmortalité s'est avérée être la meilleure approche pour faire des comparaisons entre les régions et entre les pays. L'ISQ, par ses travaux, s'est démarqué grâce à son expertise dans ce domaine.

### Mais qu'est-ce que la surmortalité ?

Il s'agit d'une méthode qui permet d'estimer l'effet d'une période de crise sur la mortalité en comparant le nombre total de décès observés à celui normalement attendu. Les résultats de ces travaux ont permis de dresser le bilan net de l'ensemble des conséquences de la pandémie sur les décès, qu'il s'agisse d'effets directs ou indirects.

Au Québec, les épisodes de surmortalité survenus depuis le début de la pandémie ont généralement coïncidé avec les vagues de décès liés à la COVID-19. Cette synchronicité a aussi été observée ailleurs dans le monde, mais dans la plupart des pays, la surmortalité a été plus élevée que le nombre de décès attribués à la COVID-19. Le contexte québécois est fort différent à cet égard, car la surmortalité a généralement été inférieure ou égale au nombre de décès attribués à la COVID-19 (sauf durant les deuxièmes semestres de 2022 et de 2023). Les comparaisons internationales fondées sur la surmortalité sont donc susceptibles de donner un classement des pays différent de celui obtenu à partir de comparaisons fondées sur les décès attribués à la COVID-19. Les travaux de l'ISQ ont ainsi permis de constater que le bilan des décès de la pandémie au Québec, initialement considéré comme l'un des plus lourds au monde, était au contraire parmi les plus bas.

### Surmortalité et décès liés à la COVID-19, par semaine, Québec, 2020 à 2023







Source : Institut de la statistique du Québec.

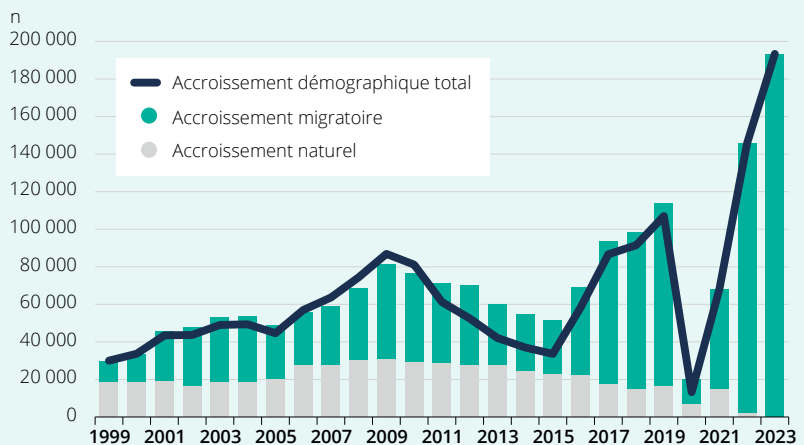
## Une augmentation de la population due à une hausse de la croissance migratoire, mais un accroissement naturel en diminution constante

En 1998, l'accroissement naturel (+ 21 600 personnes) surpassait l'accroissement migratoire total (+ 2 500 personnes). Aujourd'hui, contrairement à ce qu'on observait à la fin des années 1990, **la croissance démographique du Québec repose essentiellement sur l'immigration.**

En 2023, l'accroissement migratoire total a atteint un record en nombre absolu. Ces forts gains migratoires sont essentiellement dus à une augmentation inédite du nombre de résidents non permanents, qui sont principalement des travailleurs étrangers temporaires, des étudiants internationaux ou des demandeurs d'asile en attente du statut de réfugié.

	1998	2023
<b>Accroissement naturel</b>	<b>21 600</b>	<b>400</b>
 Nombre de naissances	75 900	77 950
 Nombre de décès	54 300	77 550
<b>Accroissement migratoire total</b>	<b>2 500</b>	<b>193 000</b>
 Solde migratoire international	17 000	200 300
 Solde migratoire interprovincial	- 14 500	- 7 300

### Accroissement démographique total, accroissement naturel et accroissement migratoire, Québec, 1999-2023



Note : En plus des accroissements naturel et migratoire, l'accroissement démographique total comprend un écart résiduel. C'est pourquoi on note une différence entre l'accroissement démographique total et la somme des composantes présentées.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

# Une croissance de l'immigration, mais surtout du nombre de résidents non permanents

Le phénomène des migrations internationales a toujours existé. De tout temps, des hommes et des femmes ont quitté leur terre natale pour partir à la recherche de meilleures conditions de vie. Bien sûr, à la suite de l'apparition des frontières nationales, ce phénomène a pris une autre dimension. Il permet aujourd'hui de comprendre l'évolution des différentes régions du monde, y compris celle du Québec.

## L'immigration au Canada

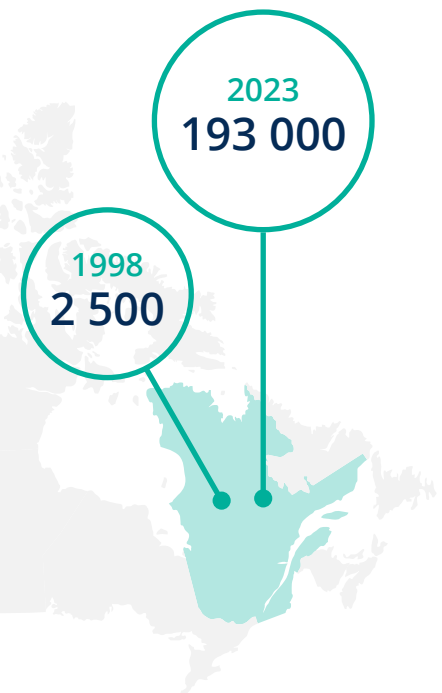
### Immigrants reçus à titre de résidents permanents

- Immigrants économiques
- Regroupement familial
- Réfugiés

### Immigrants reçus à titre de résidents non permanents

- Étudiants étrangers
- Travailleurs temporaires
- Demandeurs d'asile en attente du statut de réfugié

### Accroissement migratoire total



Il y a 25 ans, l'accroissement migratoire total du Québec avait été estimé à seulement 2 500 personnes. En 1999, le Québec avait en effet admis 29 200 immigrants à titre de résidents permanents. Durant la même année, seulement 2 700 résidents non permanents (RNP) s'étaient ajoutés à la population. Par ailleurs, les pertes attribuables à l'émigration internationale (- 9 200 personnes) et aux migrations interprovinciales (- 11 700 personnes) ont fait que les migrations ont très peu contribué à la croissance de la population québécoise.

En 2023, la réalité était toute autre. En effet, le bilan des mouvements migratoires avec l'extérieur du Québec (migrations internationales et interprovinciales) faisait état d'un gain net de 193 000 personnes pour la population québécoise. Ce gain dépasse nettement le précédent record enregistré en 2022, établi à 143 400 personnes.

La hausse notable des gains en 2023 s'explique par une forte augmentation des migrations internationales à la suite de la pandémie, et plus particulièrement par une augmentation inédite du nombre de RNP.

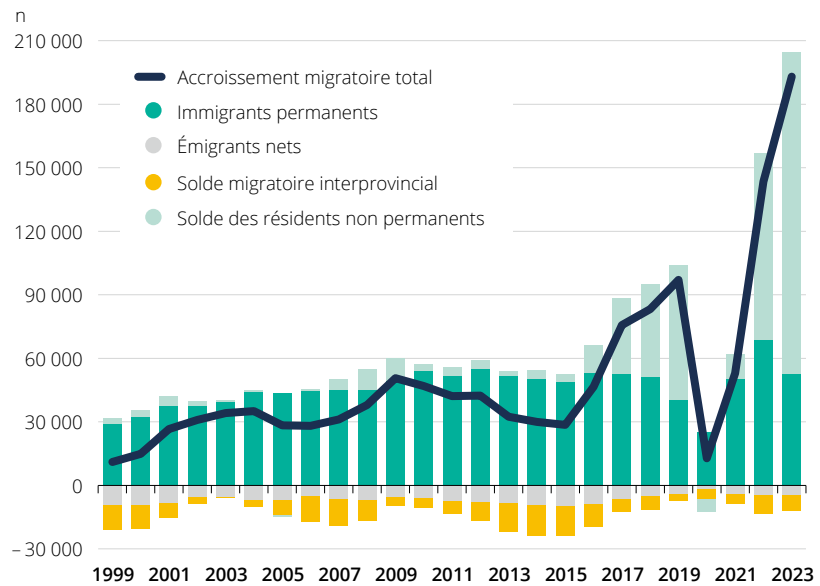
En 2023, le Québec a enregistré une augmentation nette de 152 000 RNP, un nombre sans précédent, et 52 800 immigrants ont été admis à titre de résidents permanents. En contrepartie, l'émigration internationale (- 4 500 personnes) et les migrations interprovinciales (- 7 300 personnes) n'ont entraîné que des pertes relativement faibles pour le Québec en 2023.

L'apport des RNP à la croissance démographique était marginal à la fin des années 1990. Ce solde avait été plus important à quelques reprises durant les années 1980 en raison d'afflux ponctuels de personnes revendiquant le statut de réfugiés, mais les sommets alors atteints étaient sans commune mesure avec ceux observés aujourd'hui.

L'augmentation des dernières années a porté leur effectif total à environ 588 000 personnes au 1<sup>er</sup> juillet 2024, selon une estimation provisoire de Statistique Canada.

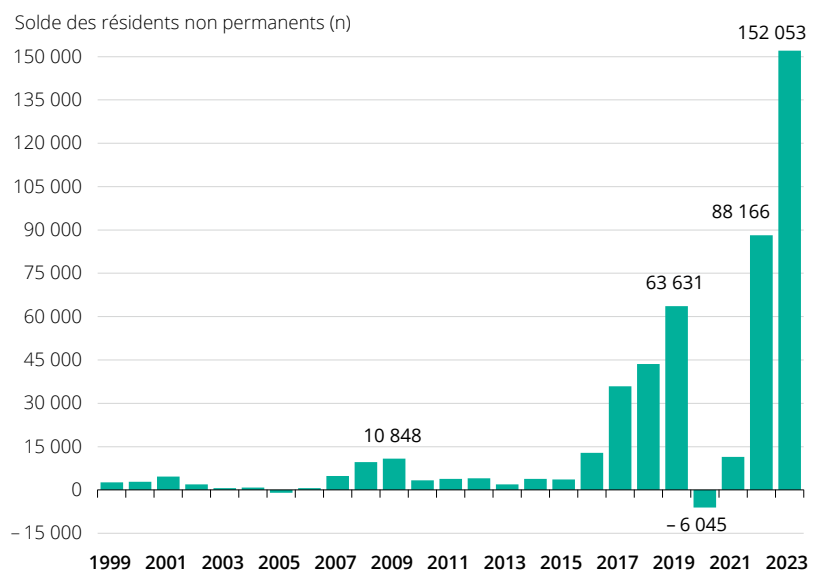
Après avoir connu une période de croissance modérée jusqu'en 2015, le nombre de RNP s'est accru à un rythme de plus en plus rapide jusqu'à devenir, en 2019, la principale source d'accroissement migratoire. Cet élan a été freiné en 2020 et 2021, mais une très forte tendance à la hausse a été observée en 2022.

## Migrations internationales et interprovinciales, Québec, 1999-2023



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2024).  
Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.

## Solde des résidents non permanents, Québec, 1999-2023



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2024).  
Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.



## Les langues parlées au Québec

La *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* a été récemment modifiée afin que l'ISQ puisse produire des informations statistiques permettant de suivre la situation linguistique au Québec. C'est dans ce contexte que l'ISQ a mené la première édition de *l'Étude sur la situation des langues parlées au Québec* (ESLPQ). L'objectif était d'obtenir des données fiables sur les différentes langues parlées au Québec dans divers contextes.

Entre le 9 janvier et le 18 août 2024, 75 000 personnes ont été interrogées sur leur connaissance des langues, l'usage des langues dans certains contextes, la langue des produits culturels consommés, la langue des contenus consultés sur Internet, la langue utilisée au travail ainsi que la langue d'instruction. Les résultats de cette étude seront connus prochainement.

Cela dit, l'ISQ s'intéressait déjà aux langues parlées au Québec plusieurs années avant que ce mandat lui soit confié. Déjà, en 2022, l'ISQ s'est appuyé sur les éditions de 2011, de 2016 et de 2021 du Recensement de la population de Statistique Canada pour présenter des données pertinentes pour le Québec, les régions métropolitaines de recensement (RMR) et le territoire québécois hors RMR. Ces données nous apprennent notamment que le pourcentage de Québécoises et de Québécois ayant le français pour langue maternelle est passé de 78,1 % en 2011 à 77,1 % en 2016, puis à 74,8 % en 2021. La proportion de personnes ayant l'anglais comme langue maternelle est restée stable. En revanche, la proportion de personnes ayant une autre langue maternelle que le français, l'anglais ou une langue autochtone est passée de 11,7 % en 2011 à 12,6 % en 2016 et à 13,4 % en 2021, ce qui témoigne de l'importance des apports migratoires au Québec.

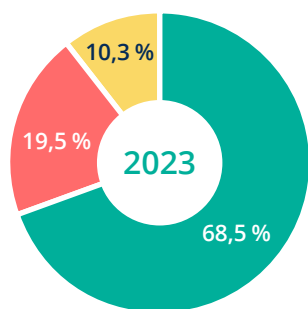
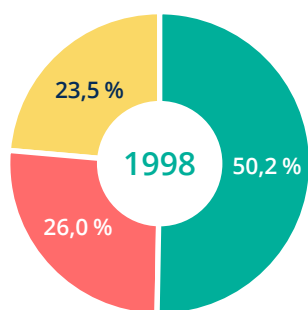
En ce qui concerne la langue parlée le plus souvent à la maison, on observe là aussi une baisse du français. En 2011, 80,0 % des personnes qui vivaient au Québec parlaient le français à la maison. Ce pourcentage est passé à 79,0 % en 2016, puis à 77,5 % en 2021. L'utilisation de l'anglais a pour sa part peu évolué ; elle est passée de 9,8 % en 2016 à 10,4 % en 2021. En revanche, le pourcentage de la population du Québec utilisant une autre langue que le français, l'anglais ou une langue autochtone est passé de 6,6 % en 2016 à 7,5 % en 2021.

Ces données contribuent au suivi de la situation démolinguistique au Québec. D'autres rapports, réalisés par l'Office québécois de la langue française (OQLF), font état de l'évolution de la situation et traitent de la langue maternelle, des langues parlées à la maison (le plus souvent et régulièrement) et de la connaissance du français et de l'anglais.

# Qui étaient les nouveaux résidents permanents il y a 25 ans ?

## Qui sont-ils aujourd'hui ?

### Immigrants reçus à titre de résidents permanents



- Immigrants économiques
- Regroupement familial
- Réfugiés

Parmi les immigrants qui ont été reçus au Québec à titre de résidents permanents en 1998, 50,2 % l'ont été dans la catégorie de l'immigration économique, 26,0 % dans la catégorie du regroupement familial et 23,5 % dans celle des réfugiés et personnes en situation semblable.

En 2023, les immigrants de la catégorie de l'immigration économique formaient encore le groupe le plus important et comptaient pour 68,5 % des immigrants permanents, la proportion la plus élevée depuis le sommet atteint en 2012 (72,0 %). Il s'agissait principalement de travailleuses et de travailleurs qualifiés (56,5 %) et, dans une moindre mesure, de gens d'affaires (11,9 %). Les immigrants de la catégorie du regroupement familial représentaient 19,5 % des immigrants. Enfin, les immigrants de la catégorie des réfugiés et personnes en situation semblable comptaient pour 10,3 % des immigrants (contre 11,4 % en 2022), la part la plus faible depuis 2015.

En 1998, la France arrivait déjà en tête des pays d'origine des immigrants admis au Québec avec 10 %, devant la Chine et l'Algérie (7 % chacun). Haïti, le Maroc et l'Inde suivaient avec une part d'environ 4 %. En 2023, la France arrivait encore en tête des pays d'origine avec 13 %, devant le Cameroun (11,8 %), la Chine (11,1 %), l'Algérie et le Maroc (4,7 % chacun) et la Tunisie et Haïti (4,2 % chacun).

En conséquence, une part importante des immigrants admis au Québec parlent le français. Parmi les immigrants admis en 1998, 40,3 % avaient une connaissance du français à leur arrivée. De ceux-ci, 26,9 % connaissaient le français seulement et 13,3 % connaissaient le français et l'anglais.

En 2023, 65,1 % des immigrants permanents avaient une connaissance du français et de l'anglais. De ceux-ci, 33,4 % connaissaient le français seulement et 31,7 % connaissaient le français et l'anglais.

Une évolution semblable s'observe pour la langue maternelle des immigrants. La part du français a atteint 27,9 % en 2023, tout près du sommet de 28,8 % de 2021. De 2012 à 2019, cette part a fluctué autour de 18 %, et était un peu plus faible auparavant.

# Le poids démographique du Québec dans le Canada n'a cessé de diminuer

Malgré une forte hausse en 2023, le taux d'accroissement du Québec est moins élevé que celui de presque toutes les autres provinces. Le poids démographique du Québec dans l'ensemble du Canada a donc diminué depuis 25 ans : il est passé de 24,5 % en 1996 à 21,9 % en 2024.

Cette tendance n'est pas nouvelle, puisque le poids du Québec dans le Canada diminue régulièrement depuis la fin des années 1960. Le poids démographique de l'Ontario, à l'opposé, n'a pas cessé de progresser.

## Poids démographique du Québec dans le Canada

24,5 %      21,9 %



1996



2024







## Les nouvelles réalités sexuelles et de genre

L'ISQ a présenté en août 2024 le *Recueil statistique sur la diversité sexuelle et de genre*, une compilation de statistiques provenant de diverses sources de données. Ce recueil brosse le portrait des personnes faisant partie des minorités sexuelles et de genre en abordant différentes thématiques, telles que la démographie, la scolarité, la santé et le bien-être, la vie sociale et communautaire, ainsi que la victimisation.

La diversité sexuelle et de genre réfère à l'ensemble des groupes caractérisés par leur orientation sexuelle, leur identité de genre et leur modalité de genre. Les personnes de minorités sexuelles sont celles ayant déclaré une orientation sexuelle autre qu'hétérosexuelle. Les personnes de minorités de genre réfèrent aux personnes transgenres, c'est-à-dire les personnes dont le genre ne correspond pas au sexe qui leur a été assigné à la naissance, ainsi qu'aux personnes non binaires, c'est-à-dire aux personnes dont le genre se situe en dehors du modèle binaire homme-femme.

Au Québec, entre 2019 et 2021, environ 3,9 % de la population de 15 ans et plus faisaient partie d'une minorité sexuelle. Les personnes issues de minorités sexuelles étaient, en proportion, plus nombreuses chez les 15 à 29 ans que chez les 30 ans et plus (8 % c. 2,9 %).

En 2021, environ 1 personne sur 400 au sein des 15 ans et plus (0,23 %) faisait partie d'une minorité de genre. Ces personnes étaient proportionnellement plus nombreuses chez les 15 à 34 ans (0,52 %) que chez les 35 ans et plus (0,12 %).



# 02

## Les familles et les enfants

Le développement des familles québécoises au cours des 25 dernières années a été notamment marqué par les orientations de la politique familiale de 1997, qui prônait l'instauration d'une allocation unifiée pour enfants, le développement de services éducatifs à la petite enfance et l'instauration d'un régime d'assurance parentale soutenant le revenu des familles pendant les congés de maternité et les congés parentaux.

Depuis le début des années 2000, de plus en plus de parents de nouveau-nés vivent en union libre, l'âge moyen à la maternité et à la paternité est en hausse et davantage de parents sont issus de l'immigration. Moins de bébés vivent aujourd'hui dans un ménage à faible revenu qu'il y a 25 ans, le revenu des ménages avec enfants a fortement augmenté et la situation des familles monoparentales s'est améliorée. Plus d'enfants fréquentent les centres de la petite enfance et les garderies subventionnées, mais la part d'enfants de maternelle 5 ans considérés comme vulnérables quant à leur développement a augmenté.

Enfin, alors que c'est l'exposition aux écrans de télévision et d'ordinateurs qui avait été étudiée, c'est récemment l'exposition aux écrans d'appareils mobiles qui a fait l'objet d'attention de la part de l'ISQ, ce qui a permis de constater que cette exposition interférait dans les relations qu'ont les parents avec leurs enfants.

« Ensemble, nous devons continuer à préserver ce que le Québec a imaginé de mieux pour seconder les familles et offrir à leurs enfants des milieux de vie et d'éducation ouverts sur l'avenir. »

Pauline Marois  
 Première ministre du Québec  
 2012-2014

L'ISQ souhaite mieux comprendre ce qui vivent les tout-petits afin que les interventions qui les visent favorisent leur réussite scolaire et leur donnent toutes les chances de s'accomplir dans la vie.

Dans plusieurs enquêtes, issues d'un partenariat entre divers ministères et organismes publics québécois, on recueille des informations sur les enfants d'âge préscolaire. L'*Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle* (EQDEM), une enquête populationnelle de type recensement portant sur près de 80 000 enfants, vise à établir un portrait de l'état du développement des enfants qui fréquentent la maternelle 5 ans, et à suivre son évolution dans le temps. Rattachée à l'EQDEM, l'*Enquête québécoise sur le parcours préscolaire des enfants de maternelle* (EQPPEM) fournit plusieurs informations rétrospectives sur ces enfants et leurs familles, et permet de brosser un portrait de leurs conditions de vie durant la petite enfance.

Enfin, l'*Étude longitudinale du développement des enfants du Québec* (ELDEQ 1 et 2) suit deux cohortes d'enfants nés au Québec et leurs familles. Ces enquêtes permettent de mieux comprendre les facteurs qui peuvent influencer le développement et le bien-être des enfants, et l'évolution de certaines caractéristiques comme l'environnement résidentiel, la fréquentation des services de garde ou l'utilisation de services éducatifs. De nombreux projets de recherche universitaires s'appuient sur ces travaux.

D'autres travaux de l'ISQ contribuent aussi à suivre l'évolution des conditions de vie des familles et des enfants. L'*Enquête sur l'utilisation, les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde 2009* (EUSG) et l'*Enquête québécoise sur l'accessibilité et l'utilisation des services de garde 2021* (EQAUSG) permettent de dresser un portrait de la fréquentation des différents types de services de garde par les jeunes enfants du Québec. Deux autres enquêtes ont aussi été menées auprès des parents : l'*Enquête québécoise sur l'expérience des parents d'enfants âgés de 0 à 5 ans* (EQEPE 2015) et l'*Enquête québécoise sur la parentalité* (EQP 2022), qui porte sur les parents d'enfants de 6 mois à 17 ans.

# Les parents de la majorité des nouveau-nés vivent en union libre

L'union libre est largement répandue au Québec ; la majorité des bébés québécois naissent au sein de ce type d'union depuis une vingtaine d'années déjà.

Selon l'édition 2024 du *Bilan démographique du Québec*, sur l'ensemble des bébés nés en 2021, **59 % sont nés de mères en union libre** et 34 %, de mères mariées. C'est en 2000 que la part de bébés nés de mères en union libre a dépassé le seuil des 50 %. Avant les années 1970, la quasi-totalité des naissances survenait dans un couple marié. Les naissances hors mariage ont augmenté rapidement par la suite, parallèlement à la montée de l'union libre.

## L'âge moyen de la maternité et de la paternité en hausse

Les Québécoises ont de moins en moins d'enfants, et elles les ont de plus en plus tard dans leur vie.

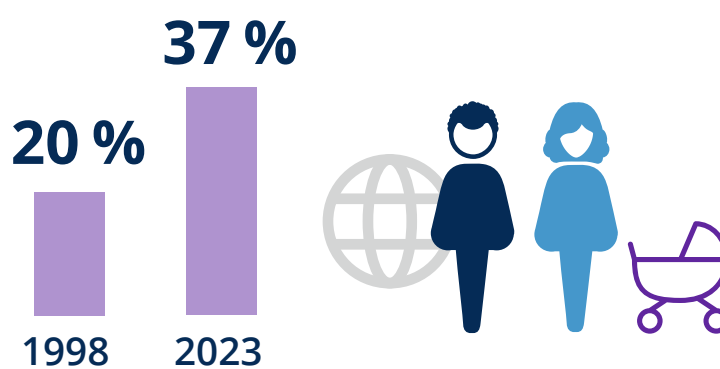


Source : Institut de la statistique du Québec.

# De plus en plus de parents issus de l'immigration

Depuis 25 ans, les parents donnant naissance à des enfants sur le territoire québécois sont de plus en plus nombreux à être originaires de l'étranger.

## Bébés nés au Québec ayant au moins un parent né à l'étranger



Source : Institut de la statistique du Québec.

En 1998, **20 %** des bébés nés au Québec avaient au moins un parent né dans un autre pays ; 12 % avaient deux parents nés à l'étranger et 8 %, un seul.

En revanche, durant la dernière année, **37 %** des bébés nés au Québec avaient au moins un parent né dans un autre pays ; 25 % avaient deux parents nés à l'étranger et 12 %, un seul parent, plus souvent la mère que le père. Cette augmentation s'observe depuis les années 1980.

## Saviez-vous que l'ISQ suit deux cohortes de bébés jusqu'à l'âge adulte ?

Depuis 1998, l'*Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ELDEQ)*, 1<sup>re</sup> édition, suit une cohorte d'enfants nés au Québec et leurs familles. Ces enfants sont maintenant âgés de 25 ans. Tous les ans ou presque, eux ou leurs parents ont répondu à toutes sortes de questions sur des thèmes aussi variés que le sommeil, l'alimentation, l'entrée à la maternelle, la santé, les relations avec la famille et les amis ou encore le milieu de vie.

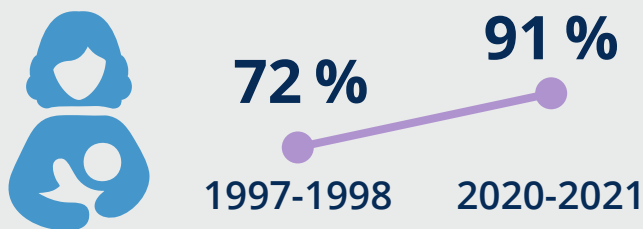
Comme la société québécoise a considérablement changé au cours des dernières décennies, une deuxième édition a vu le jour en 2020-2021, avec des bébés nés en pleine pandémie. En observant grandir ces milliers de bébés, l'ISQ met en lumière le rôle que jouent différents facteurs dans le bien-être et le développement des enfants québécois aux différentes étapes de leur vie. Grâce à cette richesse d'information, les ministères et organismes québécois auront des données à jour pour préparer des politiques et des programmes adaptés aux jeunes familles québécoises.

Le Québec n'est pas le seul à mener ce genre d'étude. Plusieurs études semblables se déroulent notamment en Angleterre, en Écosse, en Irlande, en Nouvelle-Zélande, en Australie et en France. L'ELDEQ fait partie de cette grande famille !

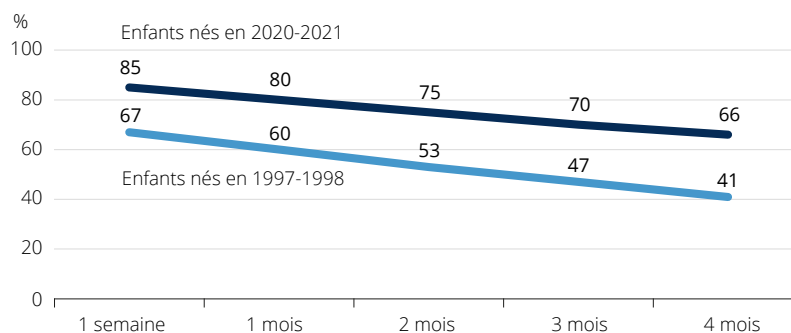
# Plus de bébés allaités aujourd'hui qu'il y a 25 ans

Grâce à l'ELDEQ, nous disposons de données qui montrent une progression importante de l'allaitement maternel. Parmi les enfants nés au Québec en 1997-1998, environ **72 %** ont reçu du lait maternel au moins une fois ; cette proportion a atteint **91 %** chez les bébés nés en 2020-2021. Cette progression s'inscrit également dans la durée, puisque la proportion de bébés allaités est plus élevée en 2021-2022 qu'en 1998, que ce soit à l'âge d'une semaine (85 % c. 67 %), d'un mois (80 % c. 60 %), de deux mois (75 % c. 53 %), de trois mois (70 % c. 47 %) ou de quatre mois (66 % c. 41 %).

### Bébés allaités au moins une fois depuis leur naissance



### Proportions de bébés allaités au cours des premiers mois de vie, enfants d'environ 5 mois habitant avec leur mère biologique, Québec, 1998, 2021-2022



Source : Institut de la statistique du Québec.

## Davantage de bébés initiés tôt à la lecture

Les travaux de l'ELDEQ ont aussi bien montré l'importance d'initier très tôt les enfants à la lecture en leur lisant des livres et en les encourageant à en explorer eux-mêmes. Il s'agit d'un facteur qui favorise la réussite scolaire, tant au primaire qu'au secondaire.

Ces bonnes pratiques parentales sont en hausse. La comparaison des cohortes de l'ELDEQ montre qu'en 1998, **56 %** des bébés de 5 mois s'étaient déjà fait faire la lecture (ou montrer des images ou des livres sans texte) par un adulte, tandis que **82 %** des enfants nés en 2020-2021 avaient été initiés à cette activité au même âge. Plus précisément, 21% des bébés se faisaient faire la lecture quotidiennement en 1998 ; cette proportion est de 39 % 25 ans plus tard.

### Bébés de 5 mois initiés à la lecture



**56 %**  
1998

**82 %**  
2020-2021

Par ailleurs, les données de l'EQPPEM indiquent que 36 % des enfants qui fréquentaient la maternelle en 2022 feuilletaient des livres tous les jours durant l'année précédant leur entrée à l'école.



**36 %**



# Les écrans : une nouvelle réalité dès la petite enfance

Dans la première édition de l'ELDEQ, on a étudié les effets de l'exposition aux écrans de télévision et d'ordinateurs et dans la deuxième édition, on s'intéresse à l'utilisation des différents types d'écrans tant chez les enfants que chez les parents. Des données collectées en 2020-2021 indiquent qu'environ **18 %** des **mères** sont très distraites par leur cellulaire ou leur appareil mobile lorsqu'elles sont avec leur nourrisson. Chez les **pères**, cette proportion est de **15 %**.

Les mères d'un bébé sur cinq estiment passer en moyenne 5 heures ou plus par jour à utiliser ou à regarder des écrans la semaine et la fin de semaine (21 %) en dehors du travail. Chez les pères, cette proportion est de 12 % en semaine et de 24 % la fin de semaine.

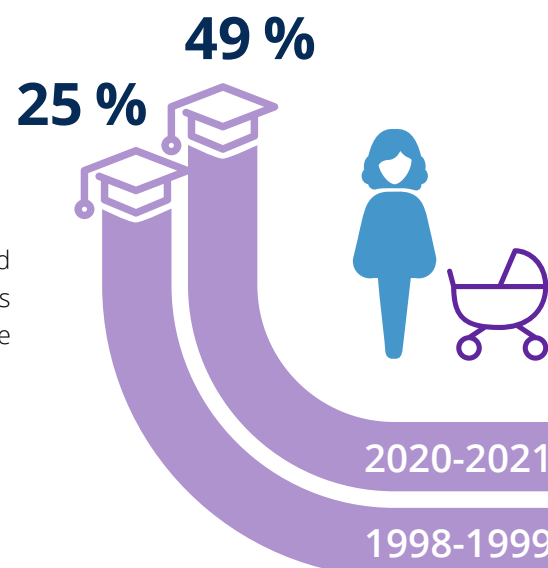
Le temps moyen passé à regarder ou à utiliser les écrans sur une base journalière par les enfants de maternelle a été mesuré dans l'EQPPEM. En 2022, **16 %** des enfants de maternelle 5 ans passaient en moyenne plus de deux heures par jour devant un écran.

**16 %**  
des enfants  
de maternelle  
5 ans passaient  
en moyenne plus  
de deux heures  
par jour devant  
un écran, en 2022.



## Des mères plus scolarisées

Les données de la première édition de l'ELDEQ montrent que quand les enfants avaient environ 5 mois, les mères de 25 % des bébés nés en 1997-1998 avaient un diplôme universitaire. Cette proportion était de **49 %** chez les bébés nés 2020-2021.

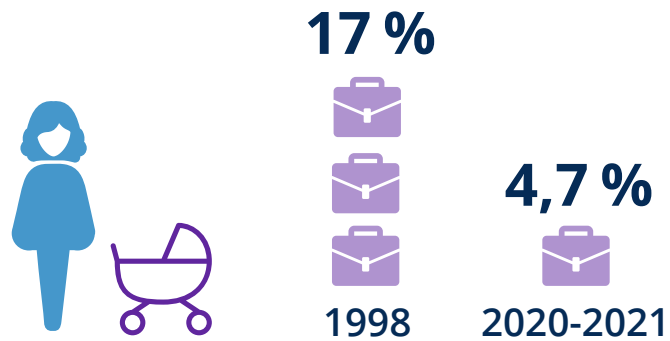


# Moins de bébés vivant dans un ménage à faible revenu

La proportion de bébés vivant dans un ménage à faible revenu a diminué entre les deux éditions de l'ELDEQ : les bébés d'environ 5 mois étaient proportionnellement moins nombreux à vivre dans un tel ménage en 2021-2022 qu'en 1998 (21 % c. 26 %).

La proportion de bébés de 5 mois dont la mère travaillait au moment de l'enquête a significativement diminué entre les deux éditions. En effet, les bébés étaient proportionnellement moins nombreux à avoir une mère qui travaillait en 2021-2022 qu'en 1998 (4,7 % c. 17 %). Ces résultats peuvent s'expliquer en partie par l'allongement de la période de congé (maternité et parental) dont ont bénéficié les parents de nouveau-nés à la suite de la mise en place du Régime québécois d'assurance parentale. Ce changement s'inscrit tout de même dans la tendance générale des 25 dernières années, qui veut que les mères et les femmes soient de plus en plus actives sur le marché du travail.

## Proportion de bébés de 5 mois dont la mère travaillait



La proportion de bébés dont le ménage était **propriétaire de son logement** au moment de l'enquête a augmenté entre les deux éditions de l'ELDEQ ; les bébés d'environ 5 mois étaient proportionnellement plus nombreux à vivre dans un ménage propriétaire en 2021-2022 qu'en 1998 (67 % c. 59 %). La proportion de bébés issus de ménages locataires a quant à elle diminué ; elle est passée d'environ 41 % en 1998 à 33 % en 2021-2022.

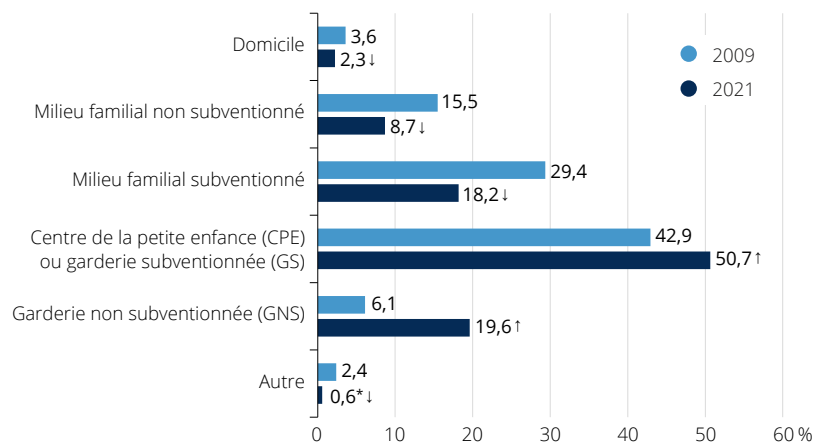
# Plus d'enfants dans les centres de la petite enfance et dans les garderies subventionnées

L'élargissement de l'offre en services de garde a favorisé une présence accrue des femmes sur le marché du travail. Les données de l'EQPPEM 2022 montrent qu'environ **93 %** des enfants de maternelle avaient **fréquenté un service de garde** pendant au moins trois mois avant de faire leur entrée à l'école, et qu'environ un sur sept avait fréquenté une maternelle 4 ans.

Grâce à l'*Enquête sur l'utilisation, les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde 2009* (EUSG) et à l'*Enquête québécoise sur l'accessibilité et l'utilisation des services de garde 2021* (EQAUSG), l'ISQ a aussi pu établir que la fréquentation des services de garde en milieu familial, subventionnés ou non, a chuté en 12 ans.

À l'inverse, la fréquentation des services de garde en installation a augmenté au cours de la même période.

Type de service de garde fréquenté<sup>1</sup>, enfants d'âge préscolaire fréquentant un service de garde, Québec, 2009 et 2021



- \* Coefficient de variation compris entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.  
 ↓↑ Proportion de 2021 significativement inférieure (↓) ou supérieure (↑) à celle de 2009 au seuil de 0,05.
1. Les enfants gardés dans le service de garde d'un de leur parent ou beau-parent n'ont pas été pas comptés parmi les enfants fréquentant un service de garde en 2009, mais l'ont été en 2021.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur l'utilisation, les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde 2009* et *Enquête québécoise sur l'accessibilité et l'utilisation des services de garde 2021*.

# Une augmentation de la proportion d'enfants de maternelle 5 ans considérés comme vulnérables

Dans le cadre de l'EQDEM, la vulnérabilité des enfants a été mesurée à l'aide de l'*Instrument de mesure du développement de la petite enfance* (IMDPE). L'IMDPE permet de mesurer l'état de développement des enfants dans cinq domaines interdépendants qui contribuent tous au développement de l'enfant (santé physique et bien-être, compétences sociales, maturité affective, développement cognitif et langagier, habiletés de communication et connaissances générales).

La première édition de l'EQDEM, menée en 2012, a permis d'établir des seuils de vulnérabilité dans chaque domaine à partir des scores obtenus par l'ensemble des enfants de maternelle 5 ans au Québec. Ces seuils ont servi de points de référence pour établir la proportion d'enfants dits vulnérables en 2017 et en 2022.

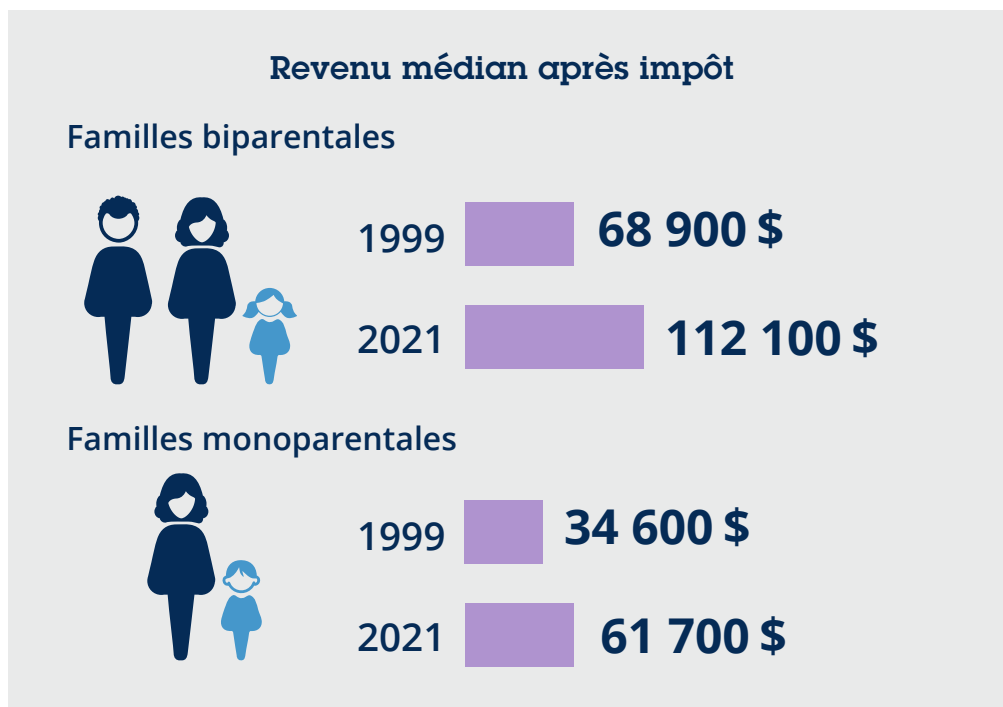
Ces enfants dits vulnérables sont plus susceptibles que les autres d'éprouver des difficultés d'ordre scolaire, moteur, émotionnel ou social. Ils pourraient, par exemple, vivre des difficultés à travailler de façon autonome, à attendre leur tour ou encore à faire appel à leur imagination lors d'un jeu.

**Or, la proportion d'enfants de maternelle 5 ans considérés comme vulnérables dans au moins un des domaines de leur développement est passée de 25,6 % en 2012 à 27,7 % en 2017, puis à 28,7 % en 2022.**

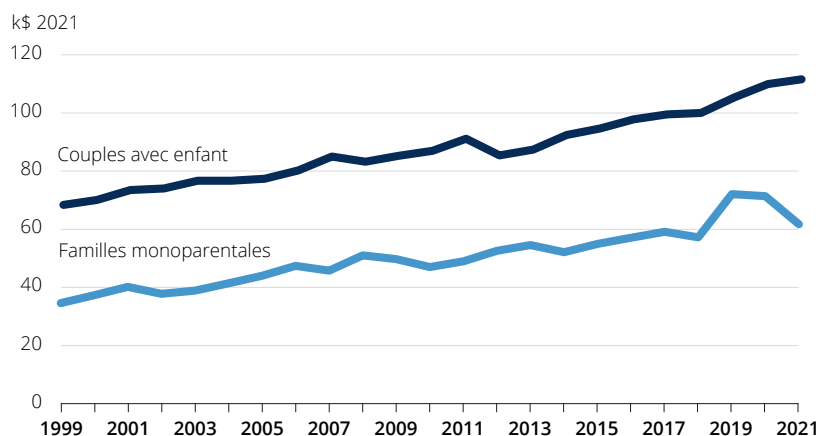
Depuis 2012, la proportion d'enfants de maternelle 5 ans dits vulnérables a ainsi augmenté dans les cinq domaines de développement mesurés par l'EQDEM. Dans les domaines « santé physique et bien-être » et « maturité affective », les proportions d'enfants vulnérables étaient plus élevées en 2017 qu'en 2012 (respectivement 10,6 % c. 9,5 % et 11,5 % c. 9,7 %), mais aucune différence significative n'est observée entre 2017 et 2022.

# Le revenu des ménages avec enfants en augmentation

Lorsqu'on s'intéresse aux conditions économiques des familles en général, on observe que le revenu médian après impôt des ménages avec enfants, en dollars constants de 2021, a connu une croissance de 62 % entre 1999 et 2021; il est passé de 68 900 \$ à 112 100 \$ pour les familles biparentales et de 34 600 \$ à 61 700 \$ (+ 78 %) pour les familles monoparentales. Soulignons qu'entre 1999 et 2021, le revenu médian de l'**ensemble des ménages québécois**, tous types confondus, est passé de **47 500 \$ à 66 200 \$**, ce qui représente une augmentation de 39 %.



## Revenu médian après impôt selon le type de ménage, Québec, 1999 à 2021



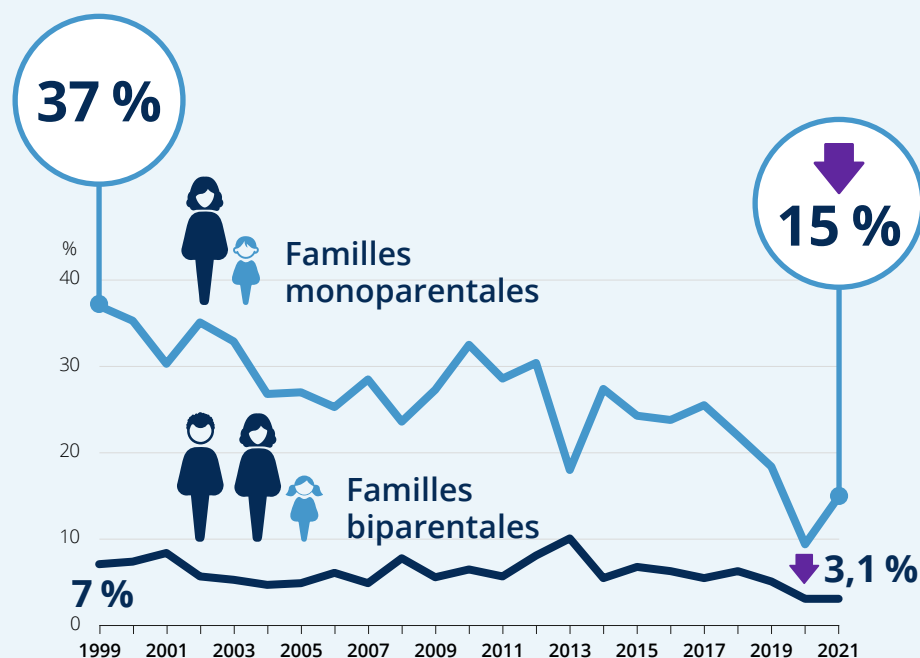
Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les finances des consommateurs* (1996-1997), *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu* (1996-2011) et *Enquête canadienne sur le revenu* (2012-2021). Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.

# Une amélioration de la situation des familles monoparentales

Le taux de faible revenu selon la *Mesure du faible revenu après impôt* (MFR) des ménages avec enfants a considérablement diminué entre 1999 et 2021 ; il est passé de 37 % à 15 % pour les familles monoparentales, et de 7 % à 3,1 % pour les familles biparentales. La diminution du taux de faible revenu des familles monoparentales est attribuable à de nombreux facteurs, dont l'amélioration du soutien financier offert aux parents, l'introduction de services de garde abordables et la croissance du taux d'emploi chez les parents. L'écart entre les deux groupes s'est ainsi rétréci au fil des ans : il est passé de 29,9 à 11,8 points de pourcentage.

Les résultats de l'*Enquête québécoise sur la parentalité 2022* montrent que même si le revenu des familles a augmenté, certaines ont de la difficulté à joindre les deux bouts : environ 5 % des parents d'enfants âgés de 6 mois à 17 ans ont déclaré avoir utilisé les services d'une banque alimentaire au cours des 12 mois précédant l'enquête.

Taux de faible revenu selon la *Mesure de faible revenu (MFR)* des ménages, seuils après impôt, selon le type de ménage, Québec, 1999 à 2021



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

# Diminution de la proportion de parents adoptant des conduites à caractère violent envers leurs enfants

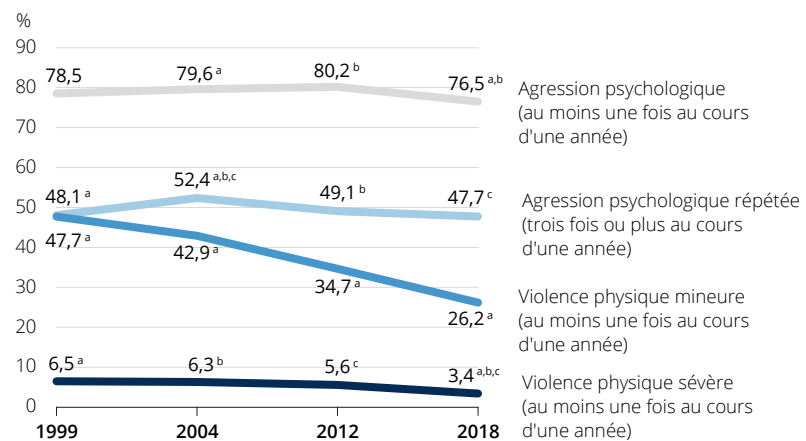
Dans l'enquête *La violence familiale dans la vie des enfants du Québec 2018*, menée par l'ISQ pour le compte du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), l'ISQ a mis à jour divers indicateurs mesurés lors des éditions précédentes de l'enquête (1999, 2004 et 2012) en lien avec les conduites à caractère violent, les conduites à caractère négligent et l'exposition des enfants à la violence conjugale.

Cette enquête a révélé qu'il y a eu une diminution des conduites à caractère violent envers les enfants, la plus marquée étant celle relative aux violences physiques mineures. La part des enfants de 0 à 17 ans exposés à ce type de violence est passée d'environ 48 % en 1999 à 26 % en 2018.

L'enquête de 2018 révèle qu'environ 7 % des enfants du Québec avaient été exposés à de la violence conjugale commise contre leur mère au cours des 12 mois précédant l'enquête ; 6 % des enfants avaient été exposés à de la violence psychologique et verbale, 2,3 %, à de la violence sous forme de contrôle, environ 1,0 %, à de la violence physique, 0,6 %, à de la violence financière et une proportion infime, à de la violence sous forme sexuelle.

Au total, si 93 % des enfants n'avaient pas été exposés à de la violence conjugale commise envers leur mère, 4,7 % avaient tout de même été exposés à une forme de violence conjugale, 1,5 %, à deux formes et 0,5 %, à trois formes ou plus.

## Prévalence annuelle des conduites parentales à caractère violent envers les enfants<sup>1</sup>, Québec, 1999, 2004, 2012 et 2018



a,b,c Pour une conduite parentale donnée, le même exposant exprime une différence significative entre les années au seuil de 0,05.

1. Enfants de 0 à 17 ans en 1999 et en 2004; enfants de 6 mois à 17 ans en 2012 et en 2018.

Source : Institut de la statistique du Québec, *La violence familiale dans la vie des enfants du Québec, 2018. Les attitudes parentales et les pratiques familiales.*

## Un intérêt plus récent pour la situation des parents

Si l'ISQ a réalisé depuis sa création plusieurs enquêtes sur les enfants, de nouvelles enquêtes sur la parentalité ont été mises sur pied : *l'Enquête québécoise sur l'expérience des parents d'enfants de 0 à 5 ans* (2015) et *l'Enquête québécoise sur la parentalité*, menée en 2022 pour le compte du ministère de la Famille, et portant sur les parents d'enfants de 6 mois à 17 ans. Cette enquête traite des multiples aspects de l'expérience parentale propre aux divers contextes familiaux.

Elle montre, entre autres, certains défis auxquels font face les parents aujourd'hui. On y apprend, par exemple, que près du quart des parents évaluent qu'ils ont un rythme de vie considéré comme très exigeant (24 %) ou vivent avec au moins un enfant ayant un problème de santé physique ou mentale chronique, un trouble du développement, un trouble d'apprentissage ou un trouble du comportement (23 %). De plus, près d'un parent sur cinq occupant un emploi (19 %) vit un conflit travail-famille dont le niveau est considéré comme élevé. Enfin, 36 % des parents d'enfants de 2 à 17 ans trouvent « plutôt difficile » de gérer le temps que leurs enfants passent devant les écrans et 12 % trouvent cela « très difficile ».





# 03

## Les jeunes

En 2022-2023, la proportion de jeunes du secondaire qui perçoivent leur santé comme excellente ou très bonne a diminué par rapport aux éditions précédentes de *l'Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire*. Or, la proportion de jeunes qui ont reçu un diagnostic de trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDA/TDAH) a augmenté.

Au tournant des années 2000, on a vu naître certains enjeux liés à la surutilisation des écrans chez les jeunes. Les travaux portant sur l'intimidation et la cyberintimidation ont montré l'importance de ce phénomène qui était très peu étudié il y a 25 ans. Environ le quart (27 %) des jeunes de 12 à 17 ans avaient vécu l'une ou l'autre des problématiques en contexte scolaire, comparativement à 8 % des personnes âgées de 18 à 24 ans et à 3,9 % des personnes âgées de 25 à 44 ans.

Aussi, dans les 15 dernières années, on a observé une baisse de la proportion de jeunes ayant des relations sexuelles chez les élèves du secondaire de 14 ans et plus.

Le taux d'emploi des jeunes de 15 à 19 ans qui sont aux études est passé de 39 % en 2013 à 49 % en 2023. Or, s'il peut être bénéfique pour les jeunes de travailler, on a établi des liens entre le travail et la performance scolaire des jeunes.

Dans les dernières années, la proportion de jeunes qui ont fait l'usage de produits du tabac a fortement baissé, comme dans l'ensemble de la population.

Enfin, on observe une forte tendance à la baisse du nombre de jeunes prestataires de l'assistance sociale.

On trouve d'autres données sur les jeunes dans d'autres chapitres, comme ceux portant sur la scolarisation, la santé ou la participation citoyenne.

« C'est la fièvre de la jeunesse qui maintient le reste du monde à la température normale. »

Georges Bernanos  
Écrivain français  
1888-1948

Grâce à la Vitrine sur les jeunes de 15 à 29 ans, l'ISQ dresse un portrait des jeunes du Québec qui permet de suivre la situation de la jeunesse québécoise et de voir les tendances qui se dessinent dans le temps.

Les données sont ventilées selon diverses caractéristiques, notamment le sexe et l'âge. Les thématiques ont été choisies selon la *Politique québécoise de la jeunesse 2030* et les sept axes d'intervention définis dans le Plan d'action jeunesse 2021-2024.

On trouve également dans la vitrine des données démographiques sur les jeunes de 15 à 29 ans du Québec à titre de complément d'information.

Par ailleurs, l'*Étude québécoise sur les rapports sociaux dans un contexte scolaire, de travail et dans la communauté 2022*, réalisée auprès de personnes âgées de 12 ans et plus, permet de mieux comprendre les phénomènes liés à l'intimidation et à la cyberintimidation au Québec, notamment chez les jeunes.

De plus, mentionnons les trois éditions de l'*Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire (EQSJS)* qui vise à combler des besoins d'information prioritaires en matière de surveillance de l'état de santé des jeunes et de ses déterminants. Elle porte sur la santé physique et mentale, les habitudes de vie, l'environnement social et l'adaptation sociale des jeunes, et des données sociodémographiques sont également recueillies.

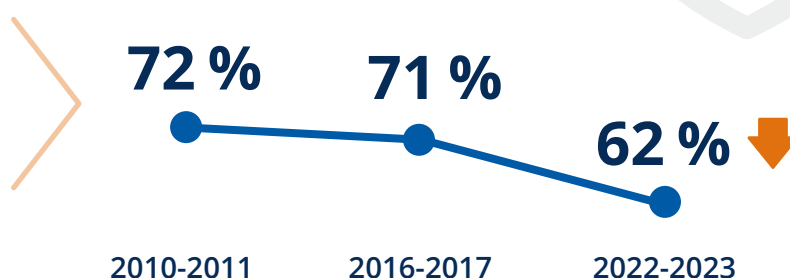
Enfin, l'ISQ a publié en 2020 une mise à jour de l'édition de 2019 du *Regard statistique sur la jeunesse. État et évolution de la situation des Québécois âgés de 15 à 29 ans, 1996 à 2018*.

# Les jeunes estiment avoir une moins bonne santé



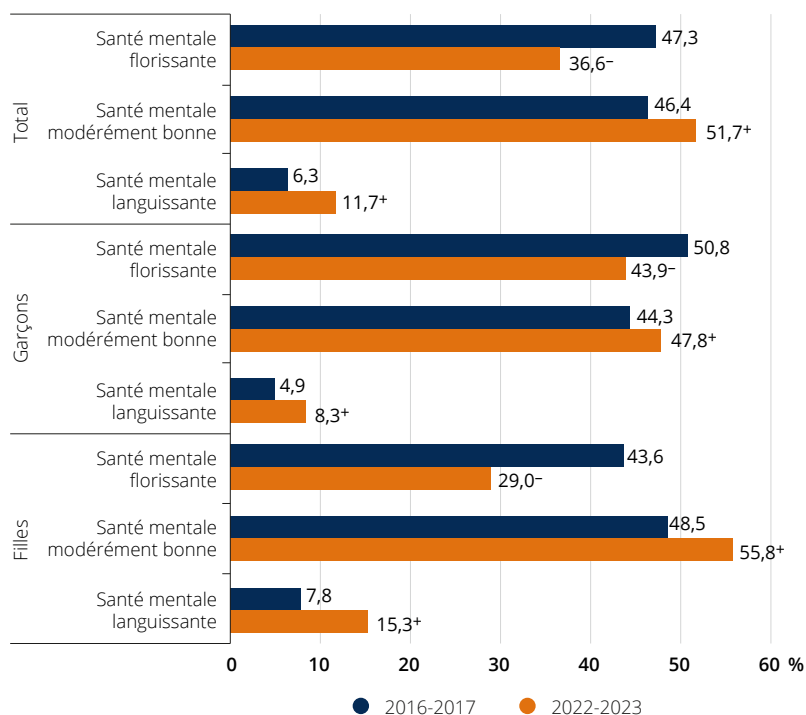
En 2022-2023, la proportion de jeunes du secondaire qui estiment être en excellente ou en très bonne santé a diminué par rapport aux éditions précédentes de l'EQSJS.

Jeunes du secondaire qui estiment être en excellente ou en très bonne santé



Quant à leur santé mentale, les données de l'EQSJS indiquent que la proportion d'élèves qui ont une santé mentale florissante a diminué entre 2016-2017 et 2022-2023 : elle est passée de 47 % à 37 %. En contrepartie, la proportion de ceux et celles qui affichent une santé mentale languissante est en hausse (6 % c. 12 %). On fait ce constat tant chez les garçons que chez les filles.

Santé mentale positive selon le genre, élèves du secondaire, Québec, 2016-2017 et 2022-2023



+/- Proportion de 2022-2023 significativement supérieure ou inférieure à celle de 2016-2017, au seuil de 0,01.

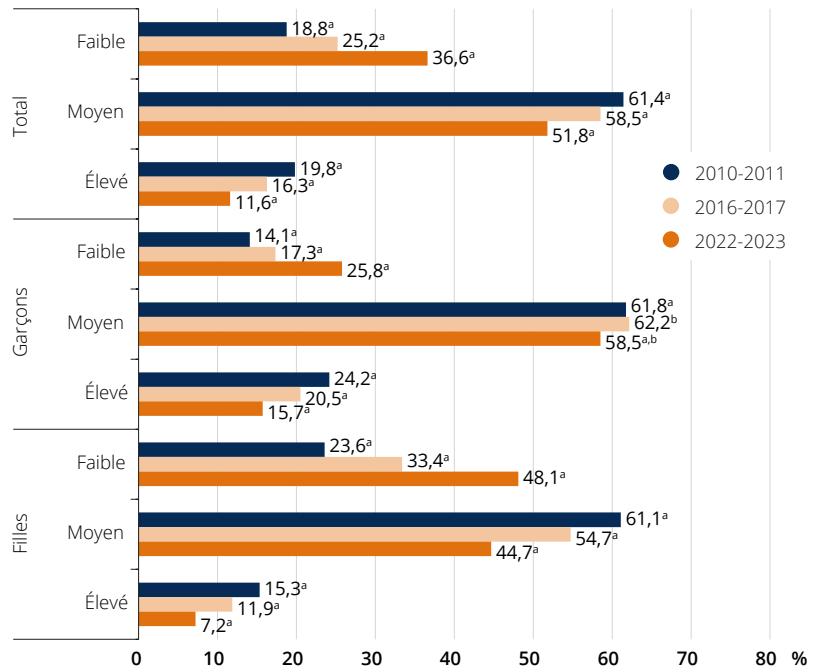
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire*, 2016-2017 et 2022-2023.

Le fait d'avoir une bonne estime de soi est un facteur de protection de la santé mentale chez les jeunes. À cet égard, la proportion d'élèves qui présentent un niveau élevé d'estime de soi a diminué : elle est passée d'environ 20 % en 2010-2011 à 16 % en 2016-2017, pour s'établir à 12 % en 2022-2023. La diminution s'observe chez les garçons et chez les filles.

En revanche, l'anxiété est un facteur de risque de la santé mentale des jeunes. Selon l'EQSJS 2022-2023, environ 20 % des élèves du secondaire présentent un trouble anxieux confirmé par une professionnelle ou un professionnel de la santé, une proportion plus élevée que celles observées en 2016-2017 (17 %) et en 2010-2011 (9 %). Cette augmentation est principalement attribuable à une anxiété accrue chez les filles (de 11 % à 29 %).

L'EQSJS permet également d'observer des phénomènes émergents, comme l'écoanxiété, mesurée pour la première fois en 2022-2023. Environ 34 % des élèves du secondaire ne ressentent pas du tout d'écoanxiété, 41 % en ressentent parfois, 17 % en ressentent souvent et 8 %, toujours ou presque toujours. Cette forme d'anxiété est plus présente chez les filles que chez les garçons.

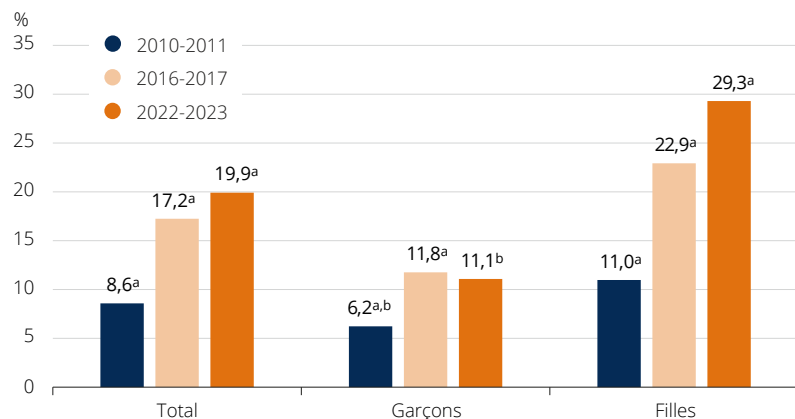
### Niveau d'estime de soi selon le genre, élèves du secondaire, Québec, 2010-2011, 2016-2017 et 2022-2023



a,b Pour une population et un niveau d'estime de soi donnés, le même exposant exprime une différence significative entre les proportions des différentes éditions de l'enquête au seuil de 0,01.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire*, 2010-2011, 2016-2017 et 2022-2023.

### Troubles anxieux confirmés par un(e) professionnel(le) de la santé selon le genre, élèves du secondaire, Québec, 2010-2011, 2016-2017 et 2022-2023



a,b Pour une population donnée, le même exposant exprime une différence significative entre les proportions des différentes éditions de l'enquête au seuil de 0,01.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire*, 2010-2011, 2016-2017 et 2022-2023.

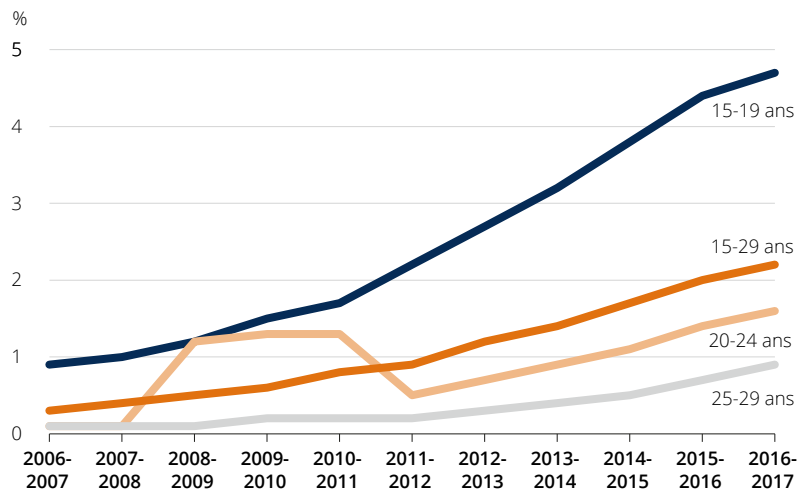
# Une augmentation importante du TDA/TDAH chez les 15-19 ans

Au Québec, la prévalence annuelle du TDA/TDAH diagnostiqué chez les jeunes de 15 à 29 ans était estimée à 2,2 % en 2016-2017. Par ailleurs, elle était plus élevée chez les 15-19 ans (4,7 %) que chez les 20-24 ans (1,6 %) et chez les 25-29 ans (0,9 %). En 2016-2017, 20 120 jeunes de 15 à 19 ans avaient reçu un tel diagnostic, tandis que c'était le cas de 4 230 jeunes en 2006-2007.

## Diagnostic du TDA/TDAH chez les jeunes de 15 à 19 ans



## Prévalence annuelle<sup>1</sup> du trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDA/TDAH) diagnostiqué selon le groupe d'âge, 15-29 ans, Québec, 2006-2007 à 2016-2017



1. Prévalence brute calculée à partir des valeurs de nombre de cas de troubles anxio-dépressifs et de population arrondis aléatoirement à un multiple de 5.

Source : Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), *Système intégré de surveillance des maladies chroniques du Québec (SISMACQ)*. Adaptation par l'institut de la statistique du Québec.

# Le temps passé devant les écrans et le sommeil

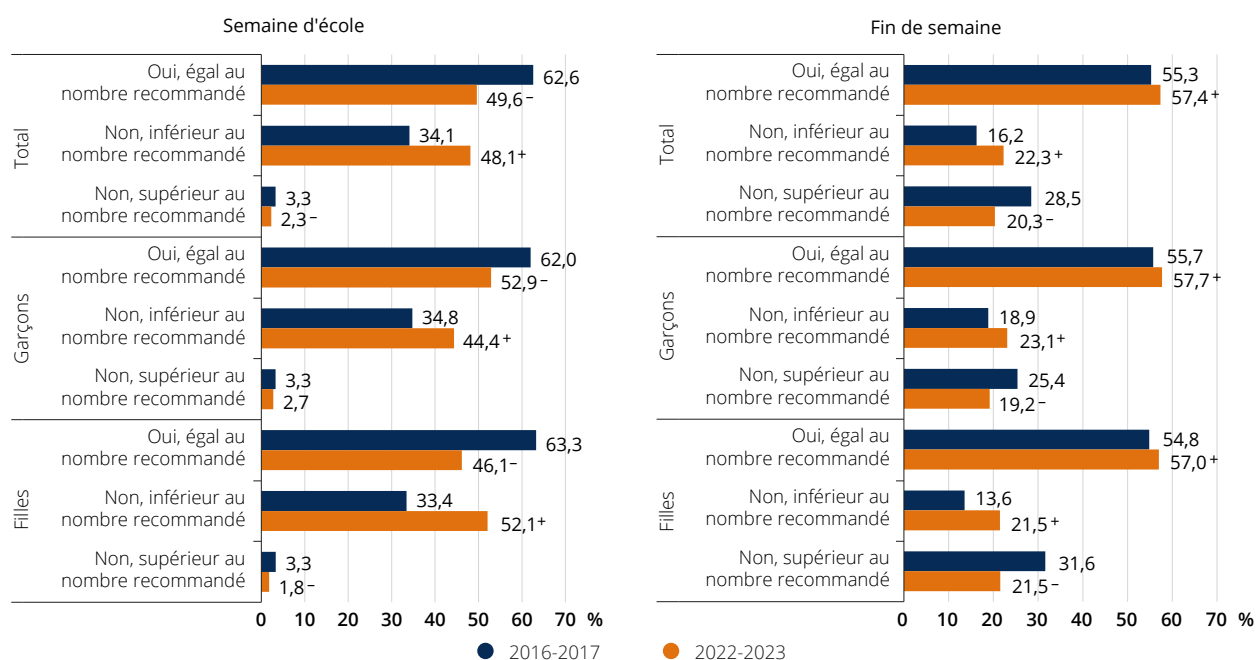
Le temps passé devant les écrans a été mesuré pour la première fois dans l'EQSJS en 2022-2023. Les résultats montrent que le quart (25 %) des élèves du secondaire allouent au moins **4 heures par jour** à des activités de communication et de loisirs effectuées devant un écran, tant en semaine qu'en fin de semaine. Le temps passé à l'écran pour des activités scolaires n'est pas pris en compte.

## Temps passé devant les écrans



Selon les résultats de l'EQSJS 2022-2023, la moitié (50 %) des jeunes du secondaire respectent habituellement le nombre d'heures de sommeil recommandé durant la semaine d'école, qui se situe entre 9 et 11 heures par nuit pour les 13 ans ou moins, entre 8 et 10 pour les 14-17 ans et entre 7 et 9 pour les 18 ans ou plus. Or, presque autant (48 %) dorment moins que la durée recommandée. Il s'agit d'une augmentation notable par rapport à l'édition 2016-2017, où cette proportion était de 34 %.

## Respect du nombre d'heures de sommeil recommandé pendant la semaine d'école et la fin de semaine selon le genre, élèves du secondaire, Québec, 2016-2017 et 2022-2023



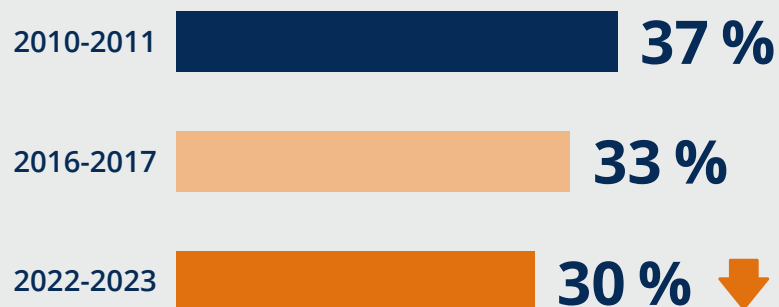
+/- Proportion de 2022-2023 significativement supérieure ou inférieure à celle de 2016-2017, au seuil de 0,01.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire*, 2016-2017 et 2022-2023.

# Depuis 2010, la proportion d'élèves du secondaire de 14 ans et plus ayant eu des relations sexuelles diminue

Selon l'EQSJS 2022-2023, la proportion d'élèves du secondaire de 14 ans et plus qui ont eu une relation sexuelle consensuelle au moins une fois au cours de leur vie est de **30 %**, alors qu'elle était de **37 %** en 2010-2011 et de **33 %** en 2016-2017. Cette diminution dans le temps s'observe tant chez les garçons que chez les filles. Parmi les jeunes de 14 ans et plus qui ont déjà eu des relations sexuelles consensuelles, environ 7 % ont eu leur première relation sexuelle avant 14 ans.

## Élèves du secondaire de 14 ans et plus qui ont eu une relation sexuelle



En outre, environ 38 % des élèves de 14 ans et plus ayant eu au moins une relation sexuelle vaginale au cours de leur vie ont eu recours à une double protection (contraception et condom) lors de leur dernière relation sexuelle. Toutefois, environ 8 % de ces jeunes n'ont utilisé aucune protection lors de leur dernière relation sexuelle, ni contre les ITS, ni pour éviter une grossesse.

Toujours selon l'EQSJS 2022-2023, environ 22 % des filles de 14 ans et plus ayant eu au moins une relation sexuelle au cours de leur vie ont eu recours à la contraception orale d'urgence au moins une fois au cours des 12 mois précédant l'enquête. Enfin, 91 % des élèves de 14 ans et plus ayant déjà eu au moins une relation sexuelle ont toujours eu des partenaires de l'autre sexe, une proportion en baisse par rapport à 2016-2017 (94 %).



# L'intimidation et la cyberintimidation

L'Étude québécoise sur les rapports sociaux dans un contexte scolaire, de travail et dans la communauté 2022 réalisée pour le compte du ministère de la Famille auprès de 21 845 personnes âgées de 12 ans et plus a permis de mettre en lumière le phénomène de l'intimidation et de la cyberintimidation, notamment auprès des jeunes.

Il en ressort que près de 13 % des personnes qui ont suivi un ou plusieurs cours dans un établissement scolaire ont vécu de l'intimidation ou de la cyberintimidation dans l'année précédant l'étude. Environ le quart (27 %) des jeunes de 12 à 17 ans ont vécu l'une ou l'autre des problématiques en contexte scolaire, comparativement à 8 % des personnes de 18 à 24 ans et à 3,9 % de celles de 25 à 44 ans. Les établissements scolaires fréquentés par les plus jeunes sont ceux où l'on trouve la plus grande proportion de personnes ayant vécu de l'intimidation ou de la cyberintimidation.

En contexte de travail, ce sont près de 8 % des personnes qui ont occupé un emploi au cours des 12 mois précédant l'étude qui ont vécu du harcèlement ou du cyberharcèlement dans l'année précédant l'étude. Les personnes de 18 à 24 ans sont proportionnellement plus nombreuses que celles d'autres groupes d'âge à avoir subi du harcèlement au travail (11 % c. entre 2,8 %\* et 8 %).

Soulignons que l'intimidation et la cyberintimidation ne faisaient pas l'objet d'études de la part de l'ISQ il y a 25 ans, mais qu'un suivi est prévu dans les prochaines années.



## Personnes qui ont vécu de l'intimidation ou de la cyberintimidation dans un établissement scolaire

12 à 17 ans



18 à 24 ans

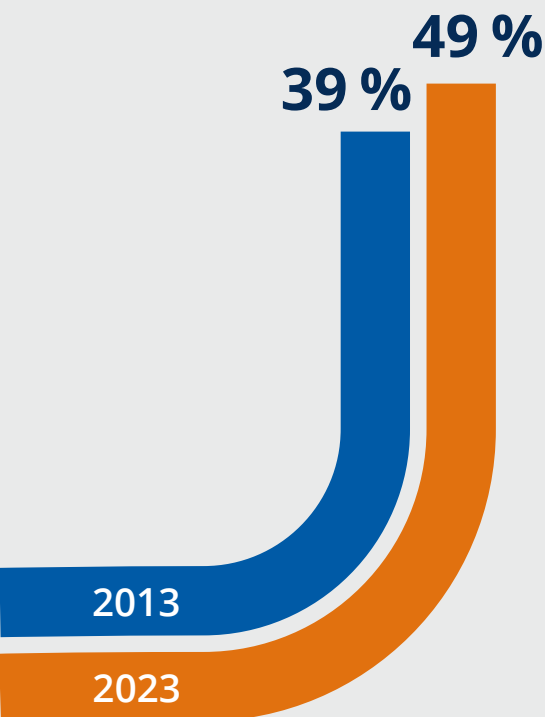


25 à 44 ans



**8 %** ont vécu du harcèlement ou du cyberharcèlement en contexte de travail

**Au cours des dernières années, de plus en plus de jeunes Québécoises et Québécois concilient études et travail. En effet, selon l'Enquête sur la population active de 2024 de Statistique Canada, le taux d'emploi des jeunes de 15 à 19 ans qui sont aux études est passé de 39 % en 2013 à 49 % en 2023.**



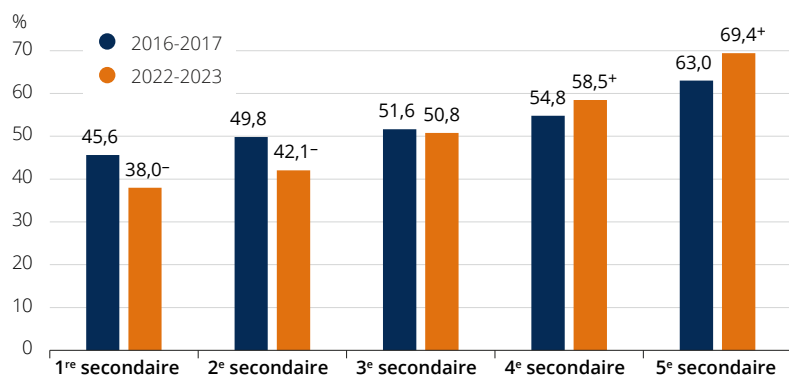
## Le travail des élèves

Or, si le fait de travailler peut être bénéfique pour les jeunes, on a néanmoins établi des liens entre le travail et la performance scolaire des jeunes qui travaillent habituellement de 15 à 20 heures par semaine ou plus.

La *Loi sur les normes du travail* établit à 14 ans l'âge minimal légal pour travailler au Québec. Toutefois, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2023, à la suite de l'adoption de la *Loi sur l'encadrement du travail des enfants*, les jeunes qui ont l'obligation de fréquenter l'école doivent avoir un horaire de travail d'un maximum de 17 heures par semaine, sauf lorsqu'il n'y a pas d'école pendant plus de 7 jours consécutifs.

La dernière édition de l'*Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire* (EQSJS 2022-2023) a permis de constater qu'environ un élève du secondaire sur deux (51 %) a travaillé durant l'année scolaire. Plus les élèves ont progressé dans leur parcours scolaire, plus la proportion est élevée : elle est de 38 % en 1<sup>er</sup> secondaire et de 69 % en 5<sup>e</sup> secondaire, et est plus importante chez les filles que chez les garçons (53 % c. 48 %). Depuis les dernières années, on observe une augmentation de la proportion d'élèves de 5<sup>e</sup> secondaire qui travaillent durant l'année scolaire (63 % en 2016-2017 c. 69 % en 2022-2023).

### Statut d'emploi durant l'année scolaire selon le niveau scolaire, élèves du secondaire, Québec, 2016-2017 et 2022-2023



+/- Proportion de 2022-2023 significativement supérieure ou inférieure à celle de 2016-2017, au seuil de 0,01.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire*, 2016-2017 et 2022-2023.

Par ailleurs, chez les élèves du secondaire qui ont travaillé durant l'année scolaire 2022-2023, 18 % ont consacré 16 heures et plus par semaine à leur emploi. On observe que les garçons sont plus nombreux, en proportion, que les filles à avoir travaillé ce nombre d'heures (21 % c. 16 %). En outre, plus les jeunes ont progressé dans leur parcours scolaire, plus ils et elles travaillent un nombre d'heures élevé. La proportion de jeunes qui travaillent 16 heures et plus par semaine, ce qui peut affecter leur performance scolaire, est de 29 % en 5<sup>e</sup> secondaire, soit près d'une personne sur trois, alors qu'elle est de 5 % en 1<sup>re</sup> secondaire. On constate également une augmentation entre 2016-2017 et 2022-2023 de la proportion d'élèves en emploi qui ont travaillé pendant l'année scolaire entre 11 et 15 heures (respectivement 12 % c. 20 %) et 16 heures ou plus par semaine (respectivement 12 % c. 18 %).



Plus d'heures  
consacrées au  
travail qu'avant



	2016-2017	2022-2023
<b>Moins de 11 h</b> par semaine	<b>76 %</b>	<b>61 %</b>
<b>11 à 15 h</b> par semaine	<b>12 %</b>	<b>20 %</b>
<b>15 h ou plus</b> par semaine	<b>12 %</b>	<b>18 %</b>

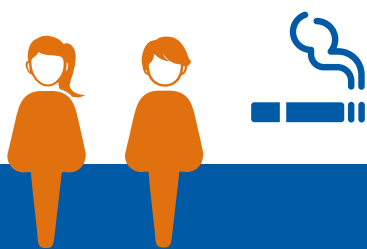
# La baisse de l'usage des produits du tabac et de la consommation de drogues chez les jeunes

Grâce aux données de l'Enquête québécoise sur le tabac, l'alcool, la drogue et le jeu chez les élèves du secondaire, on a observé que la proportion d'élèves qui ont fait l'usage de produits du tabac au cours des 30 jours précédant l'enquête a diminué entre 1998 et 2019.

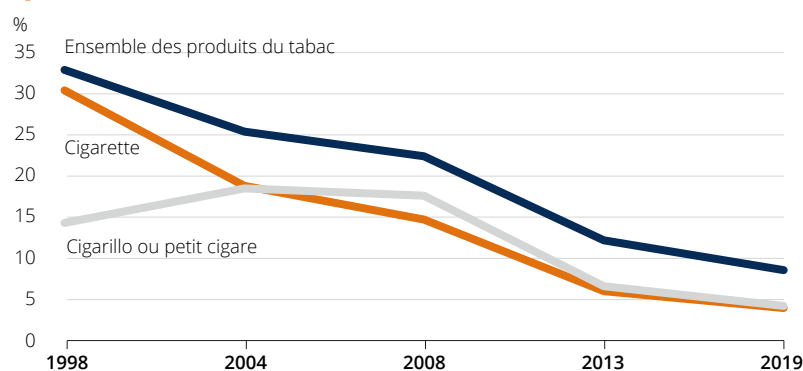
L'édition de 2019 de cette enquête révèle que la proportion de jeunes qui font l'usage de produits du tabac est plus faible en 2019 qu'en 2013 (9 % c. 12 %), et ce, tant chez les garçons (10 % c. 13 %) que chez les filles (7 % c. 12 %).

**Jeunes qui font l'usage de produits du tabac**

2013	12 %
2019	9 %

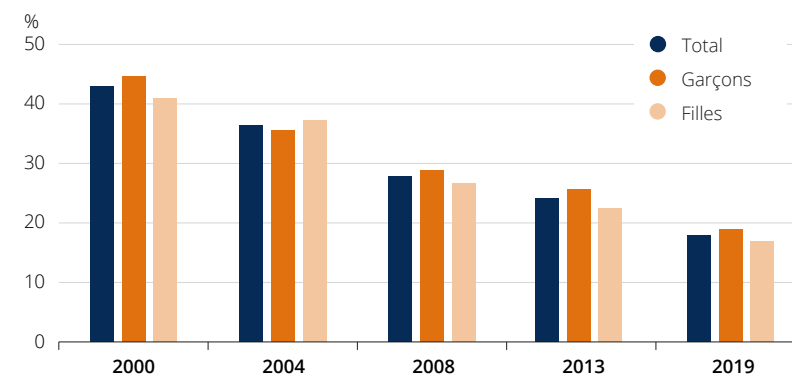


## Évolution de l'usage des produits du tabac au cours des 30 derniers jours, élèves du secondaire, Québec, de 1998 à 2019



Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur le tabagisme chez les élèves du secondaire*, 1998 et *Enquête québécoise sur le tabac, l'alcool, la drogue et le jeu chez les élèves du secondaire*, 2004, 2008, 2013 et 2019.

## Évolution de la consommation de drogues au cours des 12 derniers mois selon le sexe, élèves du secondaire, Québec, de 2000 à 2019



Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur le tabagisme chez les élèves du secondaire*, 1998 et *Enquête québécoise sur le tabac, l'alcool, la drogue et le jeu chez les élèves du secondaire*, 2004, 2008, 2013 et 2019.

Les résultats de cette enquête ont permis de constater que la proportion d'élèves qui ont consommé des drogues a **diminué** entre 2000 et 2019.



# Assistance sociale : baisse de la proportion de jeunes prestataires, malgré la légère hausse observée durant les dernières années

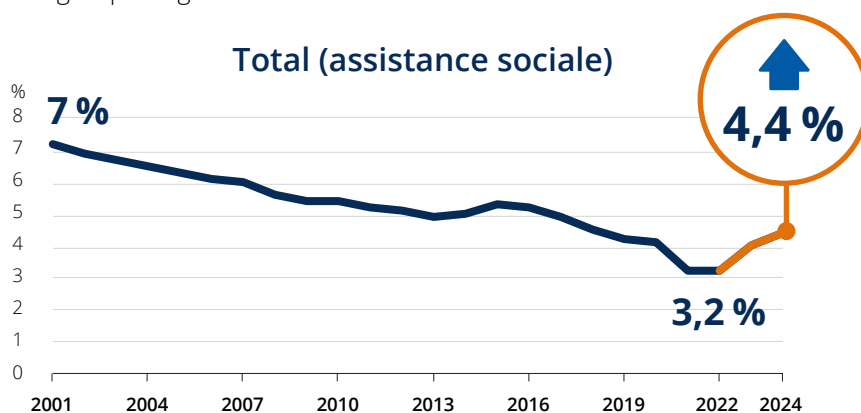
Au Québec, en date du 31 mars 2024, environ **4,4 %** des adultes de moins de 30 ans ont eu recours à un programme d'assistance sociale, ce qui correspond à environ 53 000 jeunes.

Cette proportion est plus faible chez les 20 ans et moins (2,9 %) que chez les 21-24 ans (4,3 %) et que chez les 25-29 ans (5 %).

Pour l'ensemble des adultes de moins de 30 ans, cette proportion est plus élevée chez les hommes que chez les femmes (5 % c. 3,8 %).

Environ 2,9 % des adultes de moins de 30 ans ont reçu de l'aide sociale, 0,6 % a bénéficié du Programme de solidarité sociale, 0,6 % a bénéficié du Programme de revenu de base, et 0,3 % a participé au Programme objectif emploi.

Après être passée de 7 % à 3,2 % entre 2001 et 2022, la proportion d'adultes de moins de 30 ans prestataires de l'assistance sociale a augmenté en 2023. La proportion enregistrée en 2024 a dépassé celle atteinte en 2019, qui était de 4,2 %. Le constat est similaire, peu importe le sous-groupe d'âge ou le sexe.



De 2001 à 2022, la proportion de prestataires a baissé plus rapidement chez les femmes que chez les hommes, de sorte que depuis 2010, les femmes sont proportionnellement moins nombreuses que les hommes à bénéficier de ces programmes. La montée des taux observée depuis 2023 a également été moins prononcée chez ces dernières, ce qui accentue l'écart entre elles et les hommes.



# 04

## Les personnes aînées

La société québécoise connaît un vieillissement démographique important. En 1999, les personnes de 65 ans et plus représentaient près de 13 % de la population ; cette part a atteint 21 % en 2024. Selon les projections démographiques, elles pourraient en constituer près du quart (24,4 %) dans 25 ans, en 2049. Mais ce groupe est loin d'être homogène, et on constate de nombreux changements dans les différentes facettes de leur vie depuis 25 ans.

La part des personnes âgées de 65 ans et plus qui se considèrent comme en bonne santé a augmenté depuis 25 ans ; celle de personnes aînées qui travaillent également. Les personnes de ce groupe sont aussi plus actives sur le plan de la participation citoyenne.

Enfin, la société est de plus en plus préoccupée par le phénomène de la maltraitance envers les personnes aînées, et les acteurs sociaux et gouvernementaux sont de plus en plus mobilisés à cet égard.

« Il y a on ne sait quelle aurore  
dans une vieillesse épanouie. »

Victor Hugo  
Écrivain français  
1802-1885

Afin de mettre en lumière la diversité des conditions de vie des personnes les plus âgées d'entre nous, l'ISQ a créé une [vitrine sur le vieillissement de la population et les personnes âgées](#). Cette vitrine donne accès à des indicateurs liés notamment au travail et à la retraite, à la santé et au bien-être, aux conditions de vie matérielles et à la participation sociale des aînés.

Cette vitrine résulte d'un partenariat entre l'Institut de la statistique du Québec et le Secrétariat aux aînés du ministère de la Santé et des Services sociaux.

En plus de ses enquêtes à portée générale, l'ISQ mène également des enquêtes plus ciblées auprès des personnes âgées, comme l'*Enquête sur la maltraitance envers les personnes âgées au Québec*.



# Les personnes âgées au Québec



Près de **170 600** Québécoises et Québécois âgés de **65 ans et plus travaillent**, ce qui représente 4 % des personnes en emploi.



**15 %** des personnes âgées sont **immigrantes**.



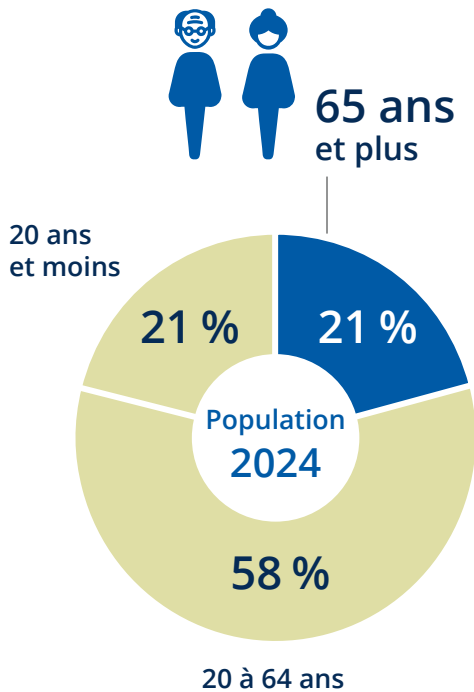
Le nombre annuel d'heures consacrées au **bénévolat** par les personnes âgées correspond à **131 400 emplois** à temps plein.

Les **trois quarts** des personnes âgées ont des **petits-enfants**.



Près de **deux femmes âgées sur dix** lisent au moins un livre chaque semaine.

# Un vieillissement de la population qui va se poursuivre

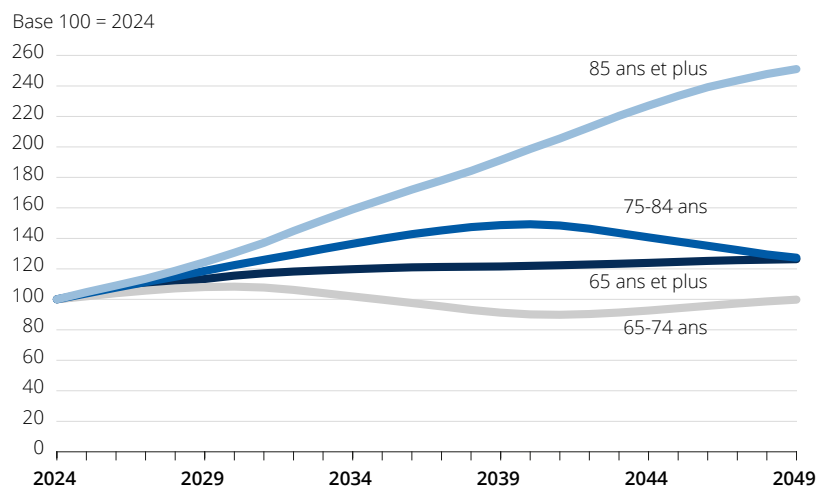


En 1999, le Québec comptait 0,9 million de personnes de 65 ans et plus. Ce nombre est en constante augmentation depuis. Il a atteint 1,9 million en 2024 et devrait continuer à augmenter au cours des prochaines décennies. Selon les projections démographiques, dans 25 ans, en 2049, la population du Québec devrait compter 0,8 million de personnes de plus qu'en 2024, dont 0,5 million de personnes de 65 ans et plus.

Les personnes de 65 ans et plus représentent **21 %** de la population du Québec en 2024, contre 21 % pour les moins de 20 ans et 58 % pour les 20 à 64 ans. Selon les projections, la part des personnes âgées s'établirait à 24 % en 2049 et la majeure partie de la hausse se produirait d'ici 2031, avec l'arrivée dans ce groupe des dernières générations du baby-boom, nées entre 1946 et 1966.

Les projections montrent que dans les 25 prochaines années, la part des 65-74 ans restera plutôt stable. Celle des 75-84 ans augmentera au cours des 15 prochaines années avant de se stabiliser, mais celle des 85 ans et plus continuera à augmenter fortement, et ce, jusqu'au début des années 2050. Cette croissance sera à prendre en compte dans la planification des services publics et privés dont ces personnes auront besoin.

## Croissance relative de la population de différents groupes d'âge, Québec, 2024-2049



Sources : 2024 : Statistique Canada, Estimations démographiques.  
2025 à 2049 : Institut de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques du Québec et de ses régions, 2021-2071*.

# Des personnes âgées qui se considèrent de plus en plus comme en bonne santé

Dans le cadre de l'Enquête québécoise sur la santé de la population, on a posé aux personnes répondantes la question suivante : « En général, diriez-vous que votre santé est : excellente, très bonne, bonne, passable ou mauvaise ? »

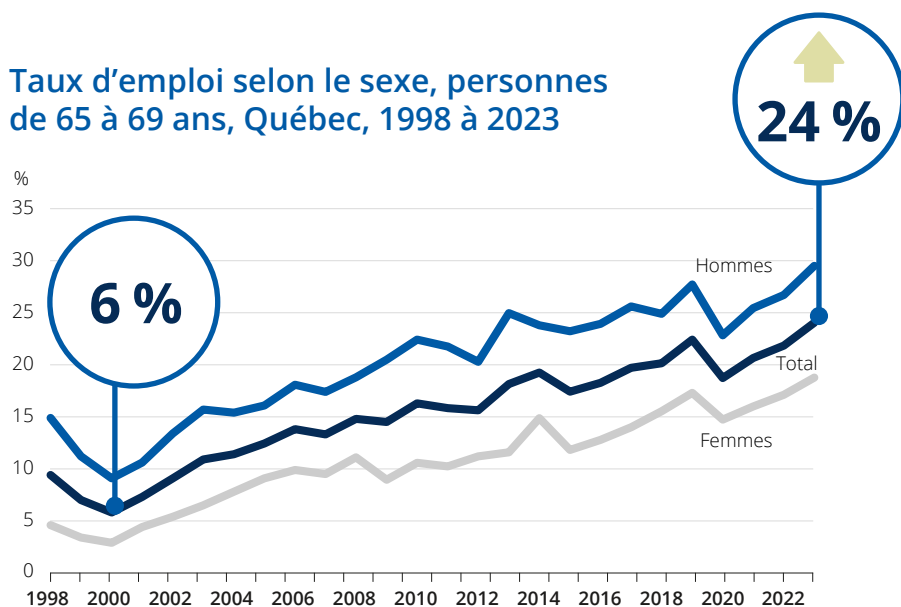
Au Québec, en 2020-2021, environ **43 %** des personnes de 65 ans et plus (si on exclut les personnes vivant dans un établissement institutionnel) se percevaient comme en **très bonne** ou en **excellente santé**, un nombre plus élevé qu'en 2008 (37 %).

## Une population qui travaille de plus en plus

Les personnes de 65 ans et plus sont de plus en plus nombreuses à travailler. En effet, le taux d'emploi des personnes de 65 à 69 ans est passé au Québec d'environ 6 % en 2000 à 24 % en 2023. Chez les femmes de ce groupe d'âge, il est passé d'environ 2,9 % à 19 %, et chez les hommes, de 9 % à 30 %.



Taux d'emploi selon le sexe, personnes de 65 à 69 ans, Québec, 1998 à 2023



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.

## La maltraitance envers les personnes âgées

Le phénomène de la maltraitance envers les personnes âgées était peu connu il y a 25 ans, mais aujourd'hui, un nombre croissant d'acteurs politiques, sociaux et universitaires s'y attardent. En 2019, l'ISQ a mené une étude intitulée *l'Enquête sur la maltraitance envers les personnes âgées au Québec 2019*. Celle-ci visait à brosser un portrait des maltraitements matériels ou financiers, psychologiques, physiques et sexuelles vécues par les personnes âgées. Au total, 8 860 personnes âgées de 65 ans et plus vivant à leur domicile ont participé.

**Les résultats de cette enquête montrent que parmi les personnes de 65 ans capables de répondre à un questionnaire téléphonique par elles-mêmes :**



15 % ont vécu au moins un type de violence avant 18 ans, 15 % entre 18 et 64 ans et 7 %, après 65 ans ;



celles qui ont vécu de la maltraitance au cours de leur vie et dont les antécédents de violence sont plus récents sont plus susceptibles d'avoir subi de la maltraitance dans la dernière année que celles dont les antécédents sont plus lointains ;



celles qui ont vécu un grand nombre de types de violence différents par le passé sont plus susceptibles d'avoir subi de la maltraitance dans la dernière année que celles qui ont vécu un nombre moindre de types de violences.

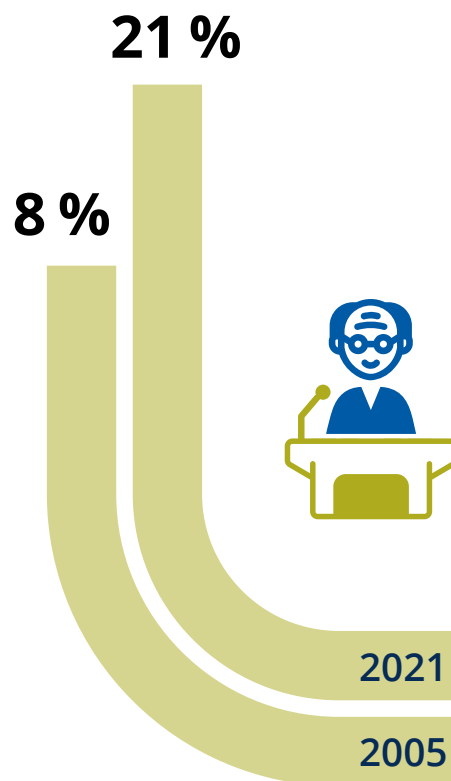
# L'implication citoyenne des personnes âgées

Depuis le début des années 2000, le groupe qui présente le plus fort taux de participation électorale est celui des 65-74 ans.



Par ailleurs, la proportion de personnes âgées parmi les personnes élues lors d'élections municipales augmente au fil du temps. Les personnes de 65 ans et plus représentaient le tiers des personnes élues à titre de maire ou de mairesse en 2021 ; cette proportion était de 12 % en 2005. Il en va de même pour les **personnes élues** comme conseillères municipales ou conseillers municipaux : la part des personnes de 65 ans et plus s'élevait à **21 % en 2021**, alors qu'elle était de **8 % en 2005**. En outre, malgré leur sous-représentation, les femmes sont de plus en plus présentes parmi les personnes âgées élues dans les conseils municipaux.

## Part des personnes de 65 ans et plus élues



## Le Portrait des personnes âgées au Québec

Publié par l'ISQ en 2023, le [Portrait des personnes âgées au Québec](#) contient près de 125 indicateurs portant sur une vingtaine de sujets, regroupés en six grandes thématiques : la population, les conditions de vie matérielles, le travail et la retraite, le mode de vie, la santé et le bien-être, la participation sociale.



# 05

## La scolarité et la formation

Au cours des 25 dernières années, au Québec, les gouvernements qui se sont succédé se sont préoccupés de la réussite scolaire et de la réussite éducative.

Au secondaire, on observe une amélioration du taux de diplomation et une diminution des écarts entre les élèves provenant de milieux favorisés et défavorisés.

L'école québécoise a pour mission d'instruire, de socialiser et de qualifier les élèves et d'ainsi soutenir leur développement cognitif et leur maîtrise des connaissances, tout en leur apprenant à mieux vivre ensemble, et de favoriser leur succès scolaire et leur intégration à la vie sociale et professionnelle. Les études collégiales et universitaires, quant à elles, visent entre autres l'employabilité et l'apprentissage des compétences nécessaires à la pratique d'une profession.

Malgré les progrès modestes réalisés en ce qui concerne la réduction du temps pour obtenir un diplôme d'études collégiales ou universitaires, on observe au Québec une amélioration du niveau de diplomation depuis 25 ans. À titre d'exemple, la proportion de personnes de 25 à 64 ans qui détenaient un grade universitaire était de 29,5 % en 2021, alors qu'elle était de 20,8 % en 2006.

« Il n'y a pas d'avenir sans éducation. »

*Rosa Parks*

*Figure emblématique de la lutte contre la ségrégation raciale aux États-Unis  
1913-2005*

L'ISQ diffuse différentes informations liées à l'éducation, notamment des indicateurs liés à la réussite et à la diplomation, dans ses vitrines statistiques. Il mène également les différentes enquêtes mentionnées précédemment sur la petite enfance, qui visent notamment à mieux cerner les facteurs associés à la réussite du parcours scolaire.

L'ISQ assure aussi le suivi de plusieurs indicateurs qui permettent d'analyser le niveau de scolarité des Québécoises et des Québécois, dont l'obtention de diplômes postsecondaires, en lien avec le bien-être des personnes.

En effet, une proportion stable ou en croissance de jeunes titulaires d'un diplôme d'études postsecondaires témoigne du maintien ou de l'amélioration du capital humain. À l'inverse, une proportion de plus en plus faible signifie que le capital humain se détériore, compromettant ainsi la prospérité.

Enfin, il faut noter que l'ISQ suit l'évolution de la diplomation en portant une attention accrue au secteur des technologies en raison de son importance particulière pour le développement scientifique et économique du Québec.



# Une amélioration du taux de diplomation au secondaire<sup>1</sup>

La réussite scolaire est notamment mesurée par la proportion d'élèves qui ont obtenu un premier diplôme ou une première qualification du secondaire après la 7<sup>e</sup> année suivant leur première inscription en 1<sup>re</sup> secondaire, parmi l'ensemble des élèves de leur cohorte d'appartenance. Le fait de s'intéresser au taux de diplomation ou de qualification 7 ans après l'entrée au secondaire (plutôt qu'au taux 5 ans après) permet de rendre compte de l'obtention d'un diplôme ou d'une qualification avant l'âge de 20 ans.

Pour les cohortes de 1998-1999 à 2016-2017, on constate que :



Taux de diplomation et de qualification 7 ans après l'entrée au secondaire.

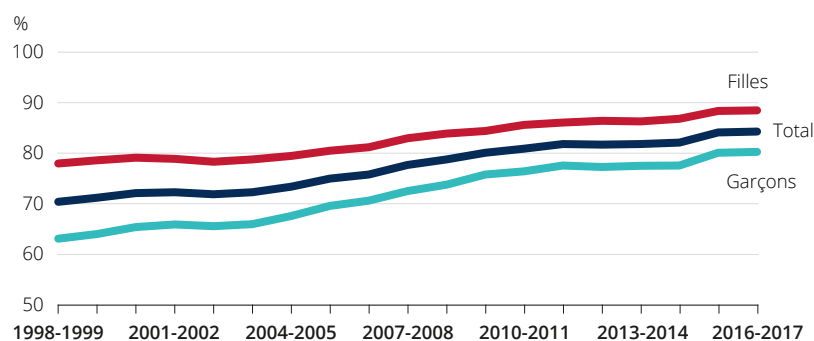
1998 **70,4 %**

2016 **84,3 %**

Les **filles** entrées au secondaire entre 1998 et 2016 affichent un **taux de diplomation et de qualification en 7 ans supérieur** à celui des **garçons** des mêmes cohortes.

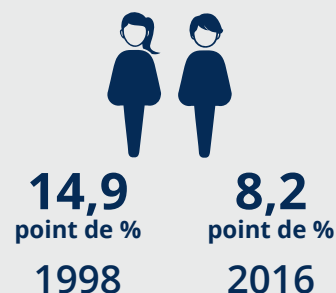
Néanmoins, l'écart entre les filles et les garçons a diminué, passant de **14,9** points de pourcentage pour la cohorte d'élèves inscrits en 1998 à **8,2** points de pourcentage pour la cohorte d'élèves qui ont commencé le secondaire en 2016.

## Taux de diplomation et de qualification 7 ans après l'entrée au secondaire selon le sexe, pour l'ensemble du Québec, cohortes 1998-1999 à 2016-2017



Source : Ministère de l'Éducation, PSP, DGSAD, BIA, DIS, *Taux de diplomation et de qualification par cohortes au secondaire – édition 2024.*

## L'écart entre les filles et les garçons a **diminué**



1. Le taux de diplomation et de qualification comprend les diplômes ou qualifications obtenus au secondaire en formation générale ou professionnelle. La mesure de la diplomation et de la qualification prend en compte les sorties dues à l'émigration hors du Québec. Ces sorties sont estimées à partir d'observations faites lorsque les jeunes étaient au primaire.

Les données pour l'ensemble du Québec comprennent celles des établissements publics de même que celles des établissements d'enseignement privés et des écoles gouvernementales.

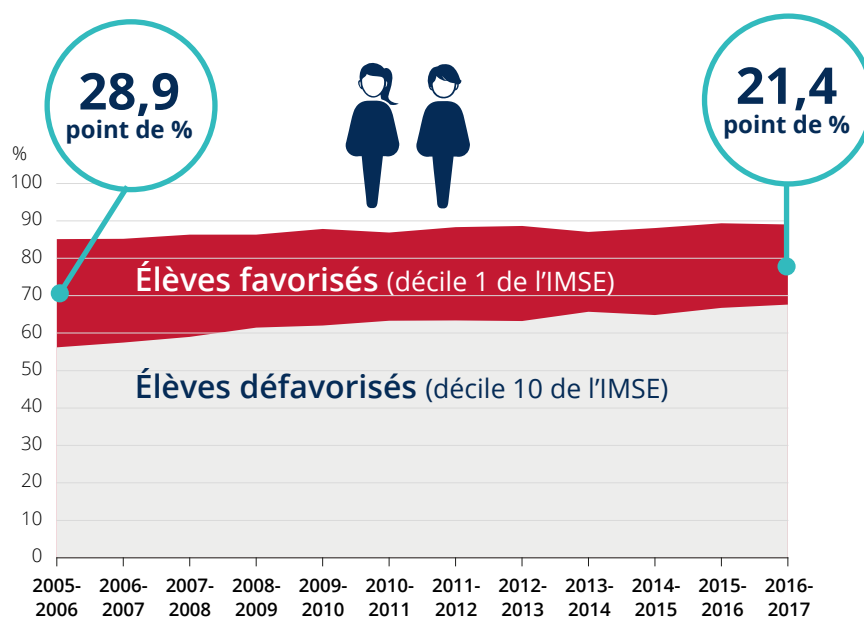
# Une diminution des écarts au secondaire entre les élèves favorisés et défavorisés

Il est intéressant de constater que les élèves issus de milieux défavorisés tirent aussi parti des progrès en matière de réussite scolaire.

Grâce à l'indice de milieu socioéconomique (IMSE), calculé par le ministère de l'Éducation à partir des données recueillies au moyen du questionnaire détaillé du Recensement de la population de Statistique Canada, il est possible d'observer les éléments suivants pour la période 2012-2022 à propos des cohortes qui ont commencé le secondaire de 2005 à 2015 :

- L'écart entre les proportions d'élèves issus de milieux favorisés et ceux issus de milieux défavorisés qui ont obtenu une première sanction au secondaire après 7 ans a diminué de 6,3 points de pourcentage, passant de 28,9 à 22,6 points de pourcentage. Cette baisse révèle une augmentation générale de la diplomation des élèves du Québec depuis 2012, qui est encore plus marquée chez les élèves issus de milieux défavorisés.
- Cette progression est également observée entre 2021 et 2022, période où la diplomation a augmenté de 1,2 point de pourcentage chez les élèves favorisés et de 2 points de pourcentage chez les élèves défavorisés.

Taux de diplomation et de qualification au secondaire 7 ans après l'entrée entre les élèves du décile supérieur et ceux du décile inférieur de l'indice de milieu socio-économique (IMSE), Québec, cohortes de 2005 à 2016

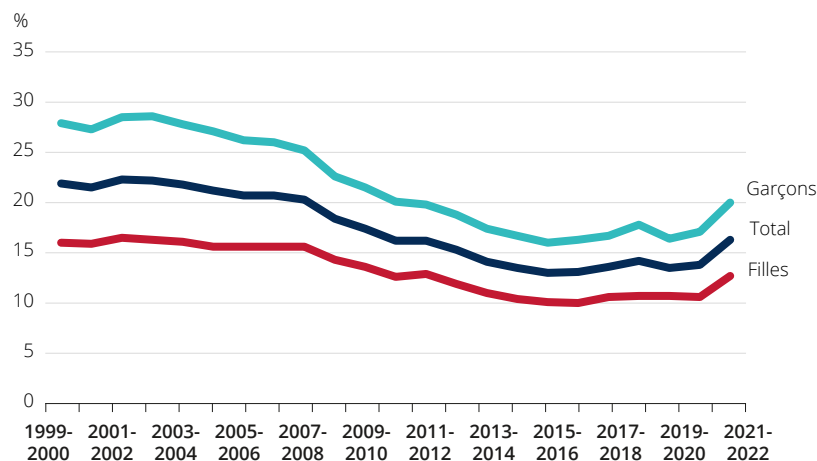


Source : Ministère de l'Éducation du Québec, PSP, DGSRG, DIS, *Taux de diplomation et qualification par cohorte au secondaire – édition 2024*. Compilation par l'Institut de la statistique du Québec.

# Une diminution des jeunes quittant le secondaire sans diplôme ni qualification

Enfin, le taux de sorties sans diplôme ni qualification<sup>2</sup> parmi l'ensemble des élèves sortants du secondaire en formation générale des jeunes permet de compléter le portrait de la réussite scolaire au Québec au fil des dernières années. Ce taux correspond à la proportion d'élèves qui quittent le secondaire sans diplôme ni qualification lors d'une année donnée et qui sont absents du système scolaire l'année suivante, parmi l'ensemble des élèves sortants de ladite année. Ces élèves ne se retrouvent donc pas l'année suivante en formation générale des jeunes (FGJ), en formation générale des adultes (FGA), en formation professionnelle (FP) ou encore au collégial.

## Taux de sorties sans diplôme ni qualification parmi l'ensemble des élèves sortants du secondaire en formation générale des jeunes, selon le sexe, Québec, années scolaires 1999-2000 à 2021-2022



Source : Ministère de l'Éducation (MEQ), SNI, DGVI, DIS, Portail informationnel, système Charlemagne, Taux de sorties sans diplôme ni qualification au secondaire.

Pour la période de 1999-2000 à 2021-2022 :

- Le taux de sorties sans diplôme ni qualification au secondaire en FGJ est passé de 22 % pour la cohorte d'élèves sortants de 1999-2000 à 16 % pour celle de 2021-2022.
- Chaque année, le taux des garçons est supérieur à celui des filles, mais cet **écart entre les sexes a diminué** au cours des 20 dernières années.

### Taux de sorties sans diplôme ni qualification au secondaire en FGJ



22 %

16 %

1997-1998


2020-2021

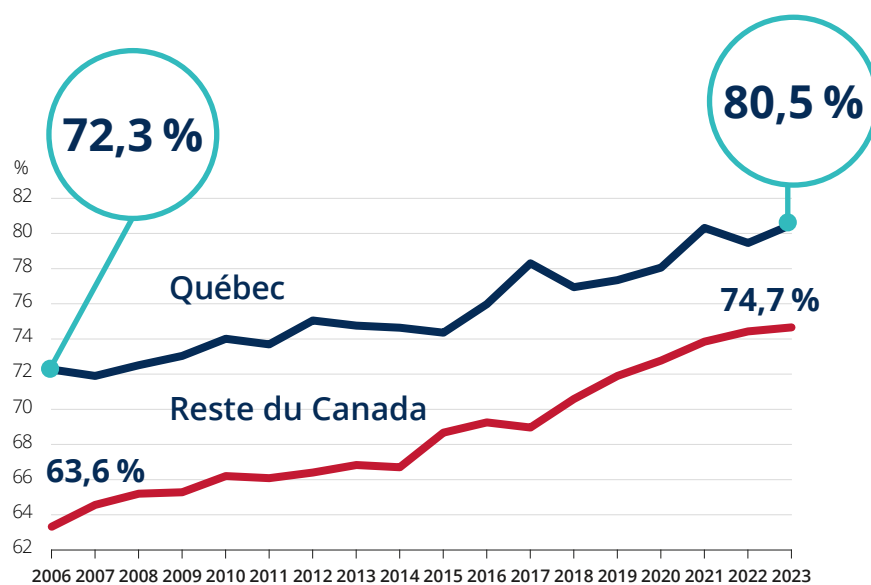
2. Le taux de sorties sans diplôme ni qualification ne permet pas d'isoler le phénomène du décrochage scolaire. Les sorties sans diplôme ni qualification comprennent, en plus des sorties dues aux décrochages scolaires, celles attribuables à l'émigration, à la mortalité et à la morbidité. D'où le choix de ne pas utiliser le terme décrochage scolaire.

# Une amélioration du niveau de diplomation postsecondaire depuis 25 ans

Le fait de s'intéresser à la détention d'un diplôme postsecondaire<sup>3</sup> chez les 25-34 ans permet de mesurer l'un des aspects du capital humain, soit le « stock de connaissances et de compétences dont disposeront les générations futures ». La détention d'un diplôme postsecondaire est considérée ici comme une ressource nécessaire au bien-être futur des personnes.

Au Québec, parallèlement à la hausse du taux de diplomation au secondaire qui augmente la possibilité de poursuivre des études, la proportion de la population détenant un diplôme postsecondaire chez les 25-34 ans est plus élevée que dans le reste du Canada. En 2006, la proportion de Québécoises et de Québécois de 25 à 34 ans qui détenaient un diplôme postsecondaire était de **72,3 %**, alors qu'elle était de 63,6 % dans le reste du Canada. En 2023, les proportions étaient respectivement de **80,5 %** et de 74,7 %. Néanmoins, l'écart entre le Québec et le reste du Canada tend à se résorber.

  
Proportion de la population de 25 à 34 ans détenant un diplôme postsecondaire, Québec et reste du Canada, 2006-2023



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active, fichiers maîtres*. Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.

En ce qui concerne les diplômes décernés en 2021, on a pu observer une hausse généralisée dans l'enseignement postsecondaire comparativement à 2020 et à la période prépandémique (2019). Par exemple, 61 626 grades ont été décernés en 2021, soit 11,8 % de plus qu'en 2020.

3. Réfère aux personnes dont le plus haut niveau de scolarité atteint est un certificat ou un diplôme d'un collège ou d'un cégep, un certificat ou un diplôme d'une école de métier, ou un certificat, un diplôme ou un grade universitaire.

# Peu d'évolution du taux d'obtention d'une sanction des études collégiales

Les collèges d'enseignement général et professionnel (CÉGEP) sont une particularité québécoise et ont été créés à partir de 1967 afin de favoriser l'accès aux études supérieures de la population québécoise.

En ce qui concerne l'obtention d'une sanction des études collégiales dans le cadre de la formation technique pour les cohortes de personnes inscrites pour la première fois en 2019, on note que **34 %** des étudiants et étudiantes avaient obtenu une sanction des études collégiales trois ans après leur entrée au collégial, soit la durée prévue pour une formation technique. Ce taux s'inscrit dans une tendance à la baisse depuis 2002. La prise en compte d'années supplémentaires depuis l'inscription fait augmenter le taux d'obtention d'une sanction. Par exemple, pour la cohorte de nouveaux inscrits en 2017, le taux est passé de 34 % après trois ans à 61 % après cinq ans.

Par ailleurs, dans le cadre du cheminement préuniversitaire, on remarque que parmi les étudiantes et les étudiants de l'enseignement ordinaire inscrits pour la première fois à l'automne 2020, **36 %** avaient obtenu une sanction des études collégiales deux ans plus tard, soit la durée prévue pour une formation préuniversitaire. Ce taux était d'environ 41 % pour la cohorte de nouveaux inscrits en 1997. Les taux sont plus élevés lorsqu'ils sont calculés sur une plus longue période. Pour la cohorte de nouveaux inscrits en 2018, le taux passe de 36 % après deux ans à 64 % après trois ans, et à 72 % après quatre ans.


En conséquence, les étudiantes et les étudiants qui obtiennent leur DEC selon la durée prévue demeurent une minorité, et cette réalité n'a que peu évolué durant les 25 dernières années.

## Taux d'obtention d'une sanction des études collégiales

Dans le cadre de la formation technique trois ans après leur entrée au collégial

  
**34 %**  
2019

Dans le cadre du cheminement préuniversitaire deux ans après leur entrée au collégial

  
**36 %**  
2020

# Hausse des titulaires d'un grade universitaire

Grâce aux travaux de l'ISQ à la suite du dernier recensement, on sait notamment qu'au Québec, en 2021 :



**29,5 %** des personnes de 25 à 64 ans détenaient un **grade universitaire**, soit 26,0 % des hommes et 33,0 % des femmes ;



près de **3 titulaires d'un grade universitaire sur 10** détenaient un grade supérieur (une maîtrise ou un doctorat) ;



chez les 25-34 ans, les proportions étaient de **29,3 %** chez les **hommes** et de **42,0 %** chez les **femmes** ;



les **immigrants** et les **immigrantes** représentaient **27,3 %** des titulaires d'un grade universitaire, soit plus que leur part dans la population des 25-64 ans (18,3 %).

En 2006, c'était **20,8 %** des Québécoises et des Québécois de 25 à 64 ans qui détenaient un grade universitaire.

Plus précisément, en ce qui concerne la durée des études universitaires des jeunes de 29 ans ou moins, le taux d'obtention d'un diplôme de baccalauréat 6 ans après l'inscription est resté stable entre la cohorte d'étudiantes et étudiants inscrits en 2005 et la cohorte de celles et ceux inscrits en 2017 (légèrement au-dessus de 80 %). Au cours de cette période, les femmes affichaient un taux de diplomation supérieur d'environ 7 points de pourcentage à celui des hommes.

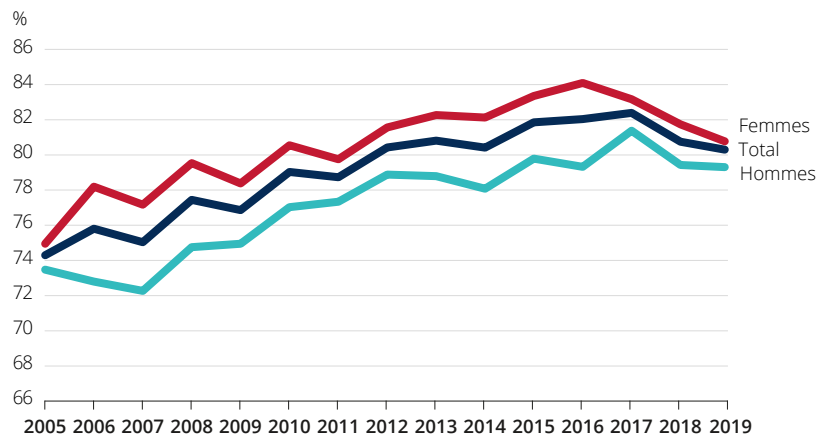
Par ailleurs, le taux d'obtention d'une maîtrise 4 ans après l'inscription a augmenté entre la cohorte de 2005 (74 %) et celle de 2019 (80 %). Les femmes présentaient un taux de diplomation plus élevé que celui des hommes. Cependant, l'écart entre les sexes n'était pas aussi prononcé que celui observé pour le taux d'obtention d'un baccalauréat et il a fluctué dans le temps (entre 1 et 5 points de pourcentage, selon l'année).

### Taux d'obtention d'une maîtrise 4 ans après l'inscription



**74 %** 2005      **80 %** 2019

### Taux d'obtention d'une maîtrise, selon le sexe, cohortes de jeunes de 29 ans et moins, Québec, années d'inscription 2005 à 2019



Source : Ministère de l'Enseignement supérieur (MES), PFIRSG, DGPP, DSIG, portail informationnel GDEU, données en date du 16 avril 2023.

Pour un doctorat, le taux de diplomation 8 ans après l'inscription varie selon l'année d'inscription, mais semble suivre une légère tendance à la hausse. Il était de 69 % pour la cohorte de 2015, comparativement à 66 % pour celle de 2005. Les hommes affichaient un taux de diplomation supérieur à celui des femmes dans toutes les cohortes depuis 2005, sauf dans celle de 2013.

Plus généralement, de 2016 à 2021, au Québec, les populations masculines et féminines de titulaires d'un grade universitaire ont augmenté respectivement de 15,0 % et de 18,8 %, soit davantage que lors de la période quinquennale précédente. Chez les hommes, la hausse dépasse celle observée de 2006 à 2011, ce qui n'est pas le cas chez les femmes. En outre, cette hausse représente près de 80 % de celle constatée chez les femmes pour la même période, alors qu'entre 2011 et 2016, la hausse chez les hommes ne représentait que 40 % de celle chez les femmes (entre 2006 et 2011, elle en représentait 60 %).

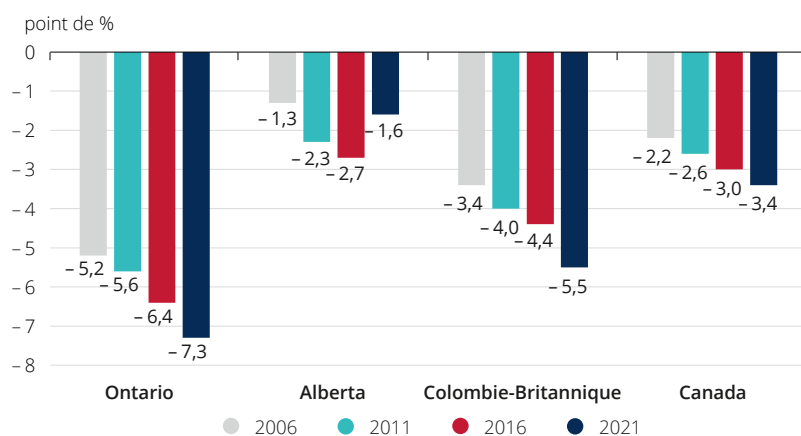
## Des écarts persistent toutefois avec le reste du Canada

Dans le cadre du premier fascicule de l'étude intitulée *Les titulaires d'un grade universitaire au Québec : ce qu'en disent les données du Recensement de 2021* publié par l'ISQ en janvier 2024, on observe une hausse des écarts de scolarisation universitaire entre le Québec et l'Ontario, entre le Québec et la Colombie-Britannique, ainsi qu'entre le Québec et le Canada dans son ensemble chez les 25 à 64 ans entre 2006 et 2021.

En 2016 et en 2021 par exemple, les écarts de scolarisation universitaire entre le Québec et l'Ontario et entre le Québec et la Colombie-Britannique, toujours défavorables au Québec, étaient plus grands chez les 25 à 34 ans que chez tous les autres groupes d'âge. Le phénomène est principalement lié à l'immigration. Dans ce groupe d'âge notamment, l'Ontario et la Colombie-Britannique tirent avantage d'une plus forte présence immigrante et d'une plus forte proportion d'immigrants et immigrantes titulaires d'un grade universitaire.

Même sans tenir compte de la population immigrante, les écarts de scolarisation universitaire entre le Québec et l'Ontario et entre le Québec et la Colombie-Britannique chez les personnes non immigrantes de 25 à 34 ans demeurent défavorables au Québec et se sont légèrement accrus entre 2016 et 2021.

### Écarts de scolarisation universitaire entre le Québec d'une part, et l'Ontario, l'Alberta, la Colombie-Britannique et le Canada dans son ensemble, personnes âgées de 25 à 64 ans, 2006 à 2021



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.





# 06

## La santé

Depuis les 25 dernières années, une part croissante des ressources de l'État sont consacrées à la santé. Elle demeure une des préoccupations principales des gouvernements et les enjeux qui s'y rattachent sont omniprésents dans la société.

Le vieillissement de la population constitue un enjeu pour l'ensemble du système de santé au Québec. À cela s'ajoutent de nouvelles préoccupations, notamment la santé mentale.

En effet, même si la grande majorité des Québécoises et des Québécois s'estiment en bonne santé et satisfaits de leur vie sociale, on observe depuis les 25 dernières années une baisse importante de la proportion de personnes considérant avoir une bonne santé mentale et une hausse de la détresse psychologique.

## « La santé, c'est un esprit sain dans un corps sain. »

Homère

Poète grec de la fin du VIII<sup>e</sup> siècle av. J.-C.

Lors de sa création en 1999, l'Institut de la statistique du Québec a intégré Santé Québec, entre autres, et a par la suite tissé de nombreux partenariats avec des organismes liés à la santé comme le ministère de la Santé et des Services sociaux, l'Institut national de santé publique du Québec et plusieurs établissements de santé. Ces partenariats ont permis d'effectuer des enquêtes d'envergure sur la santé au Québec, telles que l'*Enquête québécoise sur la santé de la population* (EQSP), l'*Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire* (EQSJS), l'*Enquête québécoise sur le cannabis* (EQC), l'*Enquête québécoise sur la qualité des services de lutte contre le cancer*, 2008 et 2013, l'*Enquête québécoise sur le tabac et les produits de vapotage* (EQTPV), l'*Enquête québécoise sur le tabagisme chez les élèves du secondaire* (EQTES), l'*Enquête sur la satisfaction des usagers à l'égard des services de santé et des services sociaux du Québec 2006-2007* et l'*Étude sur l'alimentation des jeunes Québécois*, 2008.

L'ISQ publie néanmoins peu de données sur l'étendue des soins et des maladies, mais il rend certaines données accessibles aux chercheuses et chercheurs. Il faut d'ailleurs souligner l'intérêt grandissant du milieu de la recherche pour l'accès aux données administratives en santé. De nombreuses recherches ont été réalisées à partir de données accessibles par l'entremise des services d'accès aux données de recherche de l'ISQ.

Voici quelques études récentes :

- Université de Sherbrooke (2024). *Étude sur le lien entre le congé de maternité et l'anxiété de séparation de l'enfant* ;
- Centre universitaire de santé McGill (2023). *D'une grossesse à l'autre : attention aux complications qui se répètent* ;
- Cohorte TorSaDE de l'Unité de soutien SSA Québec (2023). *La défavorisation du quartier et l'obésité chez les femmes et les hommes*.

# La grande majorité de la population s'estime en bonne santé



Dans l'ensemble, la perception qu'a la population québécoise de 15 ans et plus de son état de santé est demeurée plutôt stable depuis 2008, année de la première édition de l'*Enquête québécoise sur la santé de la population* (EQSP).

On remarque toutefois que la proportion d'hommes considérant être en excellente santé ou en très bonne santé était plus élevée en 2020-2021 (59 %) qu'en 2014-2015 et qu'en 2008 (57 % dans les deux cas). De plus, en 2020-2021, la proportion de personnes de 15 à 24 ans qui percevaient leur santé comme étant excellente ou très bonne (71 %) était plus élevée qu'en 2014-2015 (66 %) et qu'en 2008 (61 %). Parmi les personnes de 65 ans et plus, la proportion de celles qui jugeaient que leur santé était excellente ou très bonne semble avoir également augmenté depuis 2008 (37 % c. 43 %), mais aucune différence n'est notée par rapport à 2014-2015.

## Perception de son état de santé selon le genre et l'âge, population de 15 ans et plus, Québec, 2008, 2014-2015 et 2020-2021

	Excellent ou très bon			Bon			Passable ou mauvais		
	2008	2014-2015	2020-2021	2008	2014-2015	2020-2021	2008	2014-2015	2020-2021
	%								
<b>Total</b>	56,1	56,6	57,2	33,1	33,1	32,0	10,8	10,3	10,8
<b>Hommes</b>	56,6 <sup>a</sup>	57,4 <sup>b</sup>	<b>59,0<sup>a,b</sup></b>	33,5 <sup>a</sup>	32,7 <sup>b</sup>	30,5 <sup>a,b</sup>	9,9	9,8	10,4
<b>Femmes</b>	55,5	55,9	55,3	32,8	33,5	33,5	11,7	10,7	11,2
<b>15-24 ans</b>	61,0 <sup>a</sup>	66,1 <sup>a</sup>	<b>70,6<sup>a</sup></b>	33,5 <sup>a</sup>	29,2 <sup>a</sup>	24,6 <sup>a</sup>	5,5	4,7	4,8
<b>25-44 ans</b>	64,8	64,6	65,6	29,1	29,5	27,8	6,1	6,0	6,6
<b>45-64 ans</b>	53,7	53,5	54,3	33,3	34,7	34,4	13,0	11,8	11,2
<b>65 ans et plus</b>	<b>36,9<sup>a,b</sup></b>	41,8 <sup>a</sup>	<b>42,8<sup>b</sup></b>	41,3 <sup>a</sup>	39,3	38,2 <sup>a</sup>	21,7 <sup>a,b</sup>	18,9 <sup>a</sup>	19,0 <sup>b</sup>

a,b Pour une perception et une sous-population données, le même exposant exprime une différence significative entre les proportions des différentes éditions de l'enquête au seuil de 0,01.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur la santé de la population*, 2008, 2014-2015 et 2020-2021.

# Des Québécoises et des Québécois satisfaits de leur vie sociale

L'Enquête québécoise sur la santé de la population (EQSP) 2020-2021 menée par l'ISQ a révélé qu'environ **85 %** des personnes de 15 ans et plus se disaient satisfaites de leur vie sociale. Plus précisément, près d'un tiers d'entre elles (34 %) étaient très satisfaites et plus de la moitié (51 %), plutôt satisfaites. Néanmoins, près de **15 %** de la population québécoise estime que sa vie sociale est insatisfaisante.

## 85 %

**Personnes de 15 ans et plus satisfaites de leur vie sociale, 2020-2021**



## 15 %

**Personnes de 15 ans et plus insatisfaites de leur vie sociale, 2020-2021**

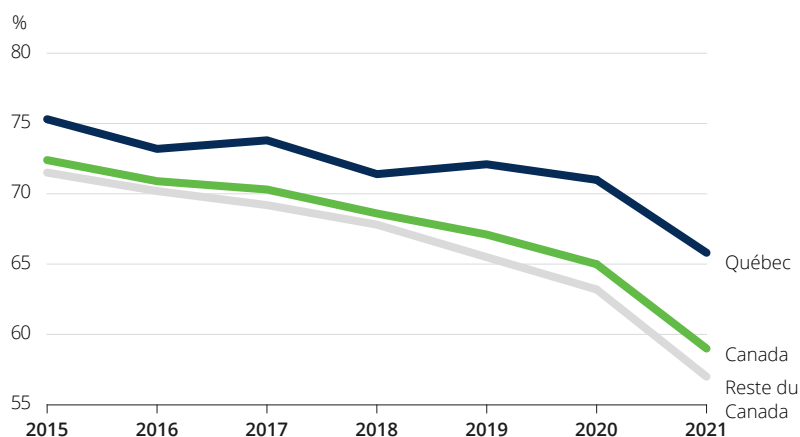


# Baisse importante de la proportion de personnes qui considèrent avoir une bonne santé mentale et hausse de la détresse psychologique

La santé mentale est une composante fondamentale de la santé générale. Elle est liée à de nombreux facteurs courants de la vie quotidienne. Avoir une bonne santé mentale est indissociable du bien-être d'une personne.

Dans le cadre des travaux menés par l'ISQ afin d'identifier les *Indicateurs de progrès du Québec*, la santé mentale a été choisie pour faire partie des 15 indicateurs sélectionnés. Une bonne santé mentale favorise les occasions de s'instruire et de se former, de travailler, d'avoir des relations sociales satisfaisantes et, de façon générale, de réaliser ses aspirations.

## Proportion de la population de 12 ans et plus percevant sa santé mentale comme très bonne ou excellente, Québec, reste du Canada et Canada, 2015-2021



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes*, 2015 à 2021, fichiers maîtres - composante annuelle. Compilé par l'Institut de la statistique du Québec.

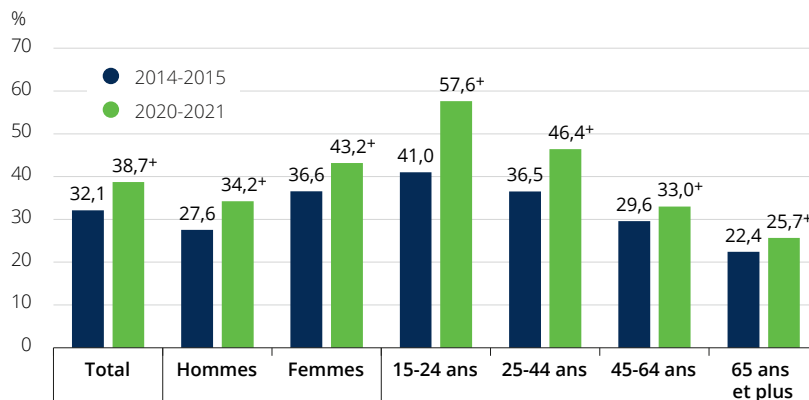
Au Québec, comme dans le reste du Canada, la proportion de la population de 12 ans et plus qui perçoit sa santé mentale comme très bonne ou excellente est **en baisse** depuis 2015 ; les données antérieures disponibles n'étant pas comparables.

En corollaire, on observe une hausse de la détresse psychologique.

Dès 2008, l'EQSP a montré que la proportion de personnes se situant au niveau élevé de l'indice de détresse psychologique était relativement importante au Québec. De plus, l'insatisfaction à l'égard de sa propre vie sociale était associée à la perception négative de sa santé générale, y compris la santé mentale.

Par ailleurs, la proportion de Québécoises et de Québécois se situant au niveau élevé de l'échelle de détresse psychologique a augmenté entre 2014-2015 et 2020-2021, passant de 32 % à 39 %. On constate cette augmentation tant chez les hommes que chez les femmes, ainsi que dans tous les groupes d'âge.

### Niveau élevé sur l'échelle de détresse psychologique selon le genre et l'âge, population de 15 ans et plus, Québec, 2014-2015<sup>1</sup> et 2020-2021



+ Proportion significativement supérieure à celle de 2014-2015, au seuil de 0,01.

1. Comme cet indicateur est affecté par le mode de collecte des données, les valeurs de 2014-2015 présentées dans ce graphique ne sont pas des estimations officielles, mais bien des estimations comparables à celles de l'EQSP 2020-2021.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur la santé de la population*, 2014-2015 et 2020-2021.



Niveau élevé de détresse psychologique



# Des Québécoises et des Québécois de moins en moins actifs

Enfin, la proportion de personnes actives au Québec **diminue**. Selon l'*Enquête québécoise sur la santé de la population 2020-2021*, environ 27 % des Québécoises et des Québécois sont considérés comme actifs dans leurs loisirs alors que 10 % sont considérés comme tels dans leurs déplacements.

La proportion de personnes actives dans leurs loisirs et leurs déplacements a ainsi diminué entre 2014-2015 et 2020-2021, plus particulièrement chez les 15-24 ans et les 25-44 ans.

En 2020-2021

**27 %**

des Québécoises et des Québécois sont considérés comme actifs dans leurs loisirs

En 2020-2021

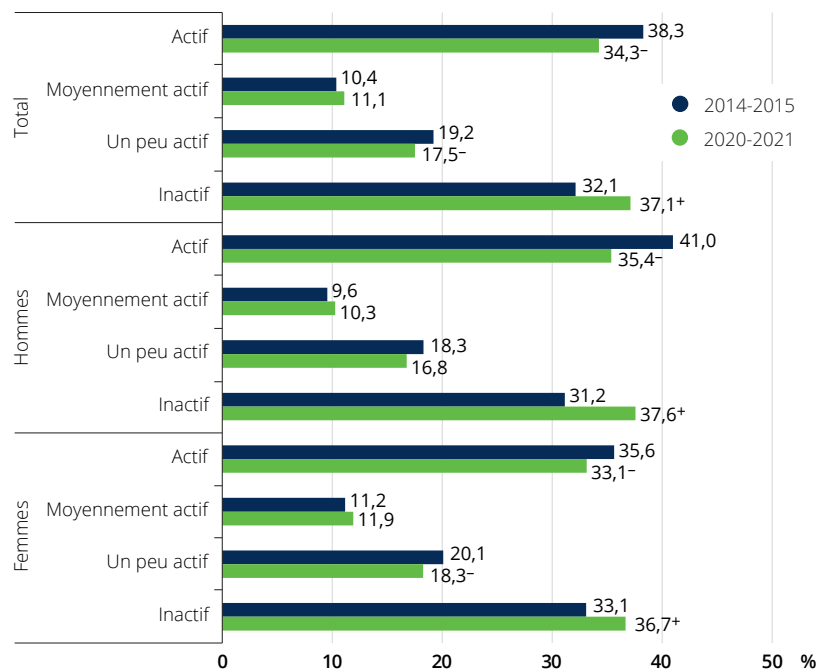
**10 %**

des Québécoises et des Québécois sont considérés comme actifs dans leurs déplacements





## Niveau d'activité physique de loisir et de transport au cours des quatre dernières semaines selon le genre, population de 15 ans et plus, Québec, 2014-2015<sup>1</sup> et 2020-2021



+/- Proportion significativement supérieure ou inférieure à celle de 2014-2015, au seuil de 0,01.

1. Comme cet indicateur est affecté par le mode de collecte des données, les valeurs de 2014-2015 présentées dans ce graphique ne sont pas des estimations officielles, mais bien des estimations comparables à celles de l'EQSP 2020-2021.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur la santé de la population*, 2014-2015 et 2020-2021.

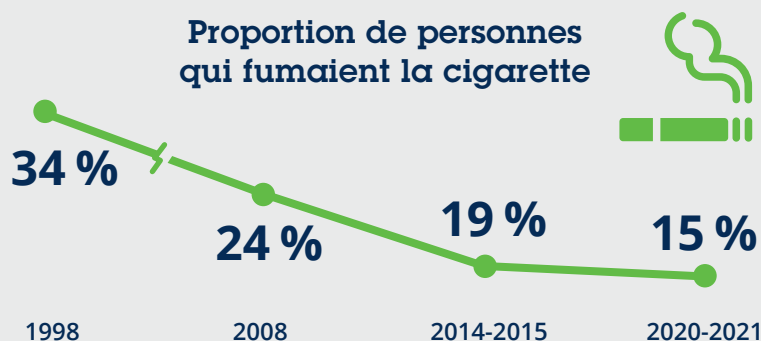
### L'Enquête québécoise sur la santé de la population

Tous les six ans depuis 2008, l'Institut de la statistique du Québec réalise l'*Enquête québécoise sur la santé de la population* (EQSP) pour le compte du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec. Autour de 40 000 personnes de 15 ans et plus de partout au Québec participent à cette enquête d'envergure dont les résultats portent sur une multitude de sujets : santé physique, santé mentale, habitudes de vie, santé environnementale et santé au travail.

# Une diminution de la proportion de personnes qui fument, mais une augmentation de celle des personnes qui vapotent

Selon les dernières estimations du rapport de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) sur les tendances du tabagisme publié le 16 janvier 2024, il y a 1,25 milliard d'adultes qui consomment du tabac dans le monde et une baisse continue des taux de tabagisme. Environ 1 adulte sur 5 dans le monde consomme aujourd'hui du tabac, contre 1 sur 3 en 2000.

Le Québec ne fait pas exception. Tout juste après la création de l'ISQ, les résultats de l'*Enquête sociale et de santé 1998* montraient qu'environ 34 % des personnes de 15 ans et plus au Québec fumaient la cigarette. Depuis, une forte tendance à la baisse a été confirmée par l'EQSP, puisque la proportion de personnes fumant actuellement la cigarette est en constante diminution (24 % en 2008 c. 19 % en 2014-2015 et 15 % en 2020-2021). Cette diminution est statistiquement significative tant chez les hommes que chez les femmes.



Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sociale et de santé 1998* et *Enquête québécoise sur la santé de la population*, 2008, 2014-2015, 2020-2021.

La dernière fois que la consommation de cigarettes a été mesurée, en 2023 dans le cadre de l'*Enquête québécoise sur les produits du tabac et le vapotage* (EQPTV), la proportion de personnes fumeuses s'établissait à 11 %, et toutes proportions gardées, les hommes étaient toujours plus nombreux que les femmes à fumer la cigarette (12 % c. 10 %).

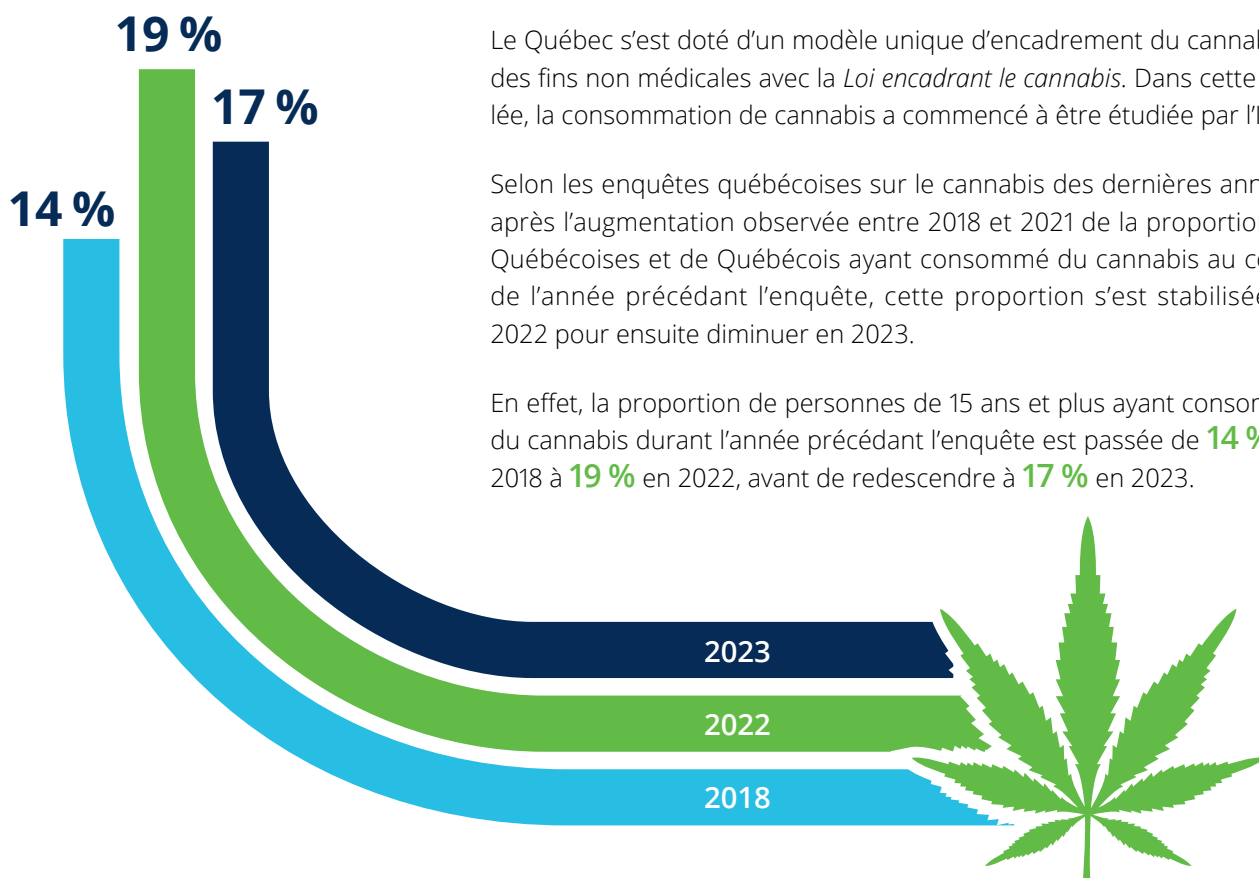
Pour compléter ce portrait, il faut noter que les dépenses réelles en tabac des ménages québécois ont chuté de plus de 58 % depuis 1999.



En revanche, l'EQPTV a révélé que l'utilisation de la cigarette électronique était en **hausse**. La proportion de Québécoises et de Québécois de 15 ans et plus ayant vapoté au cours des 30 jours précédant l'enquête est passée de **4,1 %** en 2020 à **7 %** en 2023.

# Une baisse de la consommation de cannabis

## Proportion de personnes de 15 ans et plus ayant consommé du cannabis



L'entrée en vigueur au Canada de la *Loi sur le cannabis* en octobre 2018 a permis de décriminaliser certaines activités liées au cannabis et d'encadrer la production, le commerce, l'importation, l'exportation et la possession du cannabis non médical au Canada.

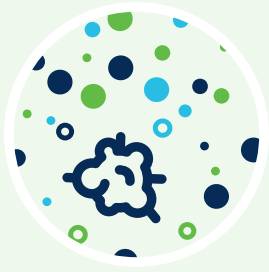
Le Québec s'est doté d'un modèle unique d'encadrement du cannabis à des fins non médicales avec la *Loi encadrant le cannabis*. Dans cette foulée, la consommation de cannabis a commencé à être étudiée par l'ISQ.

Selon les enquêtes québécoises sur le cannabis des dernières années, après l'augmentation observée entre 2018 et 2021 de la proportion de Québécoises et de Québécois ayant consommé du cannabis au cours de l'année précédant l'enquête, cette proportion s'est stabilisée en 2022 pour ensuite diminuer en 2023.

En effet, la proportion de personnes de 15 ans et plus ayant consommé du cannabis durant l'année précédant l'enquête est passée de **14 %** en 2018 à **19 %** en 2022, avant de redescendre à **17 %** en 2023.

### Enquête québécoise sur le cannabis

L'Institut de la statistique du Québec réalise l'*Enquête québécoise sur le cannabis* pour le compte du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec. Entre 10 000 et 14 000 personnes de 15 ans et plus de partout au Québec participent à cette enquête annuellement depuis 2018 (sauf pour l'année 2020).



## Les enquêtes menées auprès de personnes atteintes de cancer comme outil d'amélioration des services

Au tournant des années 2000, alors que le cancer devenait la principale cause de mortalité, mais aussi la principale cause d'années potentielles de vie perdue, l'approche prescrite en matière de lutte contre le cancer a connu une évolution importante au Québec. Initialement centrée sur le traitement, cette approche intègre aujourd'hui la fonction de prévention et de promotion de la santé ainsi qu'une gamme variée de soins et de services pour mieux répondre aux besoins exprimés par les personnes atteintes de cancer et leurs proches. Le Programme québécois de lutte contre le cancer (PQLC), rendu public en 1998, constitue l'assise de cette approche qui a évolué au cours des années. Afin d'appuyer l'évolution de ses orientations, le ministère de la Santé et des Services sociaux a mandaté l'ISSQ pour mener plusieurs enquêtes sur la qualité des services de lutte contre le cancer.

Ces enquêtes, dont la première a été réalisée en 2008 et la seconde en 2013, s'adressaient directement à des personnes ayant reçu des traitements. Elles ont permis de dresser un portrait statistique de la qualité des services en s'appuyant sur l'expérience concrète des personnes atteintes de cancer. Les données recueillies auprès de celles-ci permettent de mesurer et de traduire en chiffres les efforts du système de soins pour améliorer la santé et humaniser les services offerts. Selon les résultats obtenus, il y a eu plusieurs changements positifs entre les deux éditions de l'enquête, notamment en ce qui concerne l'information reçue de la part de l'équipe soignante.

Une autre enquête visant à saisir l'expérience des personnes atteintes de cancer une fois les traitements terminés a été réalisée à la demande du ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre de l'initiative pancanadienne du Partenariat canadien contre le cancer en 2016. La réalisation du volet québécois de cette enquête a été assurée par l'ISSQ.

Enfin, l'*Enquête québécoise sur la vie 10 ans après un diagnostic de cancer 2024* est en cours. Cette enquête vise à fournir des données pour mieux connaître l'état de santé physique et émotionnel, la qualité de vie et l'utilisation de soins et de services de santé des personnes de 18 ans et plus ayant reçu un diagnostic de cancer au cours des 10 années précédant l'enquête.

### **L'accès aux données aux fins de recherche**

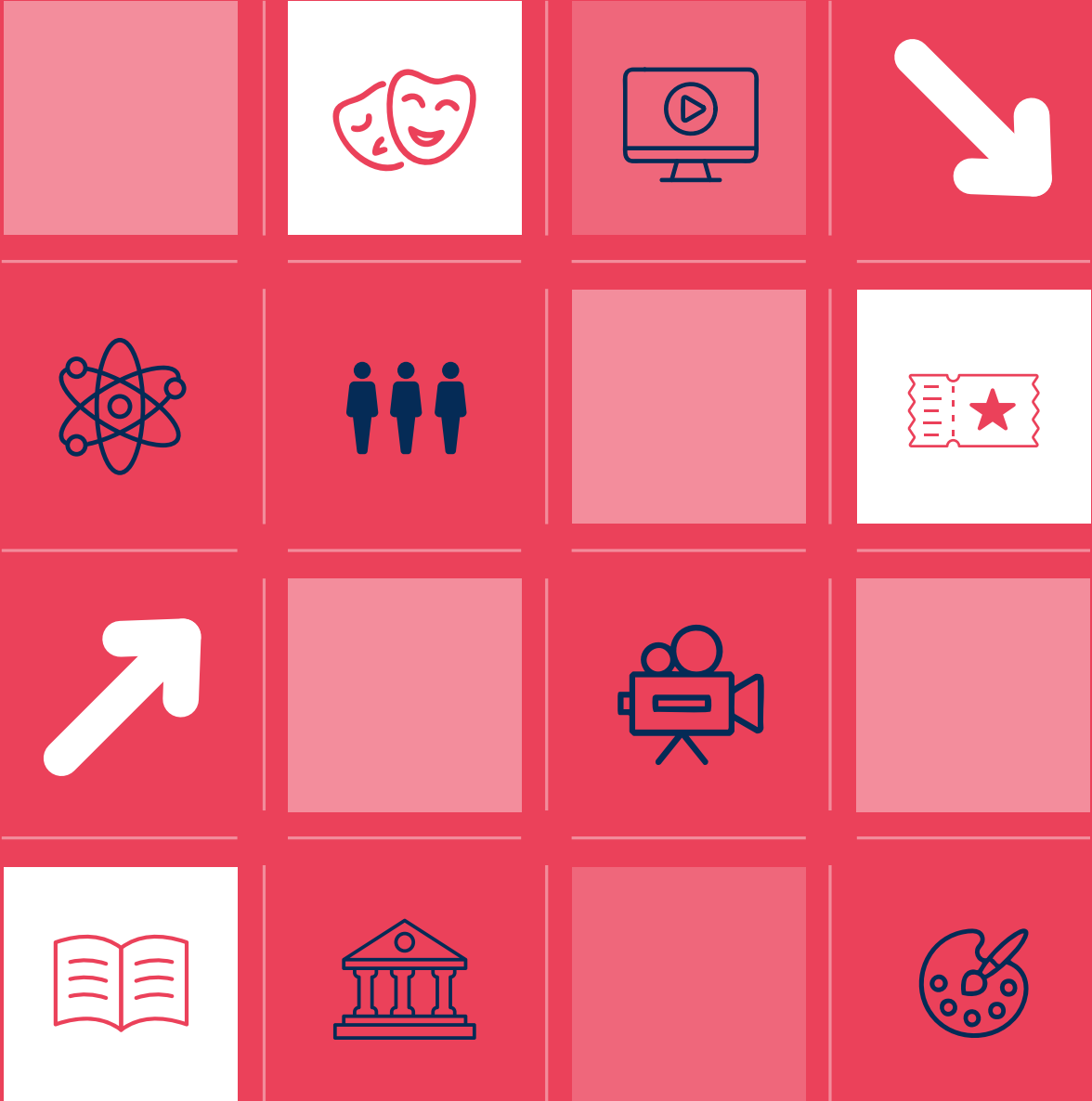
En 2018, le gouvernement a annoncé que l'ISQ allait mettre en place un guichet de services à l'intention des chercheurs et des chercheuses souhaitant accéder aux données administratives des ministères. Cette mesure visait à favoriser l'accessibilité à certaines banques de données aux fins de recherche, et s'inscrivait dans le cadre des services d'accès aux données déjà en place à l'ISQ depuis une vingtaine d'années. La loi de l'ISQ a été modifiée en ce sens en 2021.

Aux données sur la santé et les services sociaux et à celles de la RAMQ, qui étaient déjà disponibles, se sont ajoutées les données provenant du ministère de l'Éducation, celles provenant du ministère de l'Enseignement supérieur ainsi que celles de Revenu Québec. Depuis, le bassin de données s'étend graduellement.

À titre d'agence statistique du gouvernement du Québec, l'Institut dispose de compétences méthodologiques et opérationnelles lui permettant d'offrir un accès aux données administratives à des fins de recherche. Son personnel peut notamment :

- repérer des contenus permettant de répondre aux objectifs de recherche ;
- établir qu'elles sont les métadonnées et les analyses nécessaires pour apprécier la portée et les limites de l'utilisation de bases de données administratives à des fins statistiques ;
- réaliser des appariements entre les différentes sources de données ;
- recenser des fichiers et les rendre disponibles et utilisables pour les chercheurs et chercheuses ;
- fournir un environnement de travail sécurisé dans les centres d'accès aux données localisés en milieu universitaire ou clinique (CADRISQ) ;
- garantir, conformément à sa loi constitutive, le respect des mesures de protection des renseignements personnels (PRP) selon des standards reconnus par des organismes statistiques de partout dans le monde.

Ainsi, depuis le 17 juin 2019, les services d'accès aux données de recherche permettent aux chercheurs et aux chercheuses de faire une demande d'accès à des microdonnées individuelles sur un seul et même portail Internet. Jusqu'à présent, plus de 400 projets ont été présentés.



# 07

## La culture

On ne peut passer en revue l'évolution du Québec au cours des 25 dernières années sans aborder la culture, tant celle-ci fait partie intégrante du quotidien des Québécoises et des Québécois. Cette évolution reflète cependant des réalités témoignant d'un grand bouleversement.

Le secteur culturel occupe une place importante dans l'économie du Québec, en raison entre autres du nombre d'emplois salariés en culture et communications, de la fréquentation des institutions muséales et des ventes de livres. Il n'en demeure pas moins que la pandémie l'a touché de plein fouet, notamment pour ce qui est de la fréquentation des arts de la scène et des cinémas.

Comme dans le reste du monde, le secteur culturel au Québec a connu une transition numérique qui a changé les façons de promouvoir, de découvrir et de consommer ses différents produits et ses œuvres artistiques distinctives. L'émergence des services de diffusion numériques dans plusieurs domaines (musique, audiovisuel, livre numérique, balado, etc.) transforme les pratiques de consommation et a une incidence sur l'accès à des contenus culturels originaux, diversifiés et francophones.

La richesse de la culture québécoise s'appuie sur une signature artistique unique qui est reconnue et appréciée à l'échelle internationale. Le positionnement des œuvres québécoises dans ce nouvel écosystème économique et numérique s'avère donc crucial pour l'avenir de la culture québécoise, de son industrie, de son rayonnement et de ses travailleurs et travailleuses. L'information statistique offerte par l'Observatoire de la culture et des communications de l'Institut de la statistique du Québec permet de suivre l'évolution de plusieurs indicateurs et de cerner les changements qui caractérisent ce secteur.

« Les frontières de nos rêves ne sont plus les mêmes. »

*Paul-Émile Borduas*  
*Peintre, sculpteur et professeur québécois*  
 1905-1960

En 2000, l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ) a été créé dans le cadre d'un partenariat entre l'Institut de la statistique du Québec, le Conseil des arts et des lettres du Québec et la Société de développement des entreprises culturelles. La culture s'est ainsi ajoutée à ses créneaux d'expertise et l'OCCQ est vite devenu essentiel pour toute personne à la recherche de statistiques sur les arts et la culture au Québec.

L'Observatoire produit entre autres des statistiques sur :

- les pratiques culturelles des personnes ;
- les ventes de livres et d'enregistrements musicaux ;
- la fréquentation des spectacles, des musées et des cinémas ;
- les dépenses en culture du gouvernement et des municipalités ;
- les bibliothèques publiques.

Il réalise aussi des travaux statistiques sur différents sujets tels que l'économie de la culture, les professions culturelles et l'emploi en culture, ou encore la situation des entreprises et organismes culturels.



# La stabilité de la culture dans le PIB du Québec

Ces dernières années, la part de la culture dans le PIB est restée relativement stable, à près de 3,5 % en moyenne. Par rapport à l'ensemble de l'économie du Québec, cette part s'élevait à 3,4 % en 2022, soit près de 17,4 milliards de dollars.

Ce sont les domaines de l'audiovisuel et des médias interactifs (3,3 milliards de dollars), des arts visuels et appliqués (2,2 milliards de dollars) et des écrits et ouvrages publiés (1,9 milliard de dollars) qui dominent l'économie de la culture.



Audiovisuel et médias interactifs

**3,3 G\$**



Arts visuels et appliqués

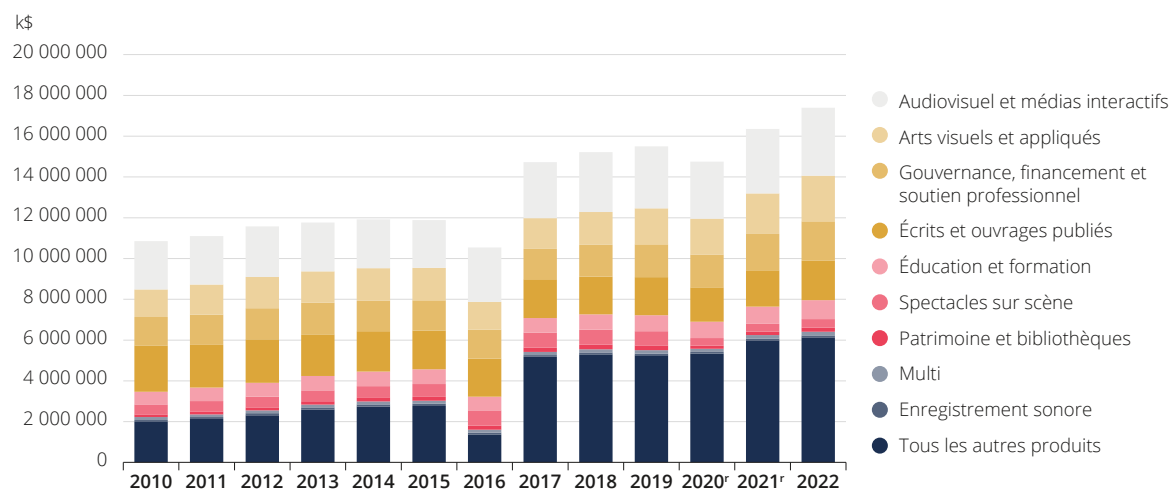
**2,2 G\$**



Écrits et ouvrages publiés

**1,9 G\$**

## Évolution du PIB par domaine, Québec, 2010 à 2022



r : Données révisées.

Notes : L'indicateur correspond au PIB des industries de la culture divisé par le PIB de l'ensemble de l'économie du Québec au prix de base. Une industrie de la culture est une industrie dont la majorité de la production est constituée de produits de la culture (biens ou services).

Valeurs en dollars courants au prix de base. Bris de série entre 2015 et 2016 en raison d'ajustements apportés pour les jeux vidéo et la conception de sites Web. Bris de série entre 2016 et 2017 en raison d'ajustements liés aux changements entre les versions 2012 et 2017 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Source : Statistique Canada, Les indicateurs de la culture et du sport par domaine et sous-domaine, par province et territoire, perspective de l'industrie.

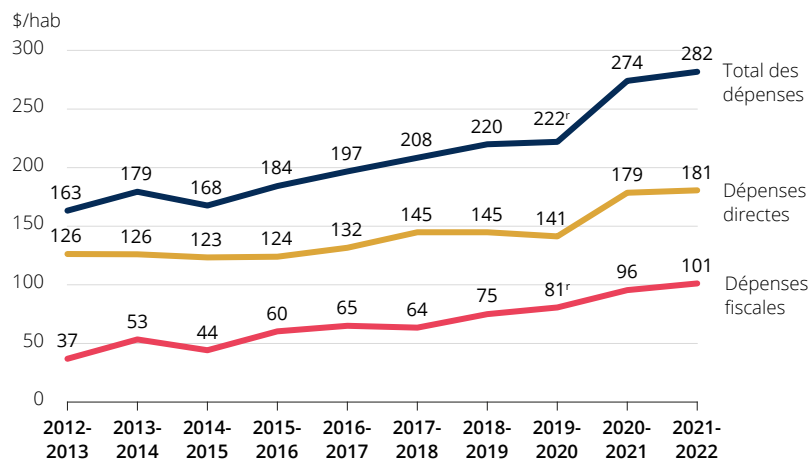
# La hausse des dépenses publiques en culture

Les dépenses en culture des ministères et organismes de l'administration publique québécoise s'élevaient à 2,4 milliards de dollars courants en 2021-2022, une augmentation de 2,5 % par rapport à l'année précédente.

**Ces dépenses représentaient 1,77 % des dépenses consolidées du gouvernement du Québec et 282 dollars par habitant.**

Entre 2012-2013 et 2021-2022, les dépenses en culture par habitant sont passées de 163 à 282 \$, une hausse de 73 % alors que l'inflation progressait de 21,7 % entre 2012 et 2022.

## Dépenses directes et fiscales en culture de l'administration publique québécoise, en dollars par habitant<sup>1</sup>, Québec, 2012-2013 à 2021-2022



1. Les données sur la population du Québec pour le calcul des données de 2021-2022 proviennent du tableau *Population et composantes de l'accroissement démographique, Québec, 1972-2023* de l'Institut de la statistique du Québec. [[statistique.quebec.ca/fr/document/population-et-structure-par-age-et-sexe-le-quebec/tableau/population-composantes-accroissement-demographique-quebec](https://statistique.quebec.ca/fr/document/population-et-structure-par-age-et-sexe-le-quebec/tableau/population-composantes-accroissement-demographique-quebec)]. Les dépenses par habitant pour les périodes de référence antérieures sont basées sur les estimations de la population disponibles au moment de la diffusion des données pour chaque période de référence.

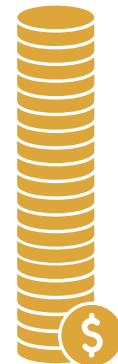
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur les dépenses de l'administration publique québécoise au titre de la culture*.

## Dépenses en culture par habitant

dollars courants



**282 \$**



**163 \$**



**2012-2013      2021-2022**

En tenant compte des dépenses directes et fiscales, on constate qu'en 2021-2022, un peu moins de la moitié des dépenses (48 %) ont été faites dans les domaines du cinéma et de l'audiovisuel (26 %) et des bibliothèques, des livres et des périodiques (15 %). Entre 2012-2013 et 2021-2022, par exemple, la part des dépenses du domaine du cinéma et de l'audiovisuel est passée de 15 % à 26 %.

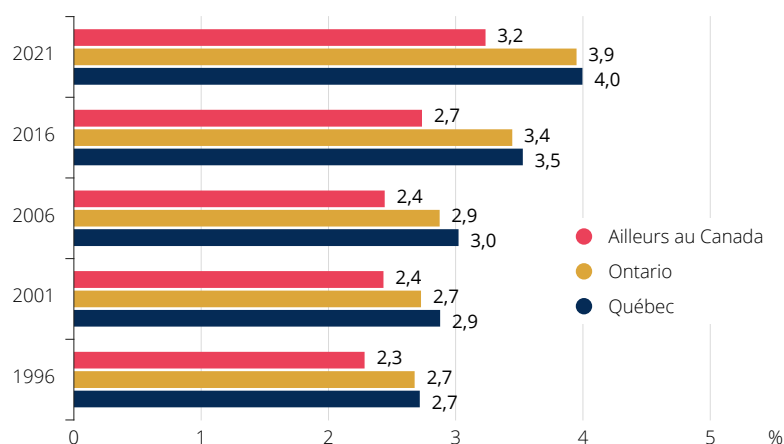
# Un nombre plus élevé de professions liées au domaine de la culture et des communications au Québec qu'ailleurs au Canada

L'emploi dans le secteur culturel est en transformation au Québec et suit les grandes tendances mondiales.

Au cours des 25 dernières années, la part de l'effectif des professions culturelles est passée de 2,7 % à 4,0 % de la population active, ce qui témoigne de la vitalité de nos industries culturelles et de leur développement.

La part de l'effectif des professions liées au domaine de la culture et des communications demeure en effet plus élevée au Québec qu'en Ontario ou ailleurs au Canada.

## Part de l'effectif des professions de la culture et des communications dans la population active expérimentée, Québec, Ontario et ailleurs au Canada, 1996 à 2021



Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2021, 98100449.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

En outre, la proportion de femmes dans les professions culturelles était de 54 % en 2021, soit 5 points de pourcentage de plus qu'il y a 25 ans.



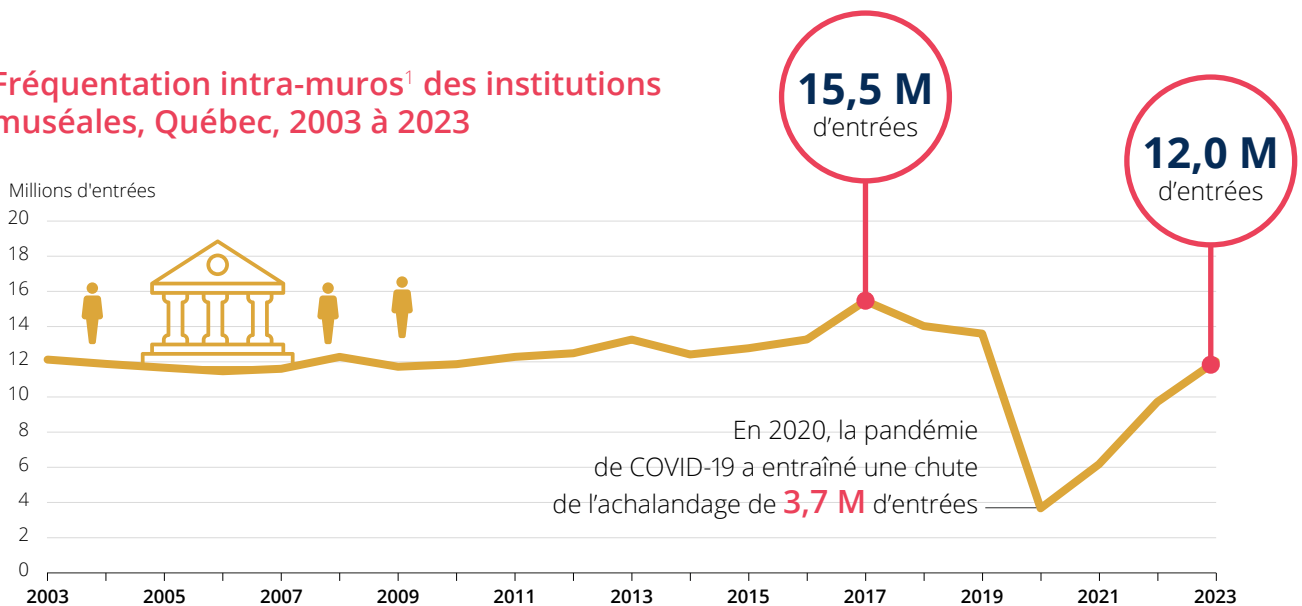
**54 %**

**+ 5 points de pourcentage**

# Un certain retour à la normale dans la fréquentation des musées après le choc de la pandémie

Entre 2003 et 2016, la fréquentation des institutions muséales est demeurée relativement stable alors que la population du Québec augmentait. Au cours de cette période, en moyenne, 12,2 millions d'entrées étaient enregistrées annuellement sur le site même des musées, des lieux d'interprétation et des centres d'exposition du Québec. La fréquentation muséale a atteint un sommet de 15,5 M d'entrées en 2017, à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire du Canada. En 2020, la pandémie de COVID-19 a entraîné une chute historique de l'achalandage, qui s'est effondré pour atteindre 3,7 millions d'entrées. Une reprise progressive de la fréquentation muséale a été observée à partir de 2021 et il y a eu 12,0 millions d'entrées en 2023.

## Fréquentation intra-muros<sup>1</sup> des institutions muséales, Québec, 2003 à 2023



1. Fréquentation sur le site même des institutions muséales. Est exclue la fréquentation extra-muros (exposition ou activité présentée dans un parc municipal, une école, un centre commercial, les rues d'un quartier, etc.).

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La majorité de la fréquentation se fait dans des musées ou des lieux d'interprétation d'histoire, d'ethnologie et d'archéologie (44 % en moyenne depuis 20 ans). Toutefois, la part de la fréquentation des musées de sciences a atteint 34 % en 2023, alors qu'elle représentait 27 % du total vingt ans auparavant. De fait, le nombre d'entrées dans les musées de sciences a augmenté de 25 % entre 2003 et 2023, ce qui semble indiquer une hausse de la popularité de cette catégorie d'institution.



Depuis 20 ans,  
en moyenne

**44 %**

de la fréquentation se fait dans  
des institutions muséales touchant

**à l'histoire, à l'ethnologie  
et à l'archéologie**

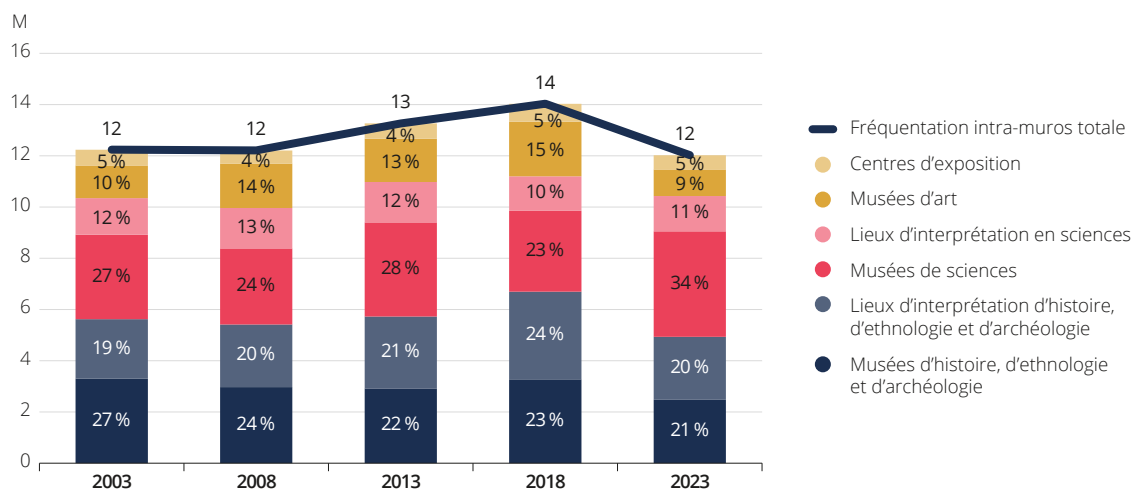
### Part de la fréquentation des musées de sciences



2003 **27 %**

2023 **34 %**

### Répartition des entrées intra-muros<sup>1</sup> selon la catégorie d'institution dans l'ensemble de la fréquentation intra-muros, Québec, 2003 à 2023



1. Fréquentation sur le site même des institutions muséales. Est exclue la fréquentation extra-muros (exposition ou activité présentée dans un parc municipal, une école, un centre commercial, les rues d'un quartier, etc.).

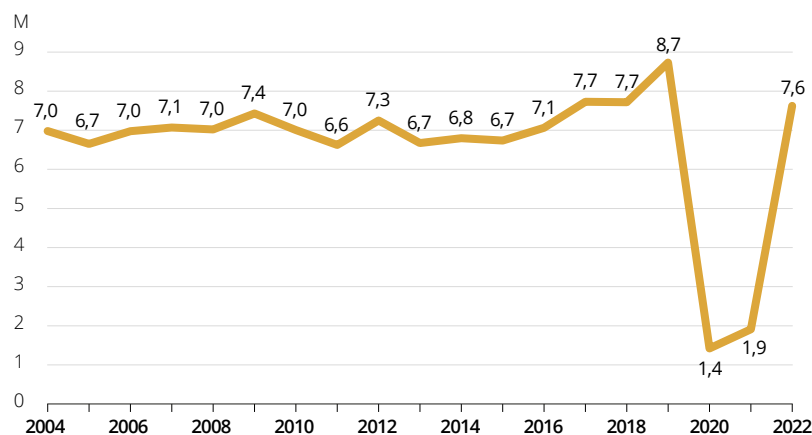
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

# Changement dans les habitudes de fréquentation des spectacles

La fréquentation des spectacles en arts de la scène au Québec est demeurée relativement stable entre 2004 et 2016, avant de connaître une croissance notable entre 2017 et 2019. Il y a eu un sommet de 8,7 millions d'entrées en 2019, suivi d'une dégringolade à 1,4 million d'entrées en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19. En 2022, les lieux de diffusion de spectacles ont enregistré 7,6 millions d'entrées, un résultat comparable à la moyenne pré-pandémique de 2015 à 2019, ce qui indique une reprise encourageante de la fréquentation des spectacles.

On observe toutefois un changement dans les habitudes de fréquentation des spectacles. En 2004, les spectacles pour lesquels il y a eu la plus forte part d'entrées sont les spectacles de théâtre (24 %) ; en 2022, les spectacles d'humour étaient en tête (21 %). Entre 2004 et 2022, l'assistance des représentations théâtrales a diminué de 35 % alors que celle des spectacles d'humour a augmenté de 63 %.

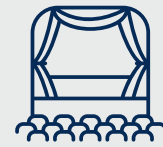
## Assistance aux représentations payantes<sup>1</sup> en arts de la scène<sup>2</sup> Québec, 2004 à 2022



1. Sont exclus certains types de représentations payantes : les représentations privées, les représentations de spectacles amateurs et les représentations offertes dans les locaux d'écoles primaires ou secondaires pour les élèves de ces écoles. Par ailleurs, ne sont pas considérées dans cette enquête les représentations pour lesquelles le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival ou d'un événement, ni les représentations pour lesquelles il n'y a pas de billet à acheter, mais plutôt un montant à déboursier à la porte (*cover charge*).

2. Les arts de la scène incluent les spectacles de théâtre, de danse, de musique, de chanson et de variétés.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



Entre 2004 et 2022, l'assistance des représentations théâtrales a diminué de **35 %**

Entre 2004 et 2022, l'assistance des spectacles d'humour a augmenté de **63 %**



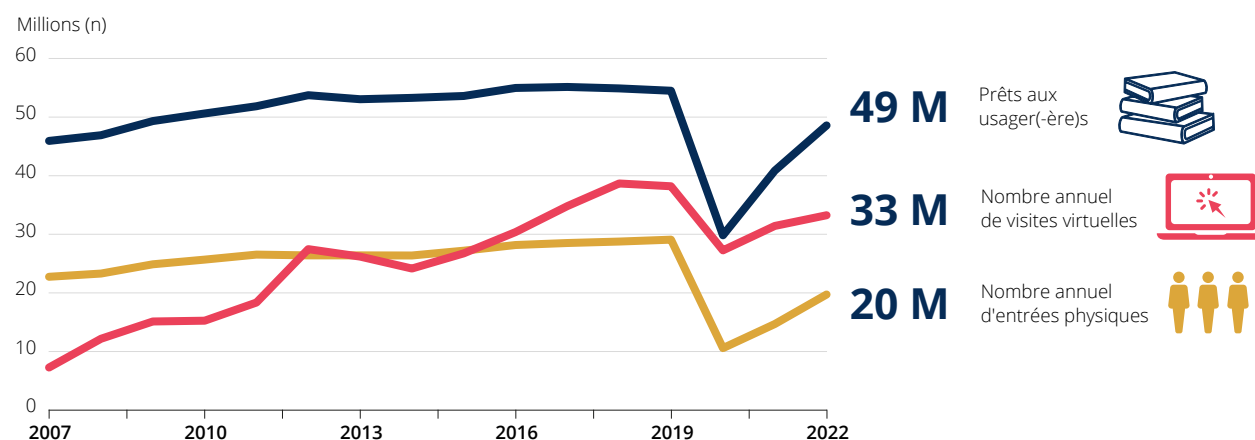
# Les bibliothèques publiques comme lieux de médiation culturelle

En 2022, la population desservie par une bibliothèque publique au Québec a atteint près de 8,3 millions de personnes, soit presque 97 % de la population. Plus de 1 000 points de services dans quelque 930 municipalités offrent un accès privilégié à la lecture et à la culture. Outre les livres imprimés, les bibliothèques disposent de collections numériques ainsi que de documents audiovisuels et sonores destinés aux prêts.

Les données d'usage révèlent une hausse des prêts aux usagers et usagères ainsi que du nombre d'entrées physiques et de visites virtuelles entre 2017 et 2019. Les fermetures en lien avec la pandémie de 2020 ont conduit à une chute importante de ces indicateurs. Il y a eu des reprises en 2021 et 2022, mais comme les effets des mesures sanitaires se faisaient encore sentir, ces indicateurs demeurent sous leurs niveaux pré-pandémiques.

De plus, après une hausse entre 2007 et 2012, le nombre de prêts et d'entrées physiques par habitant ou habitante dans les bibliothèques est demeuré relativement stable, avant de connaître aussi une forte chute en 2020. On constate depuis une hausse des indicateurs, mais pas une reprise complète. Il faudra attendre les résultats de 2023 pour voir si ces indicateurs auront retrouvé leur niveau de 2019.

## Évolution du nombre de prêts, d'entrées physiques et de visites virtuelles dans les bibliothèques publiques, Québec, 2007 à 2022



Sources : Ministère de la Culture et des Communications et Bibliothèque et Archives nationales du Québec, *Enquête annuelle sur les bibliothèques publiques*.

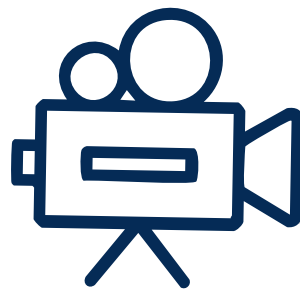
# Moins de cinémas et plus de films québécois

En ce qui concerne la fréquentation des cinémas, il convient de souligner que le nombre de cinémas actifs a diminué de 22 % en 25 ans au Québec, passant de **119** à **93** entre **1998** et **2023**.

Rappelons qu'en 1998, c'est le film *Titanic* qui était classé numéro un au classement général au Québec, alors que *Les Boys*, meilleur film québécois, était classé 3<sup>e</sup>. En 2023, c'est *Super Mario Bros. Le film* qui a remporté les honneurs du film le plus regardé au Québec, tandis que *Le temps d'un été*, film québécois le plus regardé, a pris la 16<sup>e</sup> position.

L'offre cinématographique a néanmoins augmenté de 46 % en nombre de films projetés entre 1998 et 2023 (619 à 905). Le nombre de films québécois a quant à lui augmenté de 316 %, passant de 31 à 129.

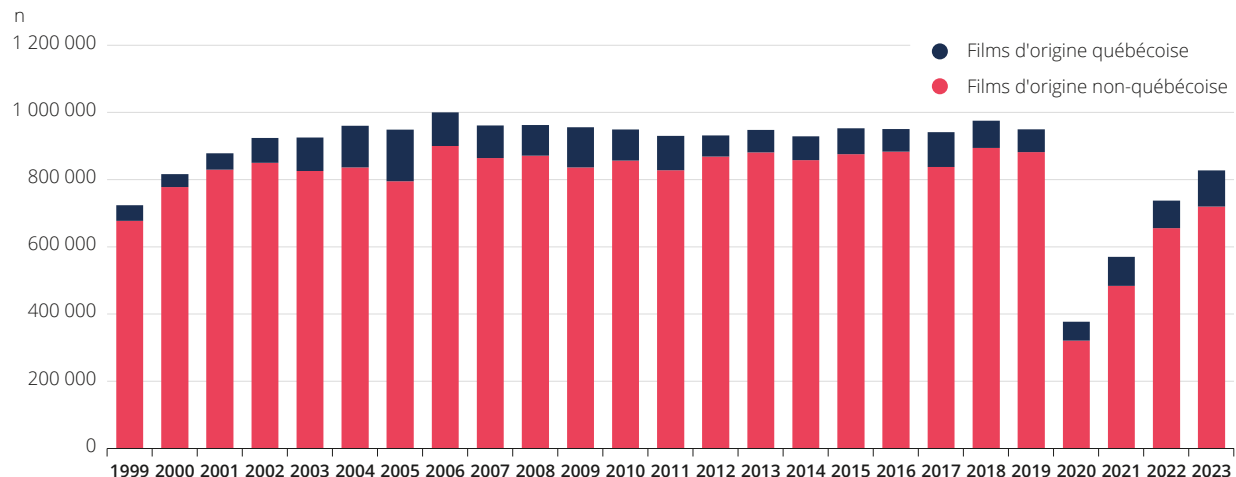
## Nombre de films projetés



619  
1998

905  
2023

## Nombre de projections dans les cinémas selon l'origine des films, Québec, 1999 à 2023



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.





### Nombre de nouveautés dans les cinémas au Québec



### Nombre de nouveautés québécoises dans les cinémas



Le nombre de nouveautés dans les cinémas au Québec s'est accru de 39 % entre 1998 et 2023 (380 à 527). Pour ce qui est du nombre de nouveautés québécoises dans les cinémas, une croissance de 289 % est répertoriée (19 à 74) durant la même période.

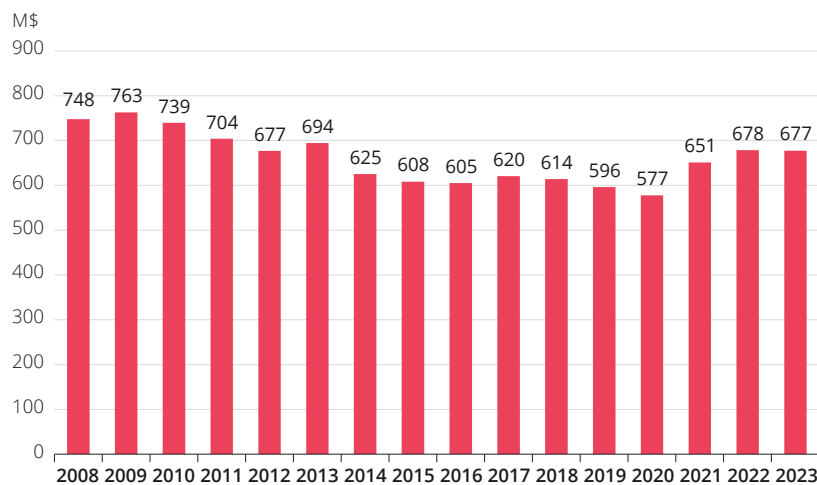
La fréquentation des salles de cinéma, après avoir atteint 30 millions d'entrées en 2002, a suivi une tendance à la baisse qui s'est accentuée avec la pandémie et la transition numérique dans les pratiques de consommation des contenus audiovisuels (films et séries) sur les plateformes de diffusion. Les années 2021 à 2023 ont été marquées par une reprise de la fréquentation en salle, mais il faudra attendre les résultats de 2024 pour savoir si celle-ci est revenue à ce qu'elle était avant la pandémie.

Si la part des films québécois dans l'assistance des salles de cinéma a atteint un creux de 4,2 % en 2000 et un sommet de 19,1 % en 2005, elle enregistre depuis 1999 une tendance générale à la baisse et oscille entre 8 et 13 % ces dernières années. Toutes proportions gardées, les films québécois ont conservé une part appréciable des projections, de l'assistance et des recettes pendant la période pandémique et ont tiré parti de la baisse des projections de films étrangers.

# Valeur des ventes de livres

L'industrie du livre a su résister aux aléas de la pandémie. Si les revenus tirés des ventes de livres ont connu une tendance à la baisse de 2010 à 2020, ils ont remonté légèrement depuis trois ans. La pandémie de COVID-19 a entraîné des répercussions sur le marché du livre en 2020, mais il est difficile de distinguer celles-ci de la tendance à la baisse observée depuis plusieurs années. La croissance en 2021 et en 2022 indiquait une reprise de ce marché et, malgré un léger recul de 0,2 %, les ventes en 2023 ont été plus élevées que celles enregistrées entre 2014 et 2020.

## Ventes<sup>1,2</sup> de livres neufs, Québec, 2008 à 2023



1. Il s'agit des ventes finales, c'est-à-dire les ventes de livres qui ne sont pas destinés à la revente au Québec.
2. À noter que comme ces données sont en dollars courants de l'année et n'ont pas été ajustées pour tenir compte de l'inflation, il est difficile de déterminer quelle part de la hausse de 2021 est attribuable à l'inflation plutôt qu'à un plus grand volume de livres vendus.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête mensuelle sur la vente de livres neufs au Québec*.

## Ventes de livres neufs

748 M\$



677 M\$



2023

2008

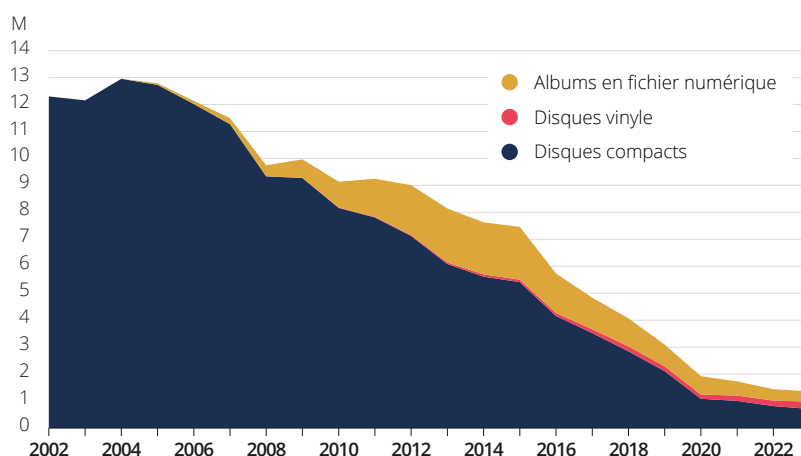
# L'émergence des services de diffusion de musique en continu

Selon l'*Enquête sur les pratiques culturelles des Québécoises et des Québécois* réalisée précédemment par le ministère de la Culture et des Communications, seulement 15 % de la population écoutait de la musique sur Internet en 1999. Le genre musical le plus populaire, écouté par le quart de la population (25 %), était alors le *rock populaire*. Les moyens les plus courants pour écouter de la musique étaient la radio FM et les supports physiques tels que les disques compacts (CD), les vinyles et les cassettes.

La révolution numérique du début du XXI<sup>e</sup> siècle a complètement bouleversé l'industrie musicale au Québec, qui reposait en grande partie sur la vente d'albums en supports physiques. Les deux décennies suivantes ont été marquées par une baisse systématique des ventes de CD, qui ont été partiellement remplacées par les ventes de produits numériques (albums ou pistes) vers 2010.

Depuis quelques années, les ventes de produits numériques sont aussi en baisse, remplacées par le succès fulgurant des services de diffusion de musique en continu sur demande. En 2023, au Québec, il ne s'est vendu que **700 000** CD comparativement à **12,3 millions** en 2002. C'est plutôt la consommation sur les plateformes de service de diffusion (PSD) de musique en continu sur demande qui est en croissance. Près de 28 milliards d'écoutes ont été faites sur ces PSD en 2023, une hausse de 16 % par rapport à 2022. La *musique populaire* et le *R&B, hip-hop et rap* se retrouvent à la tête des genres musicaux les plus écoutés au Québec sur ces services (respectivement 29 % et 22 %).

## Ventes d'albums selon le type de support<sup>1</sup>, Québec, 2002 à 2023



1. Les données sur les ventes d'albums sur support physique ne tiennent pas compte des ventes réalisées dans certains commerces de détail, comme les dépanneurs et les pharmacies. Pour 2002 et 2003, les ventes ont été calculées en cumulant douze listes mensuelles de tous les titres d'enregistrements musicaux vendus au Québec, avec le nombre d'unités vendues pour chaque titre. Le nombre d'albums physiques vendus a été obtenu en soustrayant les vidéos musicales du nombre total d'enregistrements vendus. Ces données de ventes proviennent de Nielsen SoundScan et ont été compilées par Claude Martin et autres, Département de communication, Université de Montréal, pour l'Observatoire de la culture et des communications du Québec. À partir de 2004, les ventes d'albums physiques au Québec correspondent aux statistiques compilées par Nielsen SoundScan, maintenant Luminata Data. Ces statistiques annuelles sont basées sur le cumul des ventes hebdomadaires.

Source : Luminata Data. Tous droits réservés.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



# 08

## La participation citoyenne et la société

Les élections législatives sont un des marqueurs forts de la participation citoyenne, laquelle peut prendre différentes formes, comme l'implication dans des activités politiques non électorales ou encore le bénévolat.

Au Québec, depuis le début des années 2000, on observe deux phénomènes : une baisse de la participation électorale chez les jeunes et une augmentation de leur activité politique non électorale et de leur implication bénévole.

« *Personne ne naît bon citoyen, bon démocrate ou bon dirigeant ; cela prend du temps et de l'éducation.* »

*Kofi Annan*  
*Secrétaire général des Nations unies*  
*1938-2018*

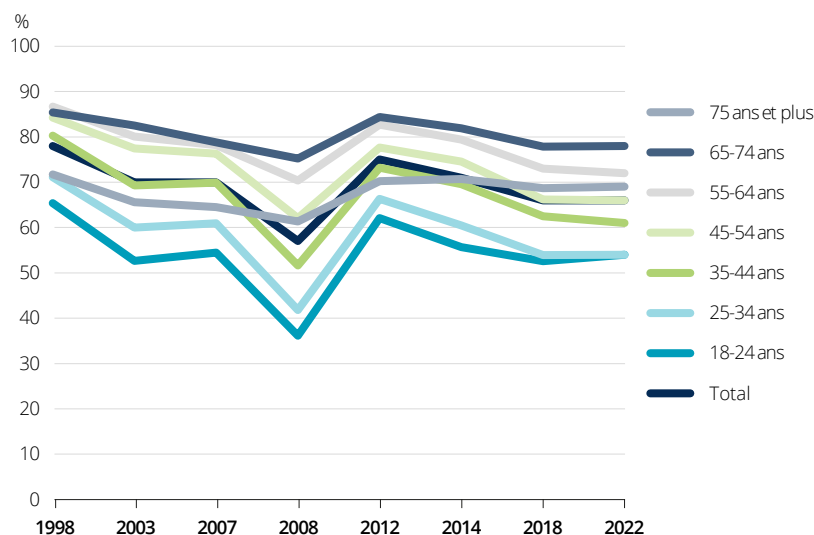
Les données sur la participation citoyenne publiées sur le site Internet de l'ISQ portent entre autres sur la présence des femmes sur la scène politique (*Indicateurs de progrès du Québec*) et sur l'exercice de la citoyenneté par les jeunes du Québec (*Vitrine statistique sur les jeunes de 15 à 29 ans*). On y aborde également certains éléments liés à la pensée critique, à l'engagement civique, aux rapports égalitaires, au dialogue intergénérationnel et interculturel, à l'accès aux lieux décisionnels et à la relève. Ces données proviennent notamment d'enquêtes externes et d'enquêtes internes, comme l'*Étude longitudinale du développement des enfants du Québec*.

# Une baisse de la participation électorale

Le taux de participation lors d'une élection est la proportion de personnes ayant voté parmi l'ensemble des personnes inscrites sur les listes électorales. Au Québec, le taux de participation aux élections législatives québécoises est en baisse depuis plusieurs années. Il était de **78 %** en 1998, et après avoir connu un creux en 2008 (57 %), il est remonté à **66 %** en 2022. En 1976, le taux de participation avait atteint un sommet de 85 %.

Notons que le taux le plus élevé est observé chez les 65-74 ans, tandis que le plus faible est noté chez les 18-24 ans. Lors des élections de 2022, le taux de participation des personnes de 65 à 74 ans était de 78 %, comparativement à 54 % chez les personnes de 18 à 24 ans.

## Taux de participation aux élections provinciales selon le groupe d'âge, Québec, élections de 1998 à 2022



Note : Estimation du nombre de personnes votantes sur l'électorat inscrit.

Source : Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires, Université Laval.



## Taux de participation aux élections législatives québécoises

**78 %**

**66 %**



2022

1998

Même si les jeunes semblent peu nombreux et nombreuses en proportion à participer au processus électoral, ils et elles participent en revanche en grand nombre à des activités politiques non électorales. Les estimations tirées de *l'Enquête sociale générale – Identité sociale* de 2013 et de 2020 de Statistique Canada montrent que le taux de participation des jeunes à plusieurs activités politiques non électorales a significativement augmenté ces dernières années.

En 2020, parmi les jeunes de 15 à 34 ans, on estime qu'environ :



**62 %** ont cherché de l'information sur une question politique au cours des 12 derniers mois ;



**45 %** ont signé une pétition ;

**41 %** ont boycotté ou choisi un produit pour des raisons d'éthique ;

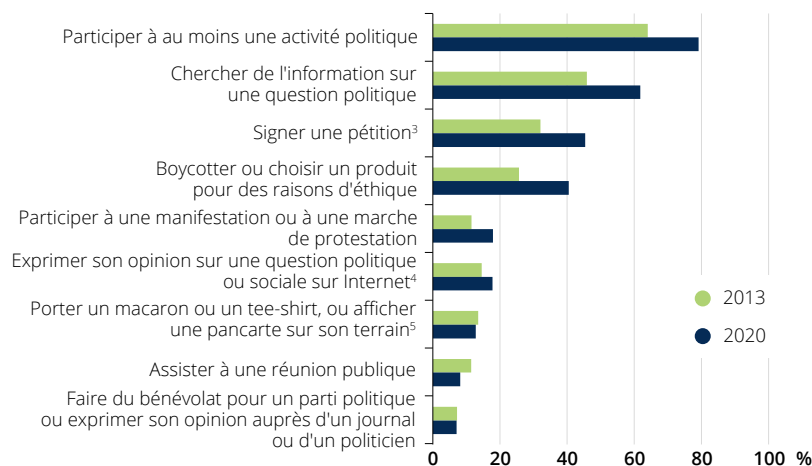


**18 %** ont participé à une manifestation ou à une marche de protestation ;



**18 %** ont exprimé leur opinion sur une question politique ou sociale sur Internet.

### Participation à des activités politiques non électorales<sup>1</sup> selon le groupe d'âge, jeunes de 15 à 34 ans, Québec, 2013 et 2020<sup>2</sup>



**Notons aussi que pour plusieurs activités politiques non électorales, le taux de participation des jeunes est significativement supérieur à celui des 35-64 ans et à celui des 65 ans et plus.**

1. Au cours des 12 derniers mois.
2. La comparaison temporelle doit être effectuée avec prudence en raison d'un changement de mode de collecte de l'enquête en 2020 (passage à une collecte électronique). L'incidence de ce changement a été analysée et son ampleur est faible, mais néanmoins présent pour les variables liées à la désirabilité sociale.
3. Comprend les pétitions sur papier et sur Internet.
4. Sur un forum Internet ou sur un site de nouvelles.
5. Pour une cause politique ou sociale.

Source : Statistique Canada, *Enquête sociale générale - Identité sociale*, 2013 et 2020.  
Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.



# L'implication des jeunes mesurée par l'ELDEQ

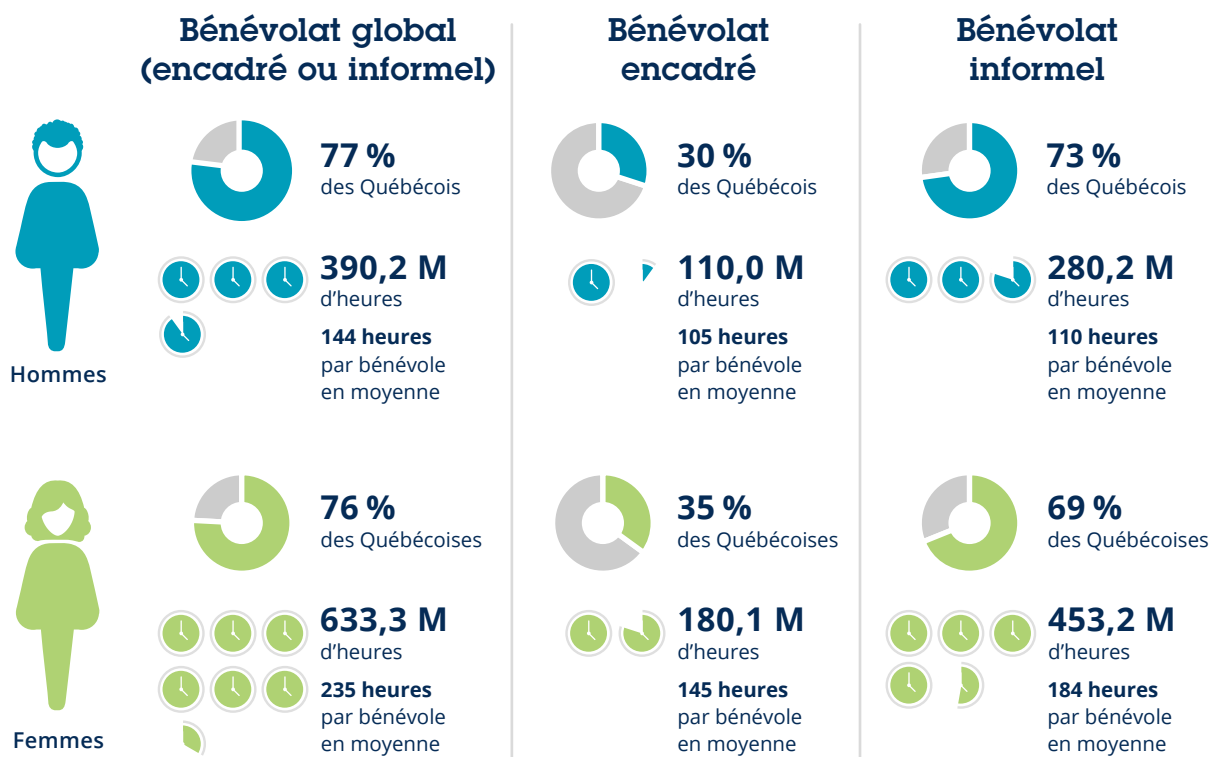
Selon les données sur l'engagement social et la participation politique des jeunes recueillies dans l'ELDEQ, environ 60 % de la population québécoise née en 1997-1998 avait participé à au moins une activité d'engagement social en 2021, à l'âge de 23 ans, et 28 %, à deux activités ou plus. Environ la moitié de ces jeunes ont fait au moins une activité de participation politique non électorale, et environ le quart, deux activités ou plus.

On constate également que la probabilité de s'engager socialement à 23 ans est plus élevée chez les jeunes dont la mère prenait part à des activités communautaires après la fin de ses études, chez les jeunes qui avaient déjà réalisé des activités d'engagement social ou avaient une orientation politique définie ainsi que chez ceux et celles qui étaient aux études ou vivaient avec leurs parents.



# Bénévolat : quelques grands constats

Le bénévolat est un autre indicateur important de la vitalité de la participation citoyenne.



Source : Statistique Canada.

Le bénévolat encadré fait référence au travail non rémunéré effectué pour le compte d'un groupe ou d'un organisme. Il comprend le travail obligatoire non rémunéré et le bénévolat effectué avec l'appui de l'employeur.

Le bénévolat informel fait référence à l'aide non rémunérée apportée directement à des personnes (p. ex. des proches, des membres du voisinage, des connaissances ou des collègues).



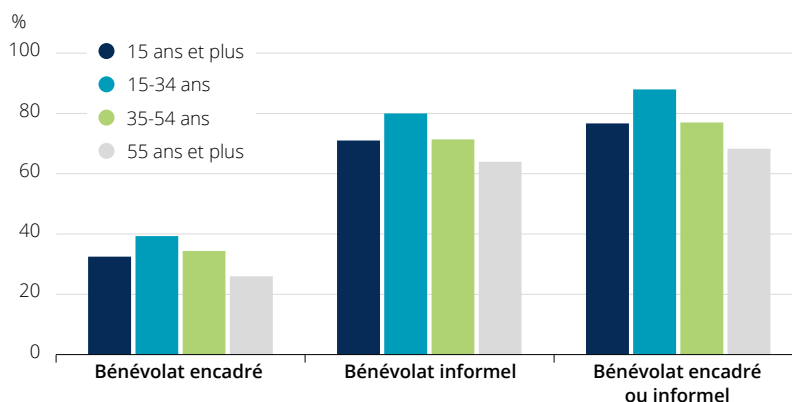
En 2018 :

la proportion de bénévoles de 15 ans et plus était **similaire chez les hommes et les femmes**, que ce soit pour le bénévolat encadré, le bénévolat informel ou pour le bénévolat global (encadré ou informel) ;

les femmes avaient accordé plus de temps au bénévolat global (encadré ou informel) ou au bénévolat informel que les hommes ;

plus on avance en âge, plus la proportion de bénévoles diminue.

### Proportion de bénévoles selon le type de bénévolat et le groupe d'âge, Québec, 2018



Source: Statistique Canada, *Enquête sociale générale - Dons, bénévolat et participation*, fichier de microdonnées à grande diffusion, 2018. Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.



## Regard sur l'égalité femmes-hommes

En 2022, l'ISQ lançait, en partenariat avec le Secrétariat à la condition féminine, la [Vitrine statistique sur l'égalité entre les femmes et les hommes](#). Celle-ci permet de rester au fait de la situation des femmes et des hommes au Québec et de suivre les tendances en matière d'égalité. Les indicateurs présentés portent sur huit dimensions essentielles pour le suivi de l'égalité, dont l'éducation, le travail, la santé et la violence.

Selon les données illustrées dans la vitrine :

- En 2023, au Québec, les **femmes de 25 à 64 ans** étaient **plus scolarisées** que les hommes du même groupe d'âge.
- Le taux d'emploi des femmes de 15 ans et plus en 2023 demeure plus **faible** que celui des hommes, malgré l'écart qui diminue depuis 2005.
- En 2018, les femmes proches aidantes étaient plus susceptibles que les hommes de fournir de l'aide pour les travaux domestiques (56 % c. 44 %), les soins personnels (36 % c. 16 %), l'organisation des soins (40 % c. 25 %) et les opérations bancaires (36 % c. 25 %). Quant aux hommes proches aidants, ils étaient plus susceptibles de fournir de l'aide pour l'entretien de la maison (54 % c. 30 %).
- Pour chaque année entre 2005 et 2022, le nombre de femmes victimes d'infractions sexuelles était supérieur au nombre d'hommes victimes. En 2022, un peu plus de **85 % des victimes étaient des femmes**.
- Lors des élections de 2022, **58 femmes ont été élues** à l'Assemblée nationale (un nombre record), comparativement à 38 en 2003.
- Au 31 mars 2024, **46 %** des personnes nommées à la haute direction des ministères et organismes du gouvernement du Québec étaient des femmes.
- En 2023, un peu plus de la moitié des membres des conseils d'administration des sociétés d'État visées par la *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État* (LGSE) étaient des femmes (53 %). En 2006, elles représentaient 31 % des membres.
- En 2024, sur les 320 juges de la Cour du Québec, on comptait **164 femmes** et **156 hommes**.



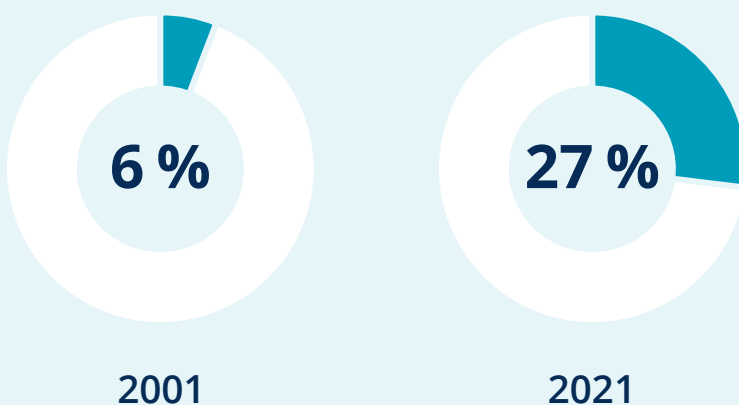
## De plus en plus de personnes sans affiliation religieuse

Dans les années 1960, le Québec a connu une vague de sécularisation. La religion a progressivement quitté la sphère publique, et l'Église catholique a cessé d'occuper certaines grandes fonctions, comme la santé et l'éducation.

La part de la population québécoise sans affiliation religieuse a fortement augmenté entre 2001 et 2021. En 2001, 6 % des Québécois et Québécoises n'avaient aucune affiliation religieuse, alors que c'était le cas de 27 % en 2021.

L'affiliation religieuse réfère à l'association ou à l'appartenance autodéclarée d'une personne à une confession, un groupe, un organisme, ou à un autre système de croyances ou communauté religieuse. La religion ne se limite pas à l'appartenance officielle à une organisation ou à un groupe religieux.

### Proportion de personnes sans affiliation religieuse, Québec, 2001 et 2021



Source : Statistique Canada, *Recensements de la population 2001 et 2021*. Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.



## L'aide médicale à mourir

Le 10 décembre 2015, au Québec, la *Loi concernant les soins de fin de vie* entrait en vigueur.

Dans son dernier rapport publié en 2024, la Commission sur les soins de fin de vie a dévoilé les résultats suivants :

- Environ **21 800 personnes** ont reçu l'aide médicale à mourir (AMM) au Québec entre le 10 décembre 2015 et le 31 mars 2024 (3 663 en 2021-2022, 5 211 en 2022-2023 et 5 717 en 2023-2024).
- Les décès par AMM représentent **7,3 %** du nombre total de décès survenus au Québec en 2023-2024, une légère hausse par rapport à l'année précédente (6,8 %). Ils comptaient pour un peu plus de 3 % des décès en 2020-2021 et pour environ 5 % en 2021-2022.
- L'âge moyen des personnes ayant reçu l'AMM est passé de **71 ans** en 2016 à **76 ans** en 2023-2024.

En ce qui concerne les causes de décès des personnes ayant reçu l'AMM, le ou la médecin doit inscrire la maladie ou l'affection morbide ayant justifié le soin de fin de vie. C'est la Commission sur les soins de fin de vie qui est tenue de faire le décompte statistique des AMM effectuées, à partir des avis que les médecins qui administrent une AMM doivent lui faire parvenir.

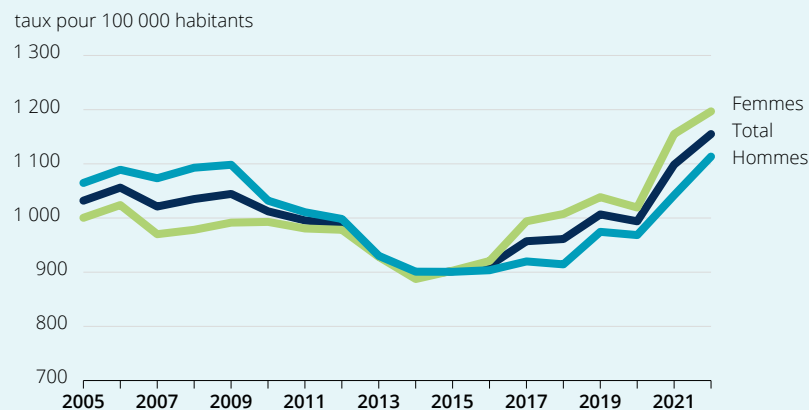
Selon Santé Canada, en décembre 2024, plus de 60 000 personnes ont reçu l'AMM depuis l'adoption de la loi fédérale le 17 juin 2016. En 2023, l'AMM représentait environ 5 % de tous les décès au Canada, une augmentation de 16 % par rapport à 2022.

## La sécurité

Pour mesurer le taux de victimes d'infractions contre la personne, on tient compte de l'ensemble des infractions contre la personne déclarées auprès des corps policiers, comme les homicides, la négligence criminelle, les tentatives de meurtre, les voies de fait, les agressions sexuelles, les vols qualifiés, le harcèlement criminel ou les menaces contre la personne. Entre 2005 et 2022, le taux de victimes d'infractions contre la personne a **augmenté de 12 %**. La hausse a été particulièrement importante dans les cinq dernières années. En 2022, 52 % de l'ensemble des victimes d'infractions contre la personne étaient des femmes, alors qu'en 2005, cette proportion était de 49 %.

En ce qui a trait au taux de victimes d'infractions contre la personne commises en contexte conjugal, l'augmentation est encore plus importante que celle observée pour le taux de victimes d'infractions contre la personne. Entre 2005 et 2022, on a observé une **augmentation de 26 %** du taux de victimes d'infractions contre la personne commises en contexte conjugal. Si une hausse est observée tant chez les hommes que chez les femmes, ces dernières demeurent les principales victimes de violence en contexte conjugal (75 %). Quant au taux de victimes d'infractions sexuelles, il a augmenté de 81 % entre 2005 et 2022. Cette augmentation est très forte depuis le début du mouvement #Moiaussi. Pour chaque année entre 2005 et 2022, le nombre de femmes victimes d'infractions sexuelles est supérieur au nombre d'hommes. En 2022, environ 87 % des victimes étaient des femmes.

### Taux de victimes<sup>1</sup> d'infractions contre la personne, selon le sexe<sup>2</sup>, Québec, 2005 à 2022

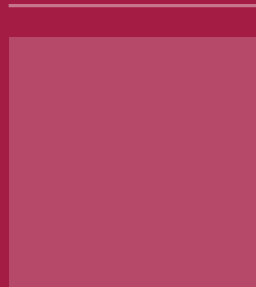
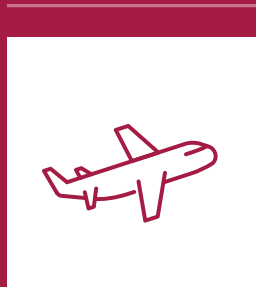
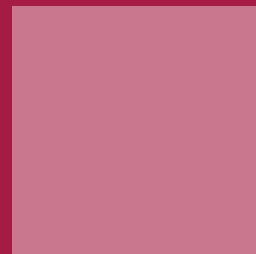
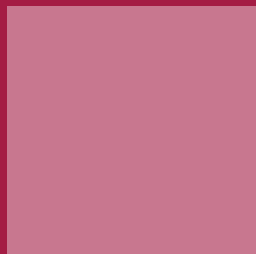
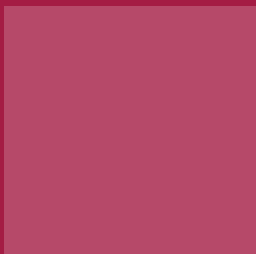
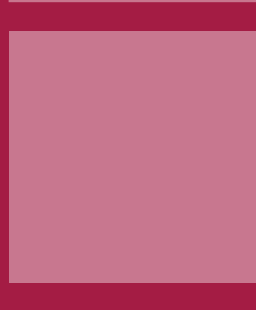
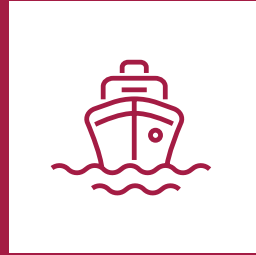
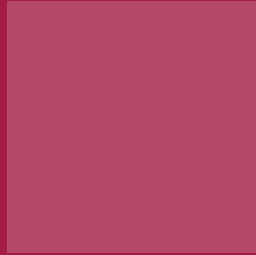


1. Les taux sont calculés pour 100 000 habitants. Les chiffres de population sont fondés sur les estimations de la population au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année.

2. Les résultats présentés excluent les victimes dont le sexe est inconnu.

Source: Ministère de la Sécurité publique, *Programme de déclaration uniforme de la criminalité 2*. Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.

Outre la vague de dénonciations sur les médias sociaux, ce mouvement a pu modifier les comportements des victimes en matière de signalement, ce qui est susceptible d'entraîner des répercussions notables sur les données déclarées par la police. C'est pourquoi l'augmentation du nombre d'infractions sexuelles déclarées par la police au cours de cette période ne reflète pas nécessairement la hausse du nombre d'agressions sexuelles à proprement parler, mais plutôt l'augmentation du nombre de signalements ainsi que les changements apportés aux pratiques policières.





# 09

## L'économie

Le PIB réel correspond à la valeur sans double compte des biens et services produits dans un territoire économique d'un pays ou d'une région au cours d'une période donnée, peu importe le lieu de résidence des personnes qui touchent les revenus en découlant. Le terme « réel » signifie que l'effet de la variation des prix est éliminé.

Cet indicateur permet de suivre l'évolution de la production totale sans double compte de biens et de services au Québec et de la production par habitant, calculée en divisant le PIB du pays par sa population totale. Le PIB réel est l'indicateur le plus couramment utilisé pour évaluer l'activité économique d'un territoire donné. Le PIB réel par habitant, pour sa part, est un des indicateurs de la création de richesse.

Or, dans les 25 dernières années, on constate une hausse du PIB réel et du PIB réel par habitant au Québec. En termes de croissance, le PIB réel du Québec a crû moins rapidement que celui du Canada. Cependant, le constat est différent pour le PIB réel par habitant : l'augmentation a été plus forte au Québec.

Parallèlement, le Québec a diversifié tant la provenance de ses importations que la destination et la composition de ses exportations, et ce, même si la part des exportations dans le PIB a diminué. On remarque également des changements dans les produits exportés et importés.

« Nous sommes prêts maintenant pour la libération économique, il n'y a plus de maintenant ou de jamais, ce soir nous devons dire c'est maintenant que nous deviendrons maîtres chez nous. »

Jean Lesage  
Premier ministre du Québec  
1912-1980

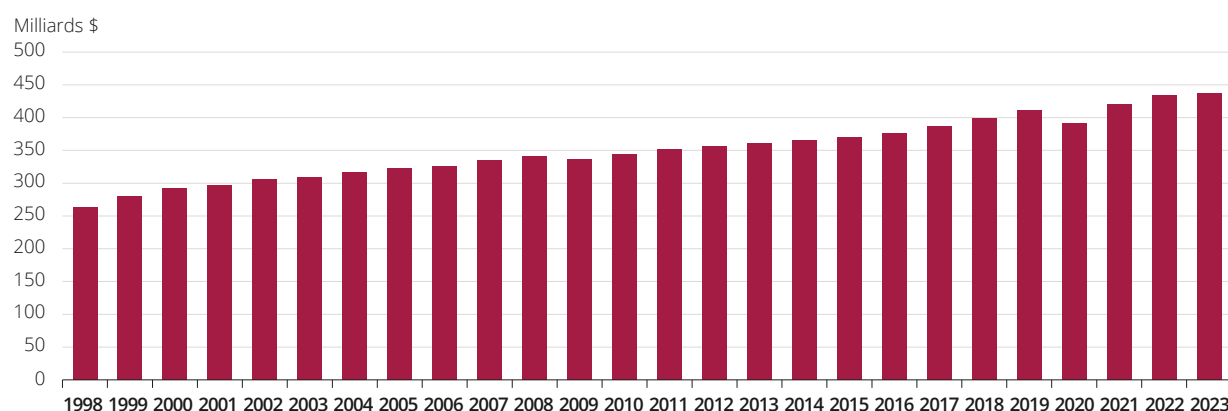
Pour l'élaboration de politiques publiques, il est essentiel que les autorités politiques ou administratives, mais aussi les citoyens et citoyennes, puissent disposer de données économiques de qualité afin de suivre la conjoncture économique et de mieux comprendre la distribution sectorielle et régionale de l'activité économique.

L'ISQ, en matière de données économiques, complète la production de Statistique Canada en permettant au Québec d'être la seule province qui diffuse mensuellement des données sur le PIB. De plus, l'ISQ mène divers travaux visant à améliorer la qualité des données économiques québécoises. Il utilise des données administratives, comme celles de Revenu Québec, de la Commission de la construction du Québec ou du ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour l'exploitation forestière par exemple. Par ailleurs, divers travaux de l'ISQ permettent également de produire des données régionales et sectorielles (PIB, revenu disponible, exploitation minière, tourisme, environnement et développement durable, etc.).

# Le PIB du Québec a augmenté, mais moins rapidement que dans le reste du Canada

Entre 1998 et 2023, le PIB réel du Québec aux prix de base, en dollars enchaînés de 2017, est passé de 263,8 milliards de dollars à 437,2 milliards de dollars (+ 65,7 %), ce qui correspond à une croissance annuelle moyenne de 2,0 %. En dépit de cette hausse globale, deux baisses ont été enregistrées : une en 2009 (- 1,1 %), qui s'explique par la crise financière de 2008, et l'autre en 2020 (- 4,8 %), attribuable à la pandémie de COVID-19.

## Évolution du PIB réel, Québec, 1998 à 2023, dollars enchaînés de 2017



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

### Le Panorama des régions du Québec

Le [Panorama des régions du Québec](#) diffusé par l'ISQ brosse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives et des municipalités régionales de comté qui les constituent. Ce document, qui est le fruit d'une collaboration entre plusieurs directions de l'ISQ, regroupe des analyses statistiques réalisées à partir de données administratives et d'enquêtes. Différents thèmes y sont abordés, comme la démographie, le marché du travail, le PIB régional, le revenu disponible par habitant, l'éducation, le logement et les conditions de vie des familles.

Depuis 2009, le *Panorama des régions du Québec* est un ouvrage de référence à la disposition des parties prenantes de la scène régionale et de quiconque s'intéresse aux régions québécoises.

Le PIB réel par habitant a crû de 36,7 % entre 1998 et 2023 ; il est passé de **36 161 \$** à **49 416 \$**. Il a enregistré une croissance moyenne de 1,3 % par an et a suivi les tendances du PIB réel, c'est-à-dire que des reculs ont aussi été constatés en 2009 (- 2,1 %) et en 2020 (- 5,6 %) en raison de la crise financière de 2008 et de la pandémie de COVID-19.

Les PIB réels canadiens et québécois ont évolué de manière similaire entre 1998 et 2023. On note que dans les 25 dernières années, ces deux agrégats ont suivi une tendance à la hausse. Néanmoins, la croissance du PIB réel québécois (+ 65,7 %) est moins forte que celle du PIB réel canadien (+ 74,5 %).

Les PIB réels par habitant ont aussi suivi des tendances similaires au cours des 25 dernières années, mais cette fois la croissance est plus forte au Québec : une augmentation de 36,7 % du PIB réel par habitant a été observée au Québec, alors qu'une hausse de 31,3 % a été enregistrée au Canada. Ainsi, cette croissance plus forte au Québec fait en sorte que l'écart relatif entre le Québec et le Canada s'est rétréci. En 1998, le PIB par habitant au Québec équivalait à 85 % de celui du Canada, alors qu'en 2023 il était à 89 %, soit un gain de 4 points de pourcentage.



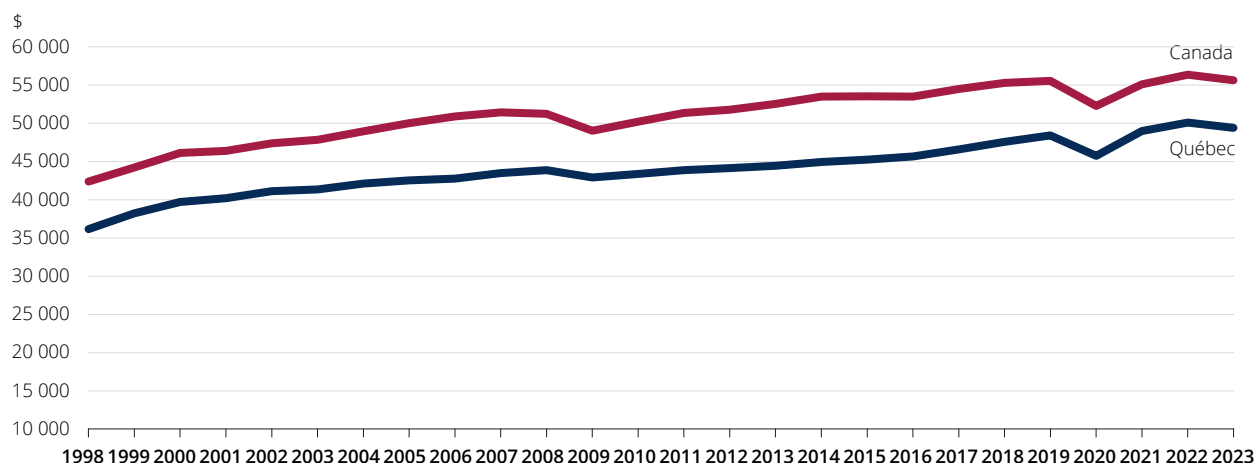
**Croissance du PIB réel  
par habitant  
au Québec entre  
1998 et 2023**

**+ 36,7 %**

**Croissance du PIB réel  
québécois entre  
1998 et 2023**

**+ 65,7 %**

## Évolution du PIB réel par habitant, Québec et Canada, 1998 à 2023



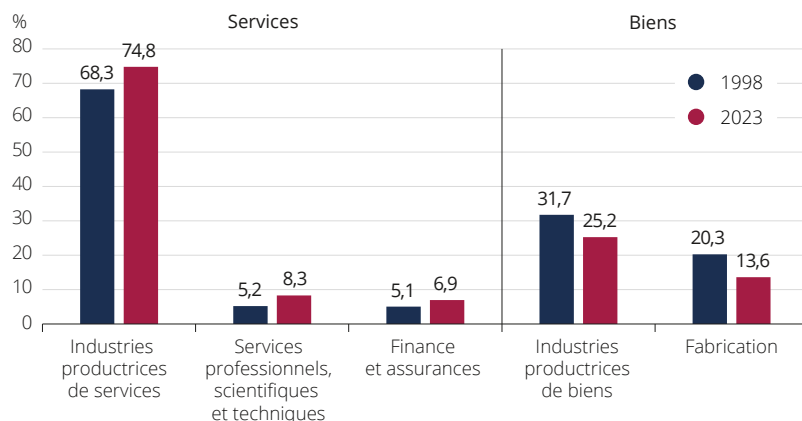
Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

# La part des services dans l'économie toujours plus grande que celle des biens

La part des industries québécoises productrices de services dans le PIB réel est passée de 68,3 % en 1998 à 74,8 % en 2023, soit une hausse de 6,5 points de pourcentage. Plus particulièrement, l'industrie des services professionnels, scientifiques et techniques (+ 3,1 points de pourcentage) et le secteur de la finance et des assurances (+ 1,9 point de pourcentage) ont connu une hausse de leur part dans le PIB réel.

Inversement, la part des industries productrices de biens dans le PIB réel a reculé de 6,5 points de pourcentage en 25 ans, principalement en raison de la baisse de 6,6 points de pourcentage enregistrée dans le secteur manufacturier québécois.

## Part des industries productrices de services et des industries productrices de biens dans le PIB réel, Québec, 1998 et 2023



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Au Canada, la part des industries productrices de services dans l'économie a augmenté de 6,0 points de pourcentage. À l'instar de l'ensemble des services, les services professionnels, scientifiques et techniques ont vu leur part augmenter entre 1998 et 2023 (+ 2,4 points de pourcentage). À l'inverse, la part des industries productrices de biens dans le PIB réel a reculé de 6,0 points de pourcentage, et la contribution du secteur manufacturier canadien a chuté de 5,8 points de pourcentage entre 1998 et 2023.

La composition sectorielle du PIB réel permet de suivre l'évolution de la structure de l'économie québécoise et d'illustrer le poids qu'ont dans l'économie des secteurs tels que les industries productrices de services et celles productrices de biens. Notons que les estimations des parts sectorielles ont été calculées à partir des données du PIB aux prix de base en dollars enchaînés afin de garder le même ensemble de données dans cette section, et ce, pour la période de 1998 à 2023.



## La croissance de l'industrie de l'extraction minière au Québec

Depuis 2005, l'ISQ contribue au programme de statistiques sur les mines. Des données relatives à l'extraction de substances minérales, à l'investissement minier et à la production minérale au Québec sont collectées. Les informations recueillies portent sur des données économiques et financières, notamment sur les dépenses en investissement pour l'exploration et la mise en valeur de gîtes minéraux, sur les dépenses consacrées en travaux d'aménagement des complexes miniers, ainsi que sur les dépenses en immobilisation, réparation et entretien des actifs miniers.

En 20 ans, le total des dépenses d'investissement dans le secteur minier québécois est passé de 743 millions de dollars en 2003 à 4 762 millions de dollars en 2022. Cette croissance s'est surtout produite entre 2003 et 2012.

La valeur des livraisons de minerais métalliques provenant de mines québécoises est passée d'une valeur de l'ordre de 2 milliards de dollars en 2003 à une valeur de 11,8 milliards de dollars en 2022.

### Dépenses d'investissement dans le secteur minier



### Valeur des livraisons de minerais métalliques

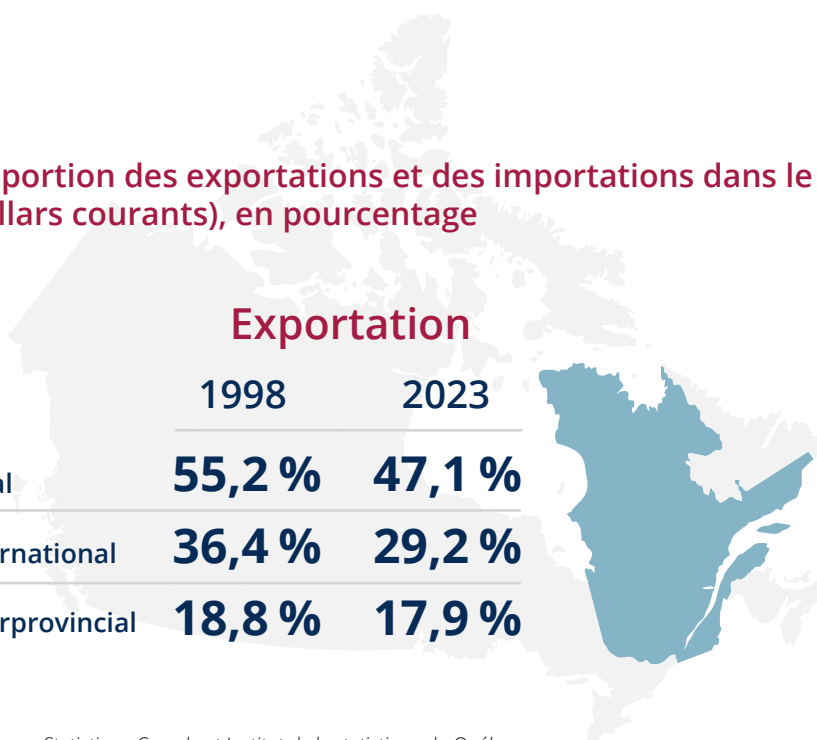


# Le commerce international et avec le reste du Canada

L'économie du Québec est basée en bonne partie sur les échanges avec les marchés extérieurs, tant sur la scène canadienne que sur la scène internationale. La part des exportations totales de biens et services dans le PIB aux prix du marché, en dollars courants, a diminué entre 1998 et 2023 : elle est passée de **55,2 %** à **47,1 %**. Cette diminution s'explique principalement par la baisse de la part des exportations internationales dans le PIB, qui est passée de 36,4 % à 29,2 %.

En revanche, la proportion des exportations interprovinciales et des importations interprovinciales est demeurée relativement stable. Grâce à une part des exportations totales de plus de 47 %, l'économie québécoise demeure une économie fortement ouverte aux échanges commerciaux à l'extérieur de son territoire.

## Proportion des exportations et des importations dans le PIB aux prix du marché (dollars courants), en pourcentage



	Exportation		Importation	
	1998	2023	1998	2023
Total	<b>55,2 %</b>	<b>47,1 %</b>	<b>54,4 %</b>	<b>50,4 %</b>
International	<b>36,4 %</b>	<b>29,2 %</b>	<b>36,3 %</b>	<b>33,8 %</b>
Interprovincial	<b>18,8 %</b>	<b>17,9 %</b>	<b>18,2 %</b>	<b>16,6 %</b>

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Si l'on regarde de plus près les exportations internationales de marchandises, on constate que le Québec a diversifié ses marchés au cours des 25 dernières années. La part des exportations du Québec vers les États-Unis est ainsi passée de **83,3 %** en 1998 à **73,6 %** en 2023, ce qui veut dire que l'importance des autres marchés internationaux a crû d'environ 10 points de pourcentage.



1998      2023  
%

États-Unis	83,3	73,6
Chine	0,6	3,6
France	1,6	1,7
Mexique	0,2	1,7
Japon	0,8	1,5
Allemagne	1,8	1,3
Royaume-Uni	2,2	1,3
Italie	0,6	0,7
Autres	9,1	14,5

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Exportations :  
Pays où le Québec  
exporte le plus

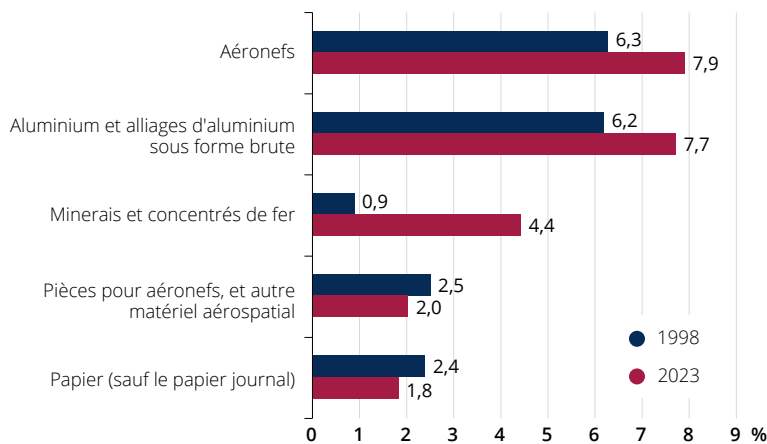


Par ailleurs, en 1998, les dix produits les plus exportés représentaient **41,5 %** des exportations internationales de marchandises du Québec, comparativement à **35,4 %** en 2023.

Parmi les produits les plus exportés en 1998, on trouvait notamment les circuits imprimés et intégrés, les semi-conducteurs et les assemblages de circuits imprimés (6,9 %), le papier journal (6,5 %), les aéronefs (6,3 %), ainsi que l'aluminium et les alliages d'aluminium sous forme brute (6,2 %).

En 2023, les aéronefs (7,9 %) affichaient la plus grande part des exportations du Québec, suivis par l'aluminium et les alliages d'aluminium sous forme brute (7,7 %), les minerais et concentrés de fer (4,4 %), ainsi que les moteurs d'aéronefs (3,6 %).

### Part des principaux produits exportés, Québec, 1998 et 2023



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

### Part des dix produits les plus exportés du Québec

**41,5 %**

**35,4 %**

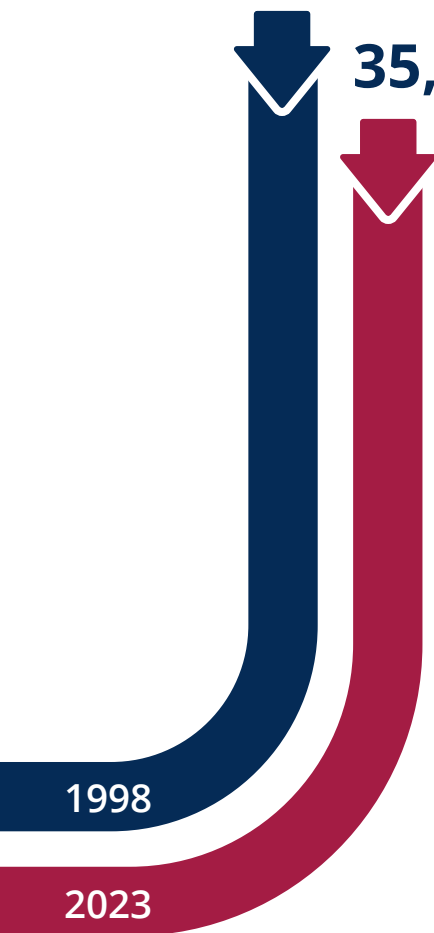
2023

1998

En ce qui concerne les importations, les dix produits les plus importés du Québec représentaient **42,5 %** des importations totales de marchandises en 1998 et **35,5 %** en 2023. Six produits dans le groupe des dix produits les plus importés en 1998 se retrouvaient dans le même groupe en 2023.

### Part des dix produits les plus importés du Québec

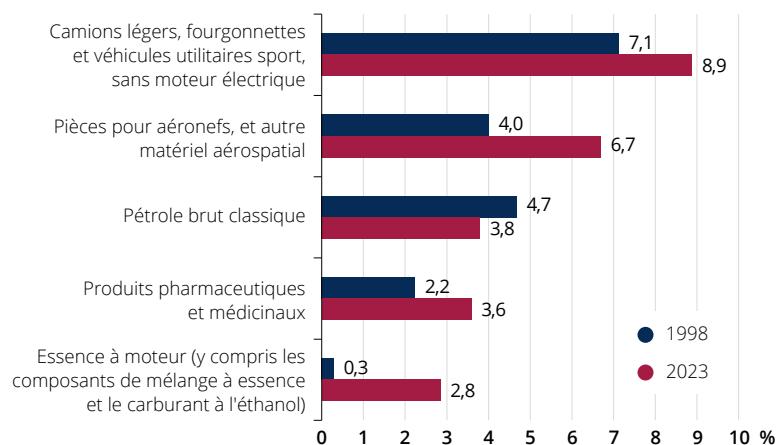
**42,5 %**  
**35,3 %**



Tout comme pour les exportations en 1998, les circuits imprimés et intégrés, les semi-conducteurs et les assemblages de circuits imprimés (10,9 %) occupaient la plus grande part des importations du Québec en 1998. Venaient ensuite les camions légers, les fourgonnettes et les véhicules utilitaires sport, sans moteur électrique (7,1 %), le pétrole brut classique (4,7 %), ainsi que les ordinateurs et les périphériques (4,1 %).

Parmi les produits les plus importés en 2023, notons les camions légers, les fourgonnettes et les véhicules utilitaires sport, sans moteur électrique (8,9 %), les pièces pour aéronefs, et autre matériel aérospace (6,7 %), le pétrole brut classique (3,8 %), ainsi que les produits pharmaceutiques et médicaux (3,6 %).

### Part des principaux produits importés, Québec, 1998 et 2023



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

### **Tableau statistique canadien**

Le [Tableau statistique canadien](#) (TSC) présente, de façon à la fois concise et détaillée, des données sur chaque province et territoire ainsi que sur le Canada.

Ces données portent notamment sur la population, l'immigration, la francophonie canadienne, l'économie et les parlements. Une attention particulière est accordée aux données sur la démographie, la main-d'œuvre, le commerce interprovincial et international, les investissements, les finances publiques et les transferts fédéraux. Les principales parties prenantes en matière de relations intergouvernementales sont également identifiées.

Les statistiques présentées sont le résultat d'une collaboration entre l'Institut de la statistique du Québec et le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.



# 10

## Les habitudes de consommation des ménages

L'analyse du budget des ménages permet de mieux comprendre comment les ménages doivent ajuster leur consommation pour parvenir à concilier leurs ressources, les nécessités de la vie, leurs besoins et leurs envies.

Au Québec, dans les 25 dernières années, les dépenses de consommation des ménages ont fortement augmenté, tout comme leurs revenus.

De nouvelles technologies sont apparues et ont amené la création de nouveaux postes de dépenses pour la population. Les VUS ont gagné en popularité, et des véhicules électriques sont devenus disponibles sur le marché.

Les dépenses en santé des ménages québécois ont augmenté plus rapidement que le total des dépenses de consommation, et au cours des dernières années, les prix de l'énergie, des aliments et du logement ont connu une forte hausse en raison de l'inflation. Le nombre de ménages québécois vivant dans un logement abordable a connu une hausse entre 2001 et 2021.

« Les plus belles choses ne coûtent rien. »

*Auteur inconnu*

À partir de l'enquête de Statistique Canada sur les dépenses des ménages, il est possible de suivre l'évolution globale du panier de consommation des ménages québécois et de faire ressortir quelques grands constats sur l'évolution de leurs habitudes, notamment sur la part des principales catégories de la consommation courante des ménages entre 2010 et 2019.

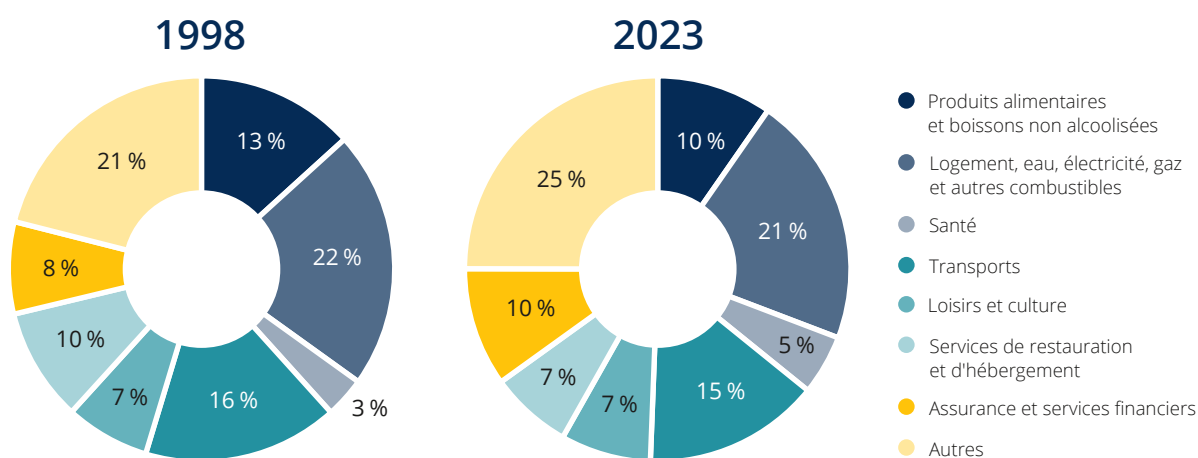
Il existe aussi d'autres données qui permettent d'en savoir plus sur les dépenses engagées par les ménages pour des actifs importants, par exemple une habitation ou un véhicule de transport. Toutes ces données sont utilisées de différentes façons dans les publications de l'ISQ.

# Des dépenses de consommation qui ont fortement augmenté

Les dépenses de consommation des ménages représentent l'ensemble des dépenses effectuées par les ménages pour l'achat de biens et de services. En dollars constants de 2017, ces dépenses ont **augmenté** de **87,4 %** entre 1998 et 2023 ; elles sont passées de **146,7** milliards de dollars à **274,9** milliards de dollars.

À première vue, la composition des grands postes de dépenses des ménages a peu changé durant les 25 dernières années. Néanmoins, la part des dépenses des ménages consacrée à l'alimentation et aux services de restauration et d'hébergement a diminué de 6 points de pourcentage entre 1998 et 2023. En revanche, les dépenses en assurance et en services financiers ont pris une place plus importante.

## Répartition des dépenses de consommation des ménages, Québec, 1998 et 2023



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Pour certains produits, les variations ont été plus marquées. C'est le cas notamment du tabac, des services de télécommunication et du matériel de traitement de l'information, qui comprend les ordinateurs et les consoles de jeu.

Entre 1998 et 2023, les dépenses des ménages québécois en produits du tabac ont connu une forte baisse, soit de 3,9 % en moyenne chaque année, la baisse ayant été plus importante dans la première moitié de la période.

### Produits avec une variation particulièrement élevée de dépenses de consommation, Québec, 1998 et 2023

#### Tabac



#### Services de télécommunication



#### Matériel de traitement de l'information



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.



# L'apparition de nouvelles technologies

Au cours des 25 dernières années, les ménages québécois ont vu de nouvelles technologies se démocratiser. Leurs dépenses en services de télécommunications ont plus que doublé entre 1998 et 2023, et ont connu une croissance annuelle moyenne de **5,9 %**. Elles représentaient 3,5 % des dépenses de consommation en 2023, alors qu'elles n'en représentaient que 1,6 % en 1998.

Les dépenses en matériel de traitement de l'information ont crû de manière exponentielle (**+ 1 891,8 %**) entre 1998 et 2023, et leur part dans les dépenses de consommation des ménages a fortement augmenté. Elles représentaient 0,1 % des dépenses de consommation en 1998, contre 0,6 % en 2023.

Bien évidemment, durant les 25 dernières années, le développement d'Internet a été tel que des comparaisons dans le temps auraient peu d'intérêt, d'autant plus que les anciennes données et les données récentes ne portent pas sur les mêmes objets.

Néanmoins, mentionnons qu'en 1999, au Québec, **21,2 %** des ménages avaient une connexion Internet, et que la proportion de ménages dont au moins un membre avait passé une commande en ligne était de **3,6 %**.

Aujourd'hui, la réalité est toute autre.



## Dépenses en services de télécommunications

<b>1,6 %</b>	<b>3,5 %</b>
<b>1998</b>	<b>2023</b>



## Dépenses en matériel de traitement de l'information

<b>0,1 %</b>	<b>0,6 %</b>
<b>1998</b>	<b>2023</b>

En 2020, au Québec :

**91,8 %** des personnes de 15 ans et plus avaient accès à Internet à domicile ;

**82,1 %** des personnes de 15 ans et plus avaient accès à Internet à des fins personnelles à partir d'un forfait de données mobiles ;

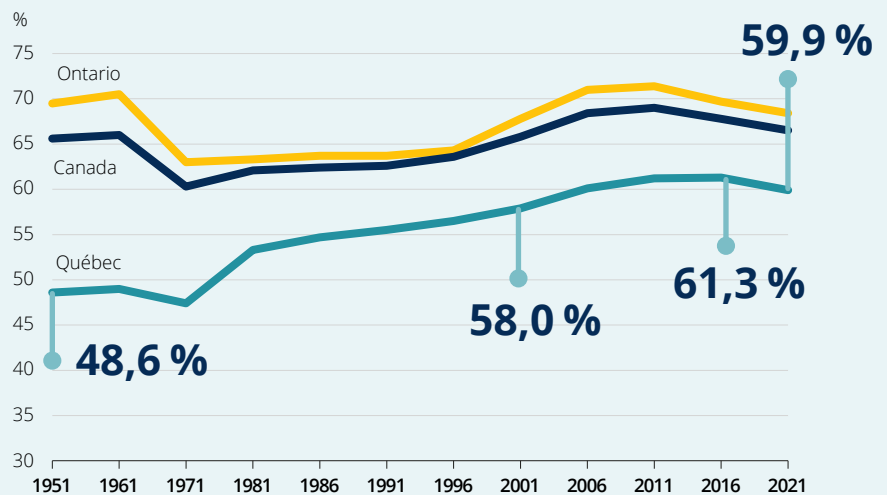
**74,5 %** des personnes de 15 ans et plus avaient acheté des biens ou des services sur Internet.

# Une plus grande part des ménages québécois sont propriétaires de leur logement

En 2021, environ 2 223 965 ménages privés québécois étaient propriétaires de leur logement, ce qui correspondait à près de six ménages sur dix (59,9 %). Après avoir augmenté progressivement pendant 50 ans, le taux de propriété a baissé pour la première fois en 2021. De 58,0 % en 2001, il est passé à 61,2 % en 2011, à 61,3 % en 2016 et, enfin, à 59,9 % en 2021.

Cette tendance à la baisse a été observée ailleurs au Canada entre 2011 et 2021. En Ontario, par exemple, le taux de propriété en 2021 était de 68,4 %, une baisse de 3 points de pourcentage par rapport à 2011 (71,4 %).

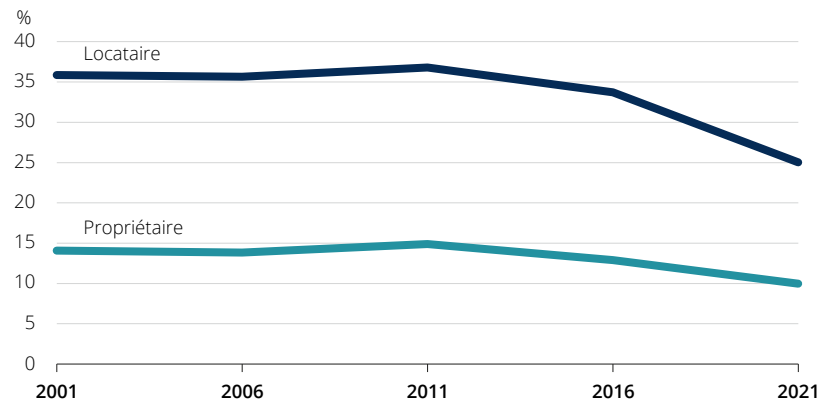
Taux de propriété, ensemble des ménages privés, Québec, Ontario et Canada, 1951 à 2021



Sources : Statistique Canada, Recensements de la population 1951 à 2021. Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.

La part de ménages vivant dans un logement non abordable, c'est-à-dire un logement pour lequel un ménage consacre 30 % ou plus de son revenu total moyen avant impôt, a baissé entre 2001 et 2021. La proportion de ménages locataires vivant dans un logement non abordable est en effet passée de **36 %** en 2001 à **25 %** en 2021. Par ailleurs, celle des ménages propriétaires vivant dans un logement considéré comme non abordable est passée de **14 %** à **10 %**.

### Proportion de ménages vivant dans un logement non abordable selon le mode d'occupation, ensemble des ménages privés<sup>1</sup>, Québec, 2001 à 2021



1. Ménages privés, sauf les ménages agricoles, en réserve et dont le revenu total est inférieur à zéro.

Sources : Statistique Canada, Recensements de la population 2001 à 2021. Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.

#### Part des ménages vivant dans un logement non abordable

##### Propriétaire

**14 %** 2001    **10 %** 2021



##### Locataire

**36 %** 2001    **25 %** 2021



L'amélioration de l'abordabilité des logements en 2021 pourrait être en partie attribuable aux prestations de soutien du revenu mises en place lors de la pandémie de COVID-19, qui ont permis d'améliorer temporairement la situation financière de nombreux ménages, mais aussi aux baisses des taux d'intérêt, qui ont atteint des taux historiquement bas durant la pandémie.

Il faut aussi souligner que dans l'ensemble du Québec, la valeur foncière moyenne uniformisée des résidences unifamiliales, en dollars courants, est cinq fois plus élevée en 2024 (464 561 dollars) qu'elle ne l'était en 1999 (92 608 dollars).

Notons également que dans l'ensemble des dépenses de consommation des ménages, la part des dépenses relatives au logement, ce qui comprend l'eau, l'électricité et les autres combustibles, est restée stable dans les dernières années.

Par ailleurs, les données du *Rapport sur le marché locatif* publiées en janvier 2024 par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) indiquent que le taux d'inoccupation – soit le pourcentage de logements locatifs vacants dans un lieu donné – a atteint des creux historiques dans l'ensemble des régions du Québec. Cela est susceptible d'entraîner une pression à la hausse sur le prix des loyers, et donc une hausse de la proportion de ménages locataires vivant dans un logement non abordable.

## De plus en plus de VUS

La Société d'assurance automobile du Québec rend disponible le nombre total de voitures et de camions légers de promenade en circulation chaque année depuis l'an 2000. Ces chiffres indiquent que si le nombre de voitures en circulation a augmenté de 2000 à 2010 pour atteindre plus de 3 000 000, il est redescendu en 2022 à près de 2 600 000, soit près de ce qui était observé en l'an 2000. En revanche, le nombre de camions légers, lui, n'a cessé d'augmenter ; il est passé d'environ 817 000 en 2000 à près de 2 384 000 en 2022.



Nombre de camions légers

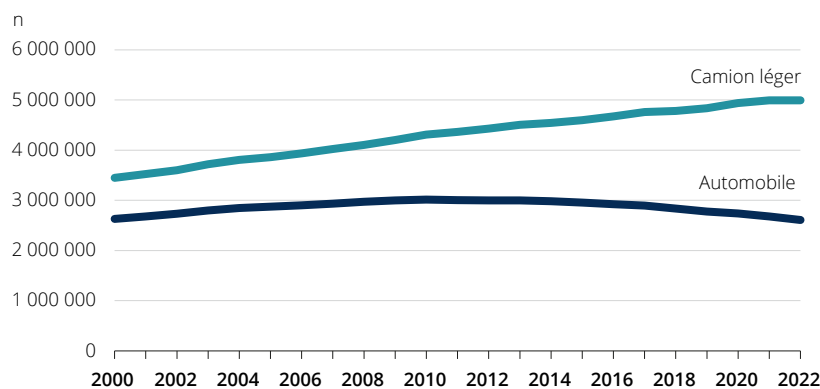
2000

**817 000**

2022

**2 384 000**

Nombre d'automobiles et de camions légers en circulation, Québec, 2000-2022



Source : Société de l'assurance automobile du Québec.

Selon Statistique Canada, les dépenses des ménages québécois en camions, fourgonnettes et véhicules utilitaires sport neufs ont **augmenté de 190 %** depuis 1998. La période de plus forte croissance a commencé en 2007.

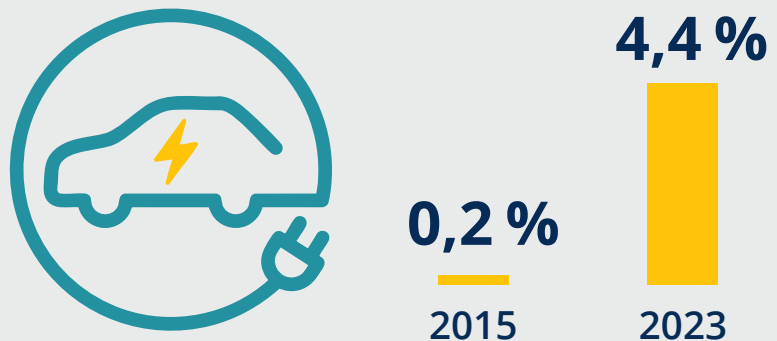
# La croissance du nombre de véhicules électriques immatriculés

En mars 2024, le Québec comptait près de **270 000** véhicules légers entièrement électriques ou hybrides branchables.

Au premier trimestre de 2024, selon Statistique Canada, les véhicules électriques représentaient **23 %** des véhicules automobiles neufs immatriculés au Québec, comparativement à 14,8 % à la même période l'année précédente.

Malgré la forte croissance du nombre de véhicules électriques légers dans toutes les régions du Québec depuis les années 2010, la part de ces véhicules sur l'ensemble du parc automobile demeure restreinte au Québec. En effet, au 31 décembre 2015, ces véhicules ne constituaient que 0,2 % du total des véhicules légers. Cette part a augmenté chaque année, jusqu'à atteindre 4,4 % du total de véhicules légers du Québec au 31 décembre 2023.

## Part des véhicules électriques légers au Québec



## Des dépenses en santé qui ont augmenté plus rapidement que le total des dépenses de consommation



### Part des dépenses en santé des ménages



Le régime d'assurance maladie et le régime public d'assurance médicaments ne couvrent pas l'ensemble des dépenses liées aux soins de santé. Pratiquement tous les ménages québécois assument des frais de santé comme des primes d'assurance maladie, des soins ophtalmologiques ou encore des produits pharmaceutiques fournis sur ordonnance ou en vente libre. Ainsi, les dépenses en santé des ménages ont crû plus rapidement que le total des dépenses de consommation finale des ménages et représentaient en 2023 **5,0 %** de leurs dépenses, comparativement à **3,4 %** en 1998.

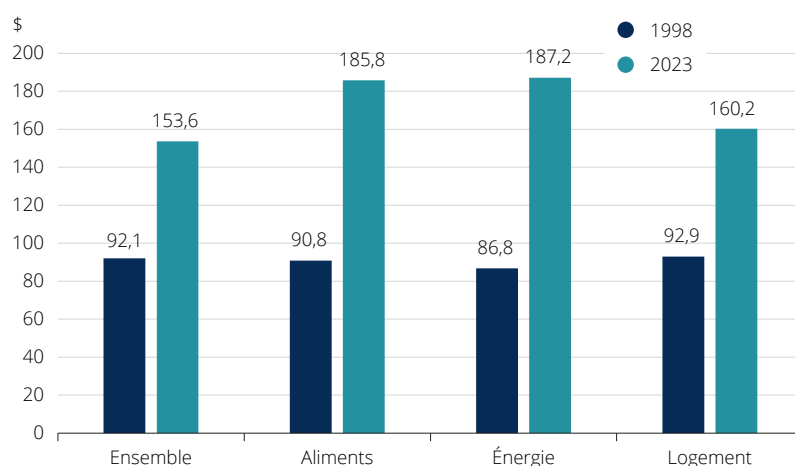
# Les prix de l'énergie, des aliments et du logement touchés par l'inflation

L'indice des prix à la consommation (IPC) est un indicateur qui mesure la variation du niveau général des prix des biens et services dans une région donnée. Il n'est pas un indice du coût de la vie. L'IPC est fondé sur un panier, révisé chaque année, de biens et de services, qui représente les dépenses habituelles du ménage moyen.

Les mesures de l'IPC présentées ici montrent la variation du niveau général des prix entre 1998 et 2023 au Québec pour l'ensemble des biens et des services de consommation des ménages, les produits alimentaires, les produits énergétiques et le logement. Ces trois groupes de produits représentent environ 50 % du panier constituant l'IPC pour l'ensemble des biens et services au Québec.

Entre 1998 et 2023, l'indice des prix à la consommation pour l'ensemble des biens et des services au Québec a augmenté de 66,8 %. Cette augmentation a été en moyenne de 2,1 % par an. Le prix des produits alimentaires a crû de 104,6 % (+ 2,9 % par an), le prix des produits énergétiques de 115,7 % (+ 3,1 % par an) et le prix des logements, de 72,4 % (+ 2,2 % par an). Cependant, certaines catégories de biens et de services ont vu leur prix augmenter moins rapidement que la moyenne.

## Indice des prix à la consommation (2002 = 100), Québec, 1998 et 2023



**Produits alimentaires**  
**+ 104,6 %**



**Produits énergétiques**  
**+ 115,7 %**

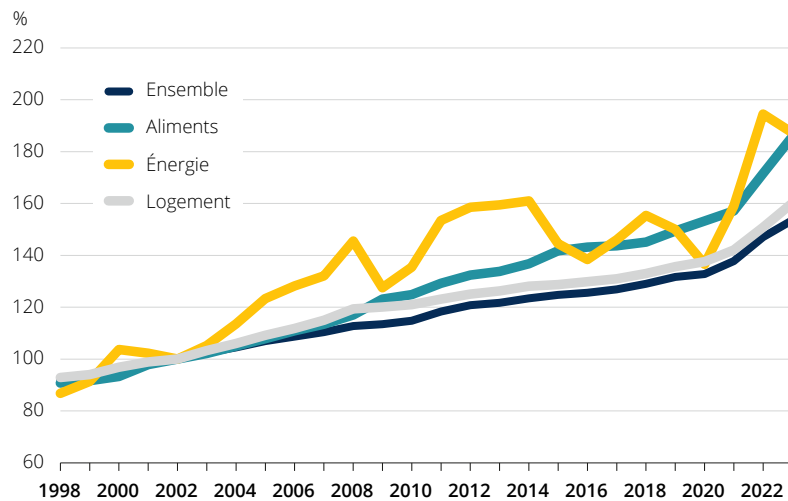


**Logements**  
**+ 72,4 %**

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

En outre, les prix de l'ensemble des biens et services, ceux des aliments et ceux du logement ont connu une croissance relativement stable entre 1998 et 2019, alors que le prix des produits énergétiques a été plus volatil durant la même période.

### Évolution des indices de prix, (2002 = 100), Québec, 1998 à 2023



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

À l'échelle canadienne, entre 1998 et 2023, la croissance des prix a été plus importante qu'au Québec pour l'ensemble des biens et services (+ 72,1 %), les produits énergétiques (+ 155,3 %) et le logement (+ 89,4 %).





# 11

## Le marché du travail

Le marché du travail au Québec a beaucoup évolué au cours des 25 dernières années.

Le taux de chômage, qui est un indicateur phare de l'économie, a connu une forte baisse. La population active du Québec, comme sa population en général, a vieilli, et le phénomène a été plus prononcé au Québec que dans le reste du Canada.

Le taux d'emploi a fortement crû en 25 ans, de même que la part des travailleurs et travailleuses détenant un diplôme universitaire. Enfin, la forte augmentation de la part des emplois dans l'industrie des services a confirmé que l'économie reposait plus que jamais sur ces industries.

Important : Ce chapitre a été rédigé au début janvier 2025, depuis, Statistique Canada a procédé à une révision historique des données de l'EPA. Les textes, les figures et les tableaux présentés dans le document n'ont pas été révisés. Cependant, ces changements n'influencent pas les grands constats formulés.

 *La vie fleurit par le travail.* 

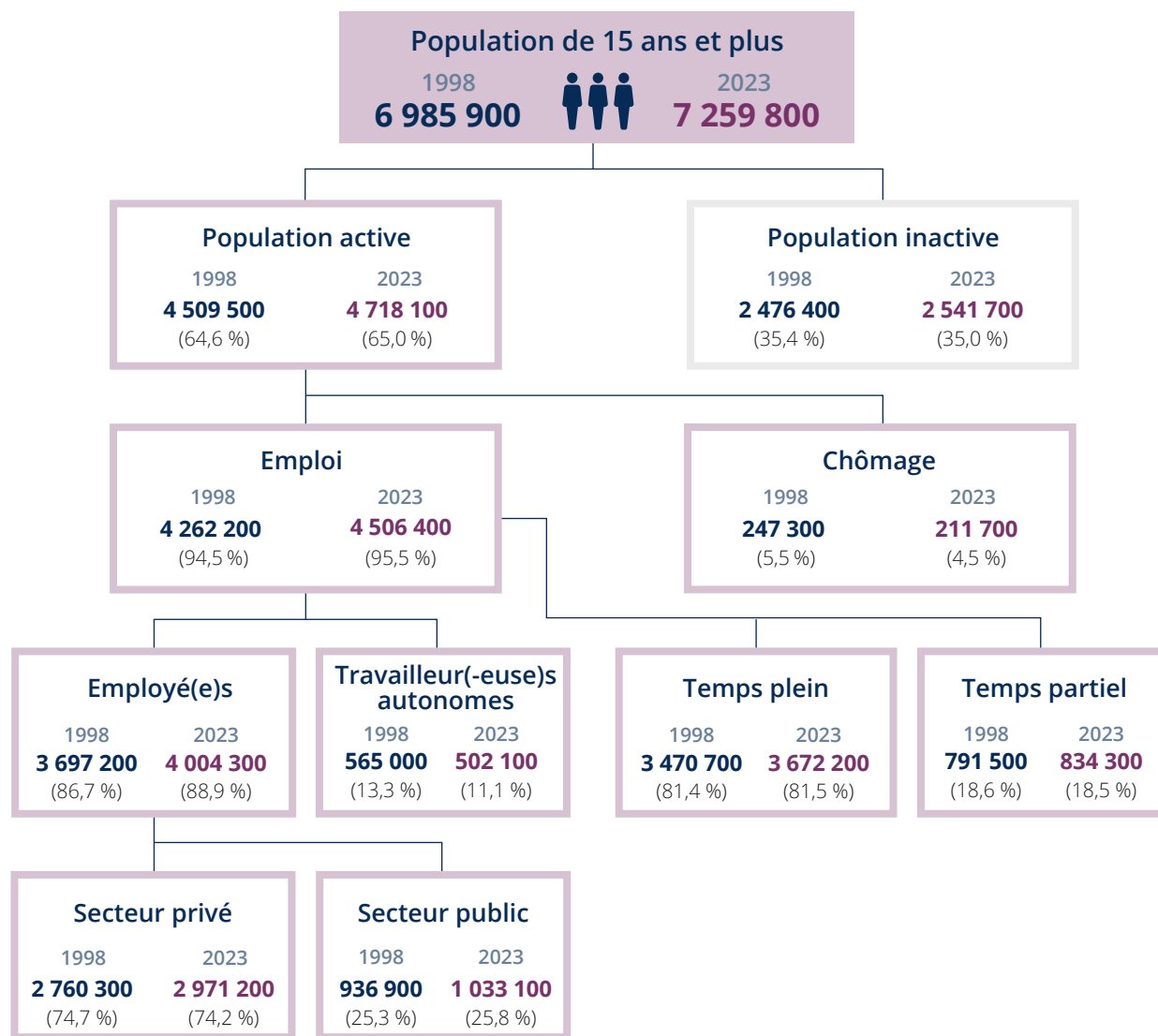
Arthur Rimbaud  
Poète français  
1854-1891

Chaque année, l'ISQ rend public *Le Bilan du marché du travail au Québec*, qui a pour objectif de présenter la situation du marché du travail dans la province. Cette situation est mise en perspective avec les tendances observées au cours des 10 dernières années. On y présente l'évolution de l'emploi selon diverses ventilations, notamment les caractéristiques des personnes, les secteurs d'activité, le régime de travail et le lien d'emploi. Les principaux indicateurs du marché du travail sont également analysés.

Une brève analyse de la rémunération et des heures de travail y est aussi présentée, de même qu'un survol de la situation du marché du travail dans l'ensemble du Canada et dans les autres provinces. On y trouve aussi une section sur les régions administratives et sur la population immigrante.

L'ISQ effectue aussi d'autres travaux liés au marché du travail, dont *l'Enquête sur les pratiques de formation en emploi au Québec*, qui traite d'informations sur la formation structurée, c'est-à-dire sur les activités d'apprentissage organisées visant à soutenir le développement des compétences. Cette enquête porte notamment sur les investissements dans la formation structurée, les modes d'apprentissage, les types d'activités de formation, les raisons des investissements, des lieux de formation et les retombées de celle-ci.

# Évolution de la population active au Québec



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

- La population active comprend les personnes civiles de 15 ans et plus en emploi ou au chômage, hors institutions.
- Les personnes au chômage sont celles disponibles pour travailler et en recherche active d'emploi.
- Les employés et employées sont ceux et celles qui travaillent directement pour le compte d'un employeur.
- Le secteur public comprend les administrations publiques fédérale, provinciale et municipale, les sociétés d'État et les autres organismes financés par l'État.
- Le personnel à temps plein travaille habituellement 30 heures ou plus par semaine. Le personnel à temps partiel travaille habituellement moins de 30 heures par semaine.
- Les travailleurs et travailleuses autonomes sont ceux et celles travaillant à leur propre compte. Ils et elles peuvent avoir de l'aide rémunérée (employés et employées).

## Un taux de chômage en forte baisse

### Taux de chômage

10,3 %

4,5 %



1998

2023

Le taux de chômage est la proportion de personnes au chômage exprimée en pourcentage de la population active. C'est un indicateur clé, qui permet de rendre compte de la vigueur du marché du travail, de même que du taux d'activité et du taux d'emploi.

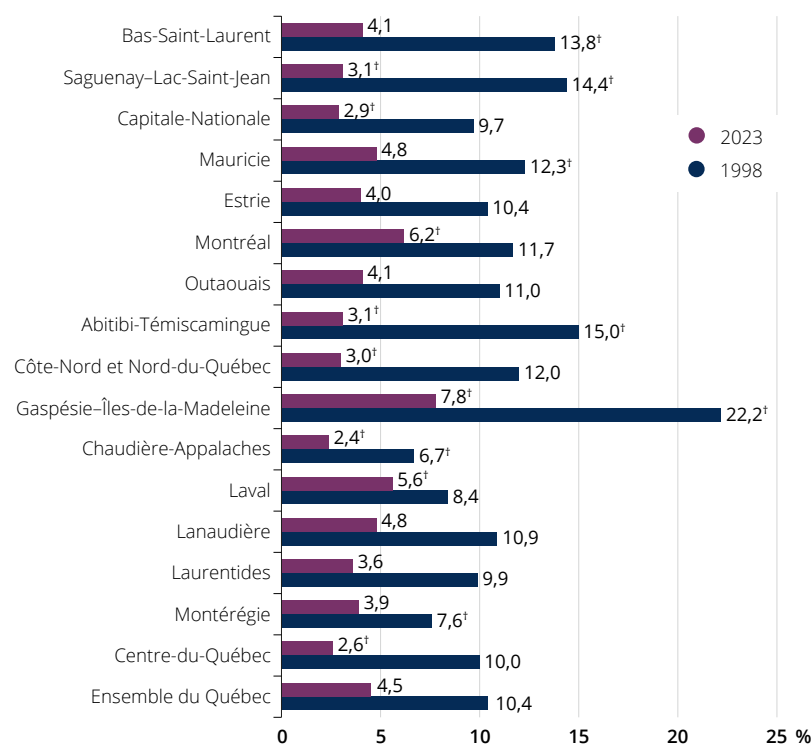
En outre, les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 1998, le taux de chômage au Québec s'établissait à **10,3 %**. En 2023, il était de **4,5 %**. Sur une période de 25 ans, on a observé une tendance générale à la baisse du taux de chômage, sauf en 2020, année marquée par la pandémie de la COVID-19.

#### L'Enquête sur la population active

L'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada est menée chaque mois auprès d'approximativement 56 000 ménages canadiens hors institutions (10 185 ménages pour le Québec, selon le Guide de l'Enquête sur la population active 2020). Les données de l'EPA sont recueillies par province selon un plan de sondage avec renouvellement de panel. Les ménages sélectionnés demeurent dans l'échantillon pendant six mois consécutifs. L'EPA présente des estimations sur l'emploi et le chômage, ainsi que d'autres indicateurs tels que le taux de chômage, le taux d'emploi et le taux d'activité.

La population visée, sauf indication contraire, se compose des personnes âgées de 15 ans et plus durant la semaine de référence de l'Enquête sur la population active. La population cible de l'enquête correspond à l'ensemble des personnes qui résident dans les provinces du Canada, à l'exception de celles qui vivent dans les réserves indiennes, les membres à temps plein des Forces armées et les pensionnaires d'établissements (par exemple les personnes détenues dans les pénitenciers et les patients d'hôpitaux ou de maisons de repos).

## Taux de chômage des 15-64 ans, régions administratives et ensemble du Québec



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.

Le taux de chômage a aussi diminué dans toutes les régions du Québec. Trois régions ont enregistré des baisses particulièrement importantes : la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (- 14,4 points), l'Abitibi-Témiscamingue (- 11,9 points) et le Saguenay-Lac-Saint-Jean (- 11,3 points). En dépit de cette baisse marquée, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine continue à présenter un taux de chômage largement supérieur à celui du Québec.

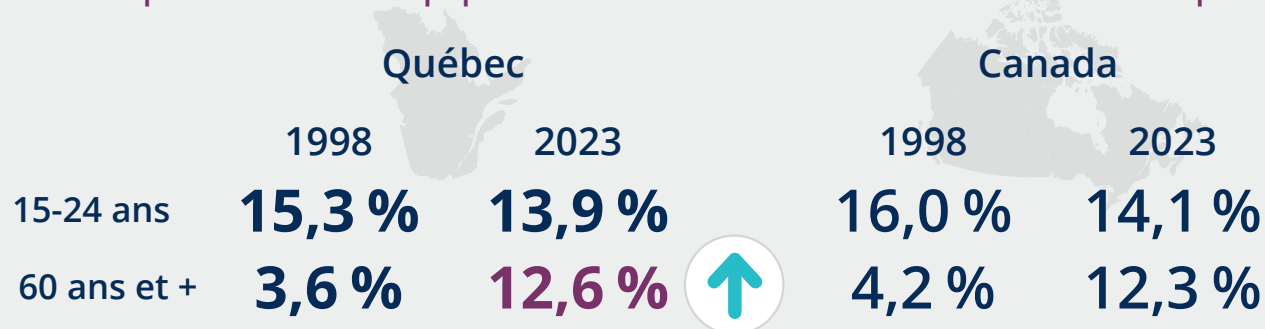
Chez les jeunes non-étudiants de 15 à 24 ans, le taux de chômage a aussi fortement diminué. En effet, même si historiquement, les jeunes de 15 à 24 ans ont toujours connu un taux de chômage plus élevé que les personnes plus âgées, leur taux de chômage a diminué de moitié durant les 25 dernières années ; il est passé de 18,8 % en 1998 à 9,4 % en 2023.

# Un vieillissement de la population active plus prononcé que dans le reste du Canada

Le vieillissement de la population sur le marché du travail se traduit entre autres par une augmentation de la part des personnes âgées de 60 ans et plus qui travaillent. Entre 1998 et 2023, cette part est passée de **3,6 %** à **12,6 %**, alors que celle des 15-24 ans a diminué pour se fixer à 13,9 %.

Ces chiffres, qui donnent une bonne indication du vieillissement de la population active, montrent aussi que ce vieillissement est un peu plus prononcé au Québec que dans le reste du Canada.

## Part des personnes dans la population active chez les 15-24 ans et les 60 ans et plus



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Autre signe du vieillissement de la population active, en 1998, on comptait 4 personnes âgées de 15-24 ans dans la population active pour 1 personne âgée de 60 ans et plus. En 2023, ce rapport était de 1 pour 1.

La croissance de l'emploi chez les 55 ans et plus a été très forte au cours des 25 ans, et cela s'explique par une hausse de l'activité dans ce groupe d'âge, et par l'entrée de nombreux baby-boomers dans la tranche des 55 ans et plus.

## Emplois chez les 55 ans et plus, Québec



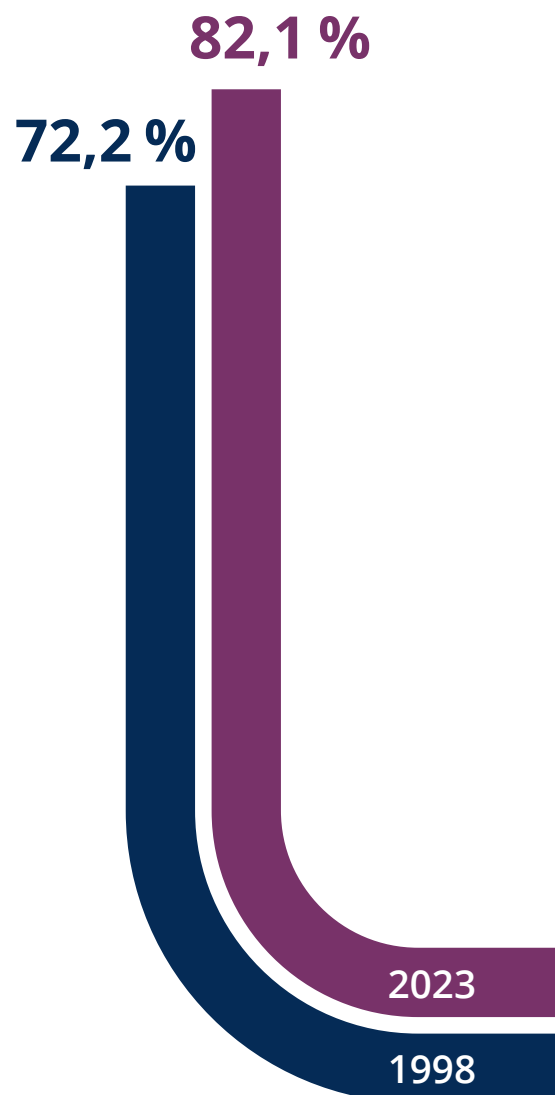
Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

# Une hausse des taux d'activité et d'emploi dans toutes les régions

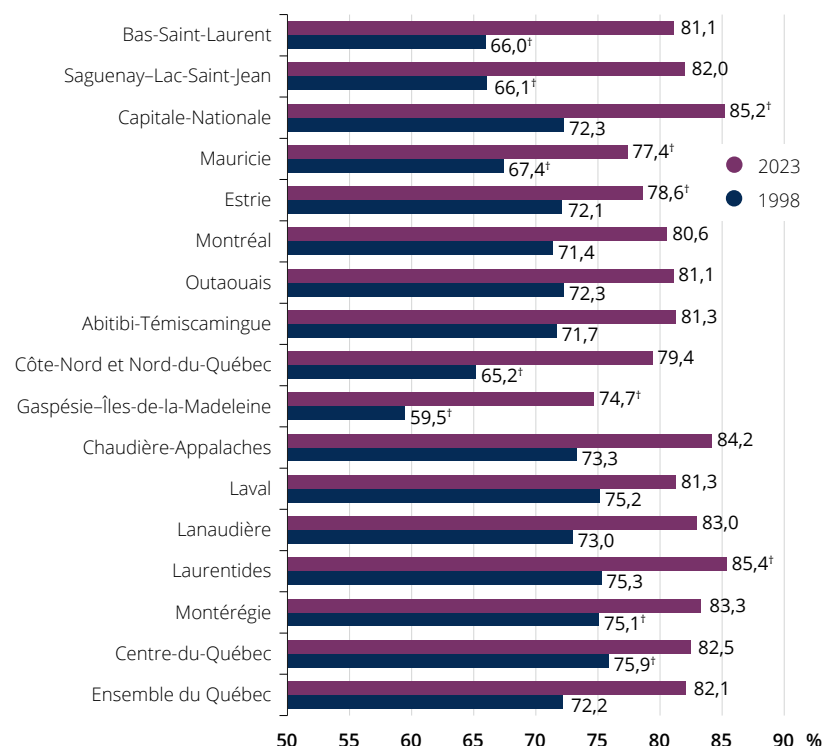
Le taux d'emploi est la proportion de la population de 15 à 64 ans qui est en emploi. C'est un indicateur qui est fréquemment utilisé pour rendre compte de la vigueur du marché du travail, et qui va de pair avec le taux d'activité, qui est le nombre de personnes faisant partie de la population active exprimé en pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus.

Au cours des 25 dernières années, le **taux d'activité** au Québec est passé de **72,2 %** en 1998 à **82,1 %** en 2023. Ce taux a augmenté aussi dans toutes les régions du Québec et en particulier dans les régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean (+ 15,9 points), de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 15,2 points) et du Bas-Saint-Laurent (+ 15,1 points).

## Taux d'activité au Québec



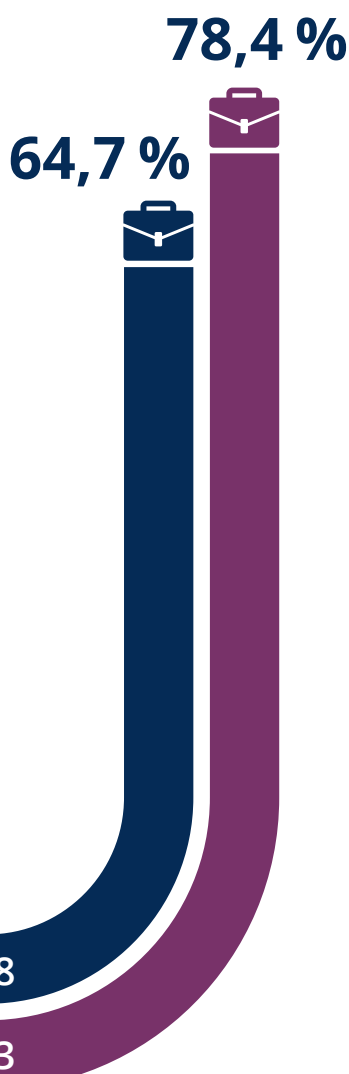
## Taux d'activité des 15-64 ans, régions administratives et ensemble du Québec



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.



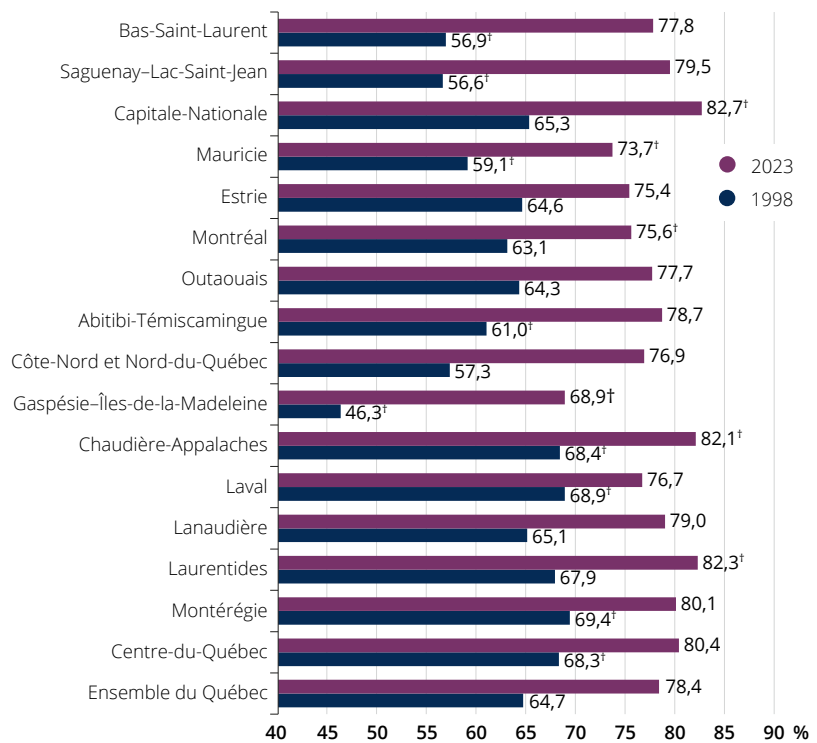
## Taux d'emploi au Québec



Le **taux d'emploi** a lui aussi progressé au Québec ; il est passé de **64,7 % à 78,4 %** entre 1998 et 2023. Il a aussi augmenté dans toutes les régions, en particulier dans les régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean (+ 22,9 points), de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 22,6 points), du Bas-Saint-Laurent (+ 20,9 points) ainsi que de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (+ 19,6 points).

Les variations importantes des taux d'activité et d'emploi observées dans ces régions s'expliquent en partie par une décroissance de la population âgée de 15 à 64 ans, qui survient de pair avec une absence de baisse significative de la population active et de l'emploi.

## Taux d'emploi des 15-64 ans, régions administratives et ensemble du Québec, 1998 et 2023

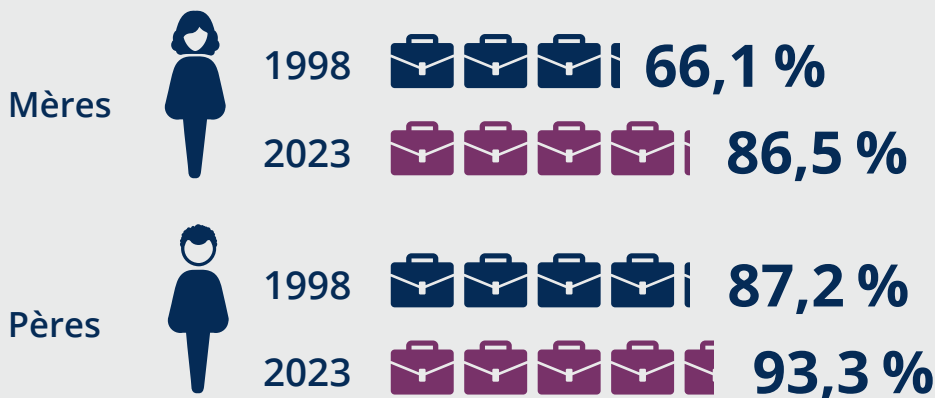


Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.

# Une augmentation notable du taux d'emploi chez les mères

Au Québec, en 1998, les mères affichaient un taux d'emploi d'environ 66 %, comparativement à environ 87 % pour les pères. Un écart d'environ 20 points séparait les deux groupes. Vingt-cinq ans plus tard, cet écart était de moins de sept points (87 % c. 93 %).

## Taux d'emploi des mères et des pères de 25 à 54 ans ayant au moins un enfant de moins de 25 ans



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

# Plus de travailleurs et de travailleuses détenant un diplôme universitaire

À la faveur d'une plus grande scolarisation de la population en général, la part des personnes en emploi détenant un niveau d'études universitaires (baccalauréat et plus) est passée de 19,2 % à 31,3 % en 25 ans. Cette croissance s'inscrit dans la foulée de l'augmentation d'environ 125 % de la proportion de personnes diplômées universitaires occupant un emploi. Leur nombre s'élevait à environ **1 412 000** en 2023.



19,2 %  
1998

31,3 %  
2023

## De fortes augmentations de la part de l'emploi dans les services, dans la construction et dans les soins de santé

La structure de l'emploi évolue généralement au fil des changements économiques. Ainsi, la part des emplois du secteur des services demeure élevée au Québec comme ailleurs au Canada, ce qui confirme que le marché du travail repose de plus en plus sur les emplois de ce secteur. Au Québec, aujourd'hui, la majorité des emplois sur le marché du travail sont dans le secteur des services.

En outre, au cours des 25 dernières années, la part de l'industrie de la construction dans l'emploi total a augmenté ; elle est passée de 3,8 % à 7,0 % au profit des emplois dans l'industrie de la fabrication. En 1998, on comptait environ 123 000 emplois dans la construction, comparativement à environ 314 000 en 2023.

Enfin, de 1998 à 2023, on a assisté à une croissance du nombre d'emplois dans l'industrie des soins de santé et de l'assistance sociale. Leur nombre est passé de 332 000 à 603 000, et la part de ce secteur dans l'emploi total est passée de 10,2 % à 13,4 %.



### Emplois dans la construction



### Emplois dans les soins de santé et de l'assistance sociale



### **L'Enquête sur les pratiques de formation en emploi**

L'Enquête sur les pratiques de formation en emploi (EPFEQ) permet de faire état de la situation de la formation liée à l'emploi au Québec. De 2011 à 2021, cinq éditions de cette enquête ont été menées par l'ISQ. Sa réalisation sert à étudier les déterminants du développement d'une culture de formation et à mieux cibler les actions favorisant le développement et la reconnaissance des compétences pour les entreprises dont la masse salariale est d'au moins 250 000 \$. Cette enquête permet également de faire état de la situation de la formation chez les entreprises assujetties à la *Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre* (loi sur les compétences), c'est-à-dire celles dont la masse salariale était supérieure à 2 000 000 \$ en 2021.

Voici quelques grands constats tirés principalement de la dernière version réalisée à l'automne 2022 :

- En 2021, 87,7 % des organisations assujetties à la *Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre* (loi sur les compétences), donc celles ayant une masse salariale de plus de 2 000 000 \$, ont respecté leur obligation d'investir au moins 1 % de leur masse salariale dans des activités de formation.
- Chez les organisations assujetties à la Loi, mais n'ayant pas investi au moins 1 % de leur masse salariale en formation, les deux raisons le plus souvent évoquées sont le fait que les sommes engagées dans les activités de formation étaient suffisantes pour répondre à leurs besoins ainsi que l'impossibilité de retirer des membres du personnel de la production pour les mettre en situation de formation. Cette dernière raison a d'ailleurs été évoquée presque deux fois plus en 2021 qu'en 2011, ce qui témoigne sans doute d'un resserrement du marché du travail et d'une plus grande rareté de main-d'œuvre.
- Pour l'ensemble des organisations du Québec dont la masse salariale était supérieure à 250 000 \$ en 2021 (donc assujetties à la loi sur les compétences ou non), un peu plus de la moitié (52,4 %) ont investi dans des activités de formation structurée, c'est-à-dire des activités d'apprentissage organisées visant à soutenir le développement des compétences. Cette proportion était de 63 % en 2011. En revanche, le pourcentage moyen de la masse salariale investie est passé de 1,5 % en 2011 à 2,1 % en 2021.
- La quasi-totalité des organisations répondantes (97,0 %) motivent leur investissement en formation par l'amélioration des compétences du personnel. Dans un même ordre d'idée, l'accroissement de la motivation ou de l'autonomie du personnel est une autre des principales raisons qui justifient leur investissement. D'ailleurs, on observe une forte augmentation de la motivation et de l'autonomie du personnel depuis 2011.
- Enfin, on observe des différences dans la proportion d'organisations ayant offert ou financé de la formation structurée selon certaines caractéristiques : les petites organisations sont moins portées à offrir ou à financer de la formation structurée que les plus grandes, et les organisations privées sont moins portées à le faire que les organisations publiques.

Répartition des organisations de 250 000 \$ ou plus de masse salariale ayant offert ou financé de la formation structurée selon certaines caractéristiques de l'entreprise, Québec, 2011 et 2021

	2011	2021
	Proportion (%)	
<b>Ensemble du Québec</b>	<b>63,0</b>	<b>52,4</b>
<b>Taille de l'entreprise</b>		
Petite (1 à 19 employé[e]s)	47,4	40,9
Moyenne (20 à 99 employé[e]s)	71,4	64,3
Grande (100 employé[e]s et plus)	97,6	88,0
<b>Secteur</b>		
Privé	61,9	51,8
Public	81,4	81,5



# 12

## Le revenu, les avoirs et les inégalités

Entre 1999 et 2023, la rémunération des Québécois et Québécoises a augmenté, de même que le PIB réel par habitant. Si les prix à la consommation ont augmenté de 64,3 %, les salaires et traitements moyens ont pour leur part augmenté de 98,3 %, ce qui correspond à une croissance réelle positive de la rémunération de 20,7 %.

On a également pu observer une croissance de la rémunération horaire moyenne ainsi que de la rémunération hebdomadaire moyenne, une hausse du revenu disponible par habitant et un enrichissement des ménages. En outre, la croissance du revenu disponible par habitant a été légèrement plus importante au Québec qu'au Canada.

La valeur du patrimoine des unités familiales a crû considérablement depuis 25 ans, en particulier chez les moins fortunés. Enfin, selon ce qu'indique le revenu des ménages, les inégalités de revenu ont connu une certaine stabilité dans les 25 dernières années.

« L'inégalité, c'est le risque permanent du mépris. »

René Lévesque  
Premier ministre du Québec  
1922-1987

L'ISQ mène des travaux permettant de suivre l'évolution des revenus dans la société québécoise, mais aussi de mesurer les inégalités.

Aux termes de sa loi constitutive, l'ISQ doit aussi informer le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés de l'administration québécoise et des autres salariés québécois. L'ISQ produit ces statistiques à partir d'un échantillon d'entreprises qui emploient au moins 200 personnes dans les différents secteurs du marché du travail, et des municipalités de 25 000 habitants et plus. Ces travaux sont rendus publics par l'entremise de l'*Enquête sur la rémunération globale* (ERG).

L'ERG est unique dans le domaine de la rémunération, tant sur le plan de l'enveloppe de rémunération que sur celui des emplois couverts. C'est l'une des seules enquêtes sur le marché du travail canadien qui compile, en plus des salaires, des données sur les avantages sociaux, les heures de travail, les caractéristiques de la main-d'œuvre (ancienneté, statut de syndicalisation et sexe) et les heures chômées payées. La prise en compte de la rémunération globale offre ainsi un portrait plus complet que la seule comparaison des salaires. L'ISQ assure aussi la production annuelle des comparaisons de la rémunération de la fonction publique avec celle du secteur privé dans l'ERG, et fait le suivi des actifs totaux des ménages.

Enfin, plusieurs de ces données sont disponibles par région ou dans le cadre des différentes vitrines que met l'ISQ à la disposition du public.



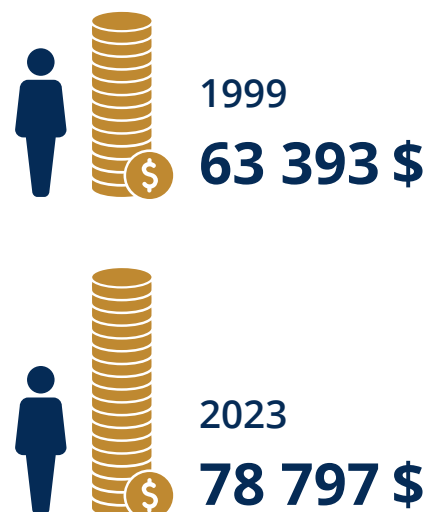
# Une évolution à la hausse de la rémunération

Entre 1999 et 2023, la hausse de la rémunération a été plus forte que celle de l'indice des prix à la consommation (IPC). En effet, les salaires et traitements moyens ont augmenté de 98,3 % pour le personnel salarié du Québec ; ils sont passés de 33 679 \$ à 66 776 \$. La hausse de l'IPC a pour sa part été de 64,3 % sur la période ; il en résulte une croissance réelle positive de la rémunération de 20,7 %.

Si on y ajoute les cotisations sociales de l'employeur, la rémunération totale a augmenté de 104,2 %. En termes réels, c'est-à-dire si on tient compte de l'IPC, la rémunération totale se situait à **63 393 \$** en 1999 et à **78 797 \$** en 2023, ce qui correspond à une croissance de 24,3 %.

## Rémunération totale

(avec cotisations sociales de l'employeur, en dollars constants)



## Évolution de la rémunération nominale et réelle du personnel salarié, Québec

Année	Salaires et traitements		Cotisations sociales de l'employeur		Rémunération totale		Salaires et traitements		Cotisations sociales de l'employeur		Rémunération totale						
	Courants	Constants <sup>1</sup>	Courants	Constants <sup>1</sup>	Courants	Constants <sup>1</sup>	Nominal	Réel <sup>1</sup>	Nominal	Réel <sup>1</sup>	Nominal	Réel <sup>1</sup>					
						\$						%					
1999	33 679	55 327	4 910	8 066	38 589	63 393											
2023	66 776	66 776	12 022	12 022	78 797	78 797	3,2	-1,2	3,0	-1,4	3,2	-1,3					
1999-2023	33 097	11 449	7 112	3 956	40 209	15 405	98,3	20,7	144,9	49,0	104,2	24,3					

1. Obtenu en tenant compte de l'inflation. Dollars constants de 2023.

Sources : Statistique Canada, *Estimations du revenu du travail*, Tableau 36-10-0205-01, dernière mise à jour le 31 mai 2024 ; *Enquête sur la population active*, Tableau 14-10-0068-01, dernière mise à jour le 5 janvier 2024. Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.

En ce qui a trait au **salaire minimum** au Québec, il faut savoir avant tout que depuis 2004, ce taux augmente le 1<sup>er</sup> mai de chaque année, date de la Journée internationale des travailleurs. En 25 ans, le salaire minimum comme la rémunération hebdomadaire moyenne ont connu une augmentation, que ce soit en dollars courants ou en dollars constants.


Le 1<sup>er</sup> mai 2024, le salaire minimum horaire au Québec est passé à **15,75 \$**. En dollars constants, il est passé de 7,38 \$ en 1998 à 10,05 \$ en 2024. Par rapport à 1998, le salaire minimum horaire s'est donc accru d'environ 36 %. En comparaison, la hausse de la rémunération hebdomadaire, toujours en dollars constants, pour les personnes employées au salaire minimum durant la même période n'a augmenté que de 16 %. Cela montre que la durée hebdomadaire de travail des personnes rémunérées au salaire minimum a diminué.

À la même date, en Ontario, le taux a été fixé à 16,55 \$, soit 0,80 \$ de plus. Le 1<sup>er</sup> octobre 2024, il a été haussé à 17,20 \$, ce qui porte aujourd'hui l'écart entre l'Ontario et le Québec à 1,45 \$. Il y a 25 ans, cet écart était de 0,05 \$. Il convient de souligner que l'Ontario a considérablement augmenté son taux horaire minimum en 2018, pour le faire passer à 14,00 \$.

## Personnes rémunérées au salaire minimum au Québec



## Salaire minimum au Québec

	1998	2024
 Dollars courants	6,80 \$	15,75 \$
Dollars constants*	7,38 \$	10,05 \$

## Rémunération hebdomadaire moyenne de l'emploi au salaire minimum

	1998	2024
 Dollars courants	168,01 \$	324,61 \$
Dollars constants*	182,42 \$	211,33 \$

\* Moyenne basée sur l'indice des prix à la consommation (IPC) de mars 2024.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.

En 2023, la majorité des personnes au salaire minimum étaient des femmes (55 %) et des jeunes (57 %). Ces chiffres ont très peu évolué en 25 ans (59 % c. 55 %). Par ailleurs, on observait également en 2023 qu'environ 44 % des personnes rémunérées au salaire minimum étaient aux études, une proportion plus élevée que celle observée 25 ans plus tôt (29 %).

# La rémunération globale au Québec par profession dans les grandes entreprises et organisations

L'Enquête sur la rémunération globale au Québec – Collecte 2023 permet de récolter des données sur la rémunération des personnes employées dans les grandes entreprises et organisations du Québec, plus particulièrement sur les salaires, les échelles salariales et les heures normales de travail, selon les groupes intermédiaires et les groupes de base de la Classification nationale des professions.

Dans l'ensemble des entreprises québécoises employant 200 personnes et plus et des municipalités de 25 000 habitants et plus, le salaire annuel moyen en 2023 était de 74 118 \$. Il faut noter que le salaire varie en fonction du niveau de compétence. Plus ce dernier est élevé, plus le salaire est haut.

## Les employés de l'administration québécoise ont une rémunération globale et un salaire inférieurs à ceux des autres salariés québécois

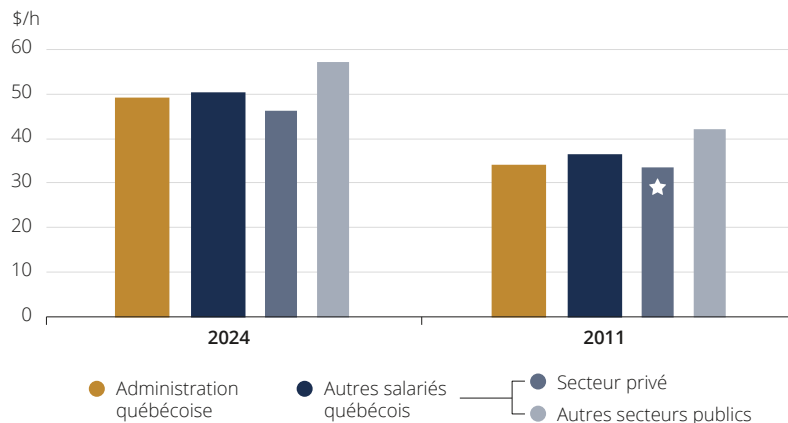
L'ISQ a notamment pour mandat d'effectuer la comparaison de la rémunération globale des employés de l'administration québécoise avec celle des autres salariés québécois afin de rendre possibles les comparaisons entre les secteurs public et privé en appui aux négociations collectives dans le secteur public. Ainsi, le rapport *Rémunération des salariés – État et évolution comparés 2024* montre que durant les décennies 2000 et 2010, le salaire moyen des employés de l'État, qui représentent un peu plus de 10 % des employés au Québec, a augmenté, en termes réels, c'est-à-dire en tenant compte de l'IPC, de 9 %.

Entre 2011 et 2024, les écarts salariaux sont demeurés stables entre les salariés de l'administration québécoise et les employés du secteur privé et des autres secteurs publics (sociétés d'État, universités, municipalités et administration fédérale au Québec).

En 2024, à la conclusion des négociations des conventions collectives, le salaire moyen des salariés de l'administration québécoise s'établissait à **60 909 \$** ce qui était inférieur de 11,4 % au salaire des autres salariés québécois travaillant dans les entreprises de 200 employés et plus. Les salaires des employés de l'administration québécoise étaient aussi moins élevés que ceux des employés du secteur privé et des autres secteurs publics de l'ordre de 8,0 % et de 16,6 % respectivement.

Si l'on tient aussi compte des régimes de retraite, des assurances collectives, des congés et de la semaine normale de travail, c'est-à-dire l'horaire de base sans les heures supplémentaires, les salariés de l'administration québécoise recevaient en 2024 une rémunération globale par heure travaillée de 49,14 \$. Cette rémunération était inférieure de 2,1 % à celle de l'ensemble des autres salariés québécois, et de 16,2 % à celle des salariés des autres secteurs publics. Elle était toutefois supérieure de 5,8 % à celle des salariés du secteur privé.

### Évolution de la rémunération globale par heure travaillée des salariés de l'administration québécoise et des autres salariés québécois, dont ceux du privé et des autres secteurs publics



☆ Situation de parité (pas de différence statistiquement significative avec l'administration québécoise).

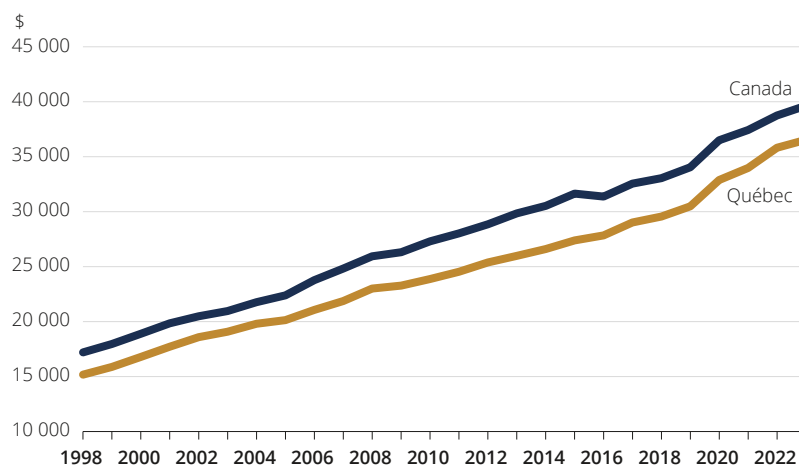
Source : Institut de la statistique du Québec.

# Une croissance du revenu disponible par habitant légèrement plus importante au Québec que dans le Canada

Le revenu disponible est un agrégat du Système de comptabilité nationale et il correspond au montant qui reste à la disposition des particuliers pour la consommation finale de biens et de services ainsi que pour l'épargne volontaire. Statistique Canada est responsable des estimations annuelles provinciales, territoriales et canadiennes sur le revenu disponible. À partir des estimations pour le Québec réalisées par l'agence fédérale, l'Institut de la statistique du Québec produit des estimations à l'échelle des 17 régions administratives et des 104 MRC de la province.

Au Québec, le revenu disponible par habitant a **augmenté** annuellement en moyenne et en dollars courants de **3,6 %** entre 1998 et 2023 pour se fixer à **36 531 \$**. Au Canada, le rythme de croissance a été un peu plus faible durant cette période, soit de **3,4 %**. En termes réels, c'est-à-dire si on exclut les variations de prix, le taux de croissance annuel moyen s'établit à **1,9 %** au Québec comparativement à **1,6 %** au Canada.

## Évolution du revenu disponible par habitant, en dollars courants, Québec et Canada



Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux (série de novembre 2024)* et *Estimations démographiques*. Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec

### Croissance annuelle moyenne du revenu disponible par habitant



Québec  
**3,6 %**

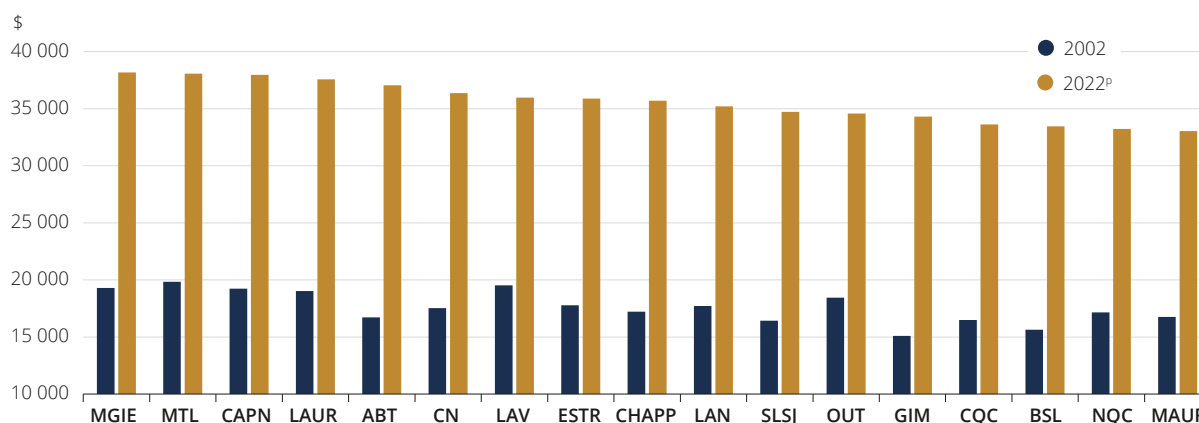
Canada  
**3,4 %**

La progression du revenu disponible au Québec au cours des 25 dernières années est attribuable à la hausse plus importante de la rémunération des salariés – principale composante du revenu disponible – et des transferts reçus des différents ordres de gouvernement.

Sur le plan régional, la croissance du revenu disponible par habitant, exprimée en dollars courants, a été relativement soutenue entre 2002 et 2022 dans les 17 régions administratives. La région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est celle qui a connu la plus forte progression ; le revenu disponible par habitant s'y est accru à un rythme annuel moyen de plus de 4 % au cours de cette période, pour s'établir à 34 300 \$ en 2022. Grâce à cette forte progression, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine n'affiche plus, comme c'était le cas en 2002, le revenu disponible par habitant le plus faible de toutes les régions du Québec.

C'est la Montérégie (38 172 \$) qui présente le revenu disponible le plus élevé de toutes les régions en 2022. Un écart d'un peu plus d'une centaine de dollars seulement la sépare de Montréal et de la Capitale-Nationale.

### Revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives du Québec



Note : Selon la série sur le revenu disponible par région administrative publiée par l'Institut de la statistique du Québec en avril 2024.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; ministère de l'Enseignement supérieur ; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crûs ; Retraite Québec ; Revenu Québec ; Services aux Autochtones Canada ; Société de l'assurance automobile du Québec ; Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

# Des inégalités de revenus plutôt stables

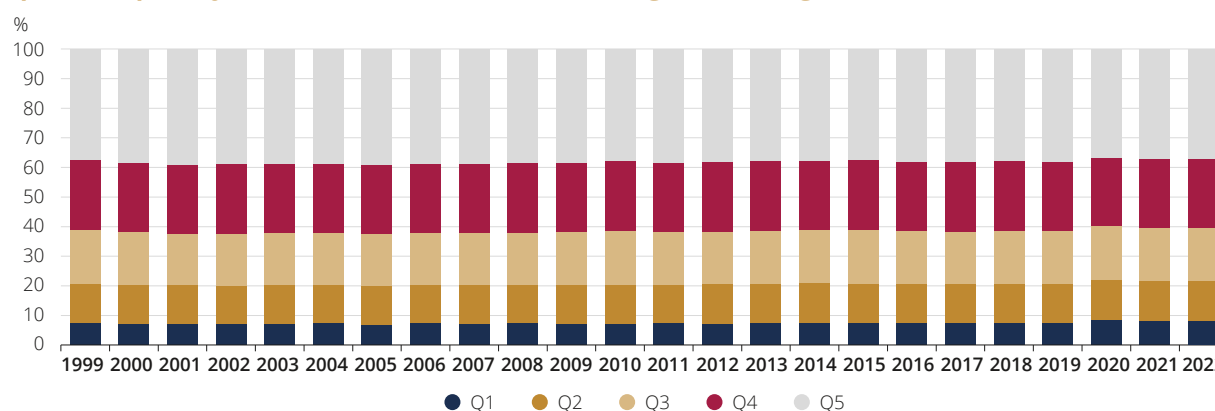
On observe une certaine **stabilité** en ce qui a trait aux inégalités de revenus.

Les inégalités de revenus peuvent se mesurer de différentes façons, notamment à partir des quintiles de revenu et du coefficient de Gini ; ces deux mesures sont appuyées sur la distribution des revenus.

Les quintiles de revenu divisent les ménages en cinq groupes de poids démographique équivalent en fonction de leur position dans la distribution des revenus, du quintile inférieur, qui représente le 20 % des ménages ayant les revenus les plus faibles, au quintile supérieur, qui représente le 20 % des ménages ayant les revenus les plus élevés. Les résultats présentés font état de la répartition du total du revenu ajusté après impôt des ménages dans les différents quintiles de revenu.

Ainsi, en 2022, les ménages faisant partie du quintile inférieur totalisaient 8,1% du total du revenu des ménages au Québec, tandis que ceux appartenant au quintile supérieur en totalisaient 37,1%. Si la part des revenus des ménages du quintile inférieur est restée relativement stable entre 1999 et 2019, celle-ci a augmenté en 2020 en raison des mesures de soutien au revenu mises en place par les gouvernements durant la pandémie. La part des revenus du quintile supérieur n'a de son côté pas varié significativement sur l'ensemble de la période.

## Répartition du revenu de l'ensemble des ménages selon le quintile de revenu après impôt ajusté selon la taille du ménage<sup>1</sup>, ménages, Québec



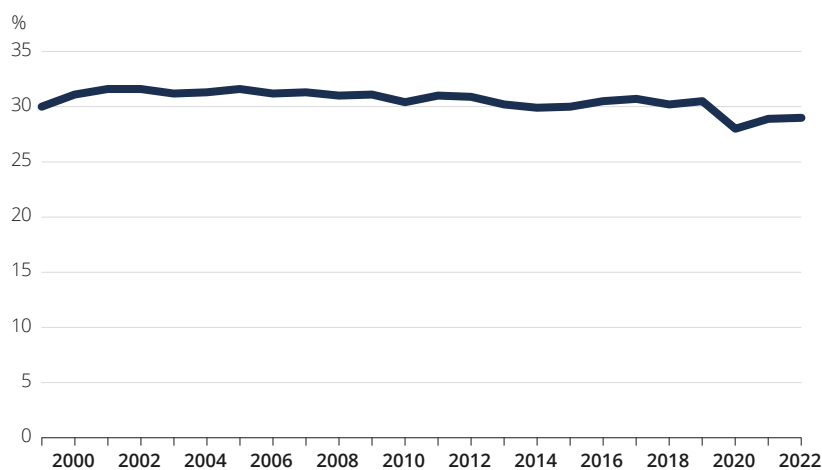
1. Le revenu ajusté est obtenu en divisant le revenu du ménage par un facteur d'équivalence correspondant à la racine carrée de la taille du ménage, c'est-à-dire du nombre de personnes le composant. Cet ajustement permet de tenir compte des économies d'échelle dans la consommation. Il reflète le fait que les besoins d'un ménage augmentent avec sa taille, mais à un rythme moins rapide que l'augmentation du nombre de membres le composant. À noter que pour les particuliers, le même revenu est attribué à tous les membres d'un même ménage. Cette attribution repose sur l'hypothèse d'une mise en commun des revenus au sein du ménage.

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les finances des consommateurs* (1996-1997), *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu* (1996-2011, données révisées entre 2006 et 2011 pour faciliter les comparaisons avec la période débutant en 2012) et *Enquête canadienne sur le revenu* (2012-2022), fichiers maîtres. Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.

Le coefficient de Gini permet également de mettre en lumière les inégalités dans la distribution des revenus. Ce coefficient fait référence à un nombre variant de 0 à 100, où 0 représente l'égalité parfaite (revenu identique pour tous les ménages) et 100, l'inégalité parfaite (la totalité du revenu du groupe détenu par un seul ménage).

Entre 1999 et 2022, le coefficient de Gini des ménages a peu varié au fil des ans, et est demeuré autour de 29 à 31%. Cela indique que les inégalités de revenus après impôt des ménages ont peu varié.

### Coefficient de Gini, revenu après impôt ajusté selon la taille du ménage<sup>1</sup>, ménages, Québec



1. Le revenu ajusté est obtenu en divisant le revenu du ménage par un facteur d'équivalence correspondant à la racine carrée de la taille du ménage, c'est-à-dire du nombre de personnes le composant. Cet ajustement permet de tenir compte des économies d'échelle dans la consommation. Il reflète le fait que les besoins d'un ménage augmentent avec sa taille, mais à un rythme moins rapide que l'augmentation du nombre de membres le composant. À noter que pour les particuliers, le même revenu est attribué à tous les membres d'un même ménage. Cette attribution repose sur l'hypothèse d'une mise en commun des revenus au sein du ménage.

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu* (1996-2011, données révisées entre 2006 et 2011 pour faciliter les comparaisons avec la période débutant en 2012) et *Enquête canadienne sur le revenu* (2012-2022), fichiers maîtres. Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.



# Des unités familiales qui se sont enrichies

Enfin, il est important de mentionner ici l'avoir net des unités familiales, calculé en soustrayant la totalité de leurs dettes de la totalité de leurs avoirs, pour avoir un portrait complet de la situation des ménages.

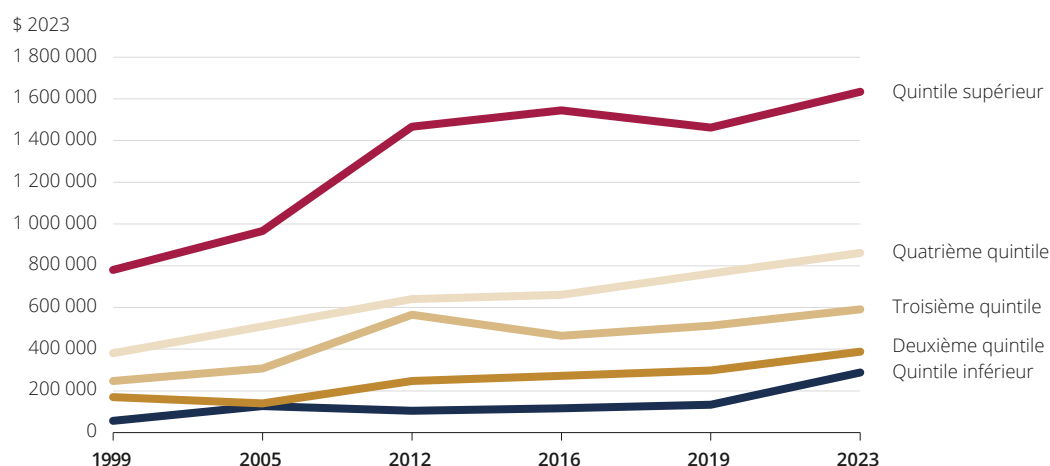
Ainsi, par exemple, en 2023, la valeur moyenne de l'avoir net des unités familiales faisant partie du quintile inférieur de revenu après impôt était de 288 700 \$, comparativement à 1 633 200 \$ pour les unités familiales composant le quintile supérieur. En 1999, et en dollars constants de 2023, la valeur moyenne de l'avoir net était de 56 700 \$ pour le quintile inférieur et de 780 000 \$ pour le quintile supérieur, des augmentations de **409 %** pour le quintile inférieur et de **109 %** pour le quintile supérieur.



Valeur moyenne de l'avoir net des unités familiales

1999	2023
Quintile supérieur <b>780 000 \$</b>	Quintile supérieur <b>1 633 200 \$</b>
Quintile inférieur <b>56 700 \$</b>	Quintile inférieur <b>288 700 \$</b>

## Avoir net<sup>1</sup> moyen des unités familiales, selon le quintile de revenu après impôt, Québec



1. L'avoir net d'une unité familiale correspond à la valeur de l'ensemble de ses avoirs, moins celle de l'ensemble de ses dettes.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la sécurité financière*, fichiers maîtres. Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.



# 13

## L'environnement

Depuis le début des années 2000, l'environnement constitue une préoccupation croissante de la population et des gouvernements qui se sont succédé au Québec.

L'incidence des activités humaines sur l'environnement s'est intensifiée au cours des dernières décennies et avec elle, la nécessité de recueillir des données sur leurs répercussions et sur l'état de l'environnement. Dans la foulée du rapport Bruntland de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement durable de Rio de Janeiro, le Québec a notamment adopté la *Loi sur le Développement durable* en 2006. L'ISQ a élaboré plusieurs publications sur l'environnement et le développement durable depuis.

Parmi les statistiques étudiées, on peut souligner l'augmentation de la proportion du territoire en aires protégées dans le nord du Québec, mais également une augmentation des surfaces artificielles dans le Québec méridional. De plus, la part de l'énergie renouvelable dans la consommation d'énergie a augmenté.

Par ailleurs, certains indicateurs montrent une amélioration de la qualité de l'air et de l'eau, ainsi qu'une diminution de la quantité d'eau potable distribuée par personne dans les réseaux municipaux.

«  
Aujourd'hui, il faut savoir que non seulement  
notre lieu d'habitation est menacé, mais l'espèce  
humaine elle-même est en danger. »

Hubert Reeves  
Astrophysicien franco-qubécois  
1932-2023

Au chapitre de l'environnement, l'ISQ collabore avec plusieurs partenaires gouvernementaux, dont le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie. L'Institut exploite les données de ses partenaires et les traduit en indicateurs liés au territoire et à l'environnement. Il développe des comptes de l'environnement et des statistiques inédites, notamment sur l'empreinte carbone et la productivité des matières.

À titre d'exemples, les indicateurs environnementaux alimentent la vitrine statistique sur le développement durable, le Tableau de bord pour la mesure de l'économie verte et les travaux sur les indicateurs de progrès.

La nécessité de développer des statistiques en environnement se fait sentir de plus en plus depuis 25 ans, notamment en raison des enjeux liés aux changements climatiques et à la transition vers une économie verte.

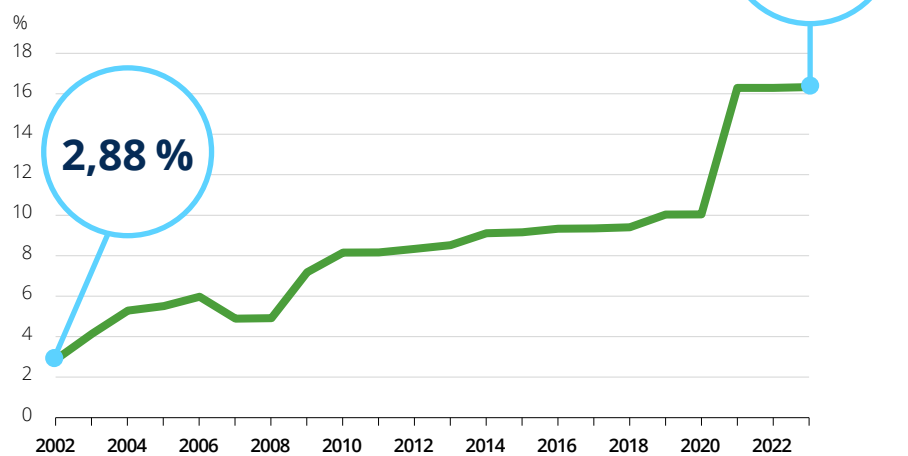
# Une augmentation importante de la proportion du territoire en aires protégées

Au 31 mars 2023, la proportion d'aires protégées au Québec était de **16,33 %**, c'est-à-dire 272 337 km<sup>2</sup>. En 2002, seulement **2,88 %** du territoire était protégé.



La majorité des superficies en aires protégées se situent aujourd'hui dans les régions naturelles nordiques du Québec, comme les Collines de la Grande Rivière (48 055 km<sup>2</sup>), la Péninsule d'Ungava (39 925 km<sup>2</sup>) et le Plateau central du Nord-du-Québec (28 771 km<sup>2</sup>). Plus au sud, les aires protégées contribuent également à protéger une superficie importante du territoire dans les Laurentides centrales (27 181 km<sup>2</sup>) et dans les Hautes-Terres de Mistassini (22 375 km<sup>2</sup>).

Proportion du territoire en aires protégées, Québec, 2002-2023



Source : Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.

# Augmentation marquée des surfaces artificielles

Surfaces artificielles : milieux fortement modifiés par l'activité humaine en raison des aménagements, telles que les zones habitées et industrielles, les routes ainsi que les mines. Les surfaces artificielles peuvent être végétalisées.

Sur une période d'un peu plus de 10 ans, des années 1990 aux années 2000, les surfaces artificielles ont augmenté de 571 km<sup>2</sup> (+ 8,8 %) dans le Québec méridional (ensemble des 17 régions administratives); elles sont passées de 6 471 à 7 042 km<sup>2</sup>. La majorité de ces surfaces ont été créées au détriment des surfaces naturelles que sont les forêts (- 354 km<sup>2</sup>) et les milieux humides (- 59 km<sup>2</sup>). On estime qu'environ 43 km<sup>2</sup> ont été artificialisés par année en moyenne dans le Québec méridional.

Toutes les régions ont connu une augmentation significative de leurs surfaces artificielles. En termes de superficies, celles-ci ont particulièrement progressé en Montérégie (+ 92 km<sup>2</sup>), dans les Laurentides (+ 59 km<sup>2</sup>) et en Estrie (+ 55 km<sup>2</sup>).

Toutefois, c'est dans les régions de Laval et de Lanaudière que ces surfaces ont, en proportion, le plus progressé (+ 17,8 % et + 14,1 %) au cours de la période d'étude, qui s'est échelonnée sur 13 ans pour ces deux régions.

## Superficie des surfaces artificielles

1990 à 2000

6 471 km<sup>2</sup>

2000 à 2010

7 042 km<sup>2</sup>

Note : Superficies mesurées notamment à partir des inventaires écoforestiers du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, dont la collecte de données s'échelonne sur plusieurs années.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des cartes et des données écoforestières du ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF), juillet 2023. MRNF, Système sur les découpages administratifs (SDA), janvier 2022.

### Les comptes des terres

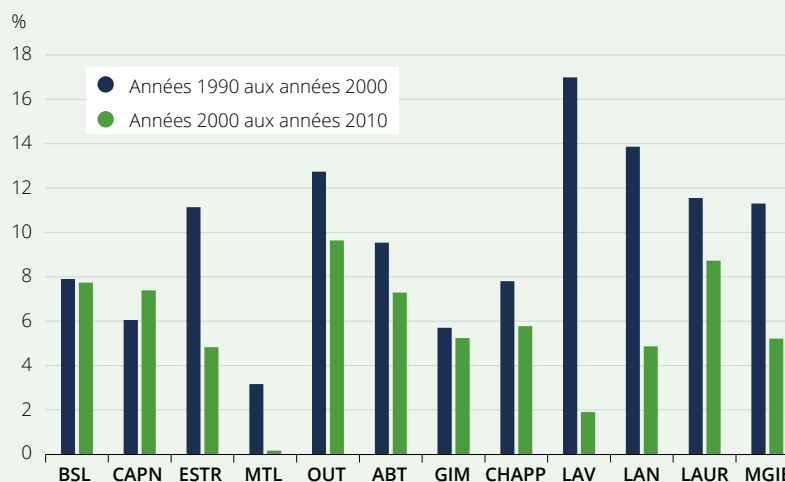
Les comptes des terres du Québec méridional comptabilisent les superficies de couverture terrestre du Québec au sud du 52<sup>e</sup> parallèle selon leur classification : surface artificielle, terre agricole, milieu humide, forêt, ou plan ou cours d'eau intérieure. Ces comptes permettent de quantifier l'évolution de ces surfaces entre les décennies 1990, 2000 et 2010, en km<sup>2</sup>.

Il faut compter plusieurs années pour recueillir les données des différentes régions, raison pour laquelle l'analyse est réalisée sur la base de périodes d'études d'environ 10 ans (les années exactes peuvent différer selon les régions). Pour la période comptabilisant les changements entre les années 1990 et les années 2000, tout le Québec méridional est inclus dans le territoire d'étude. Pour la période allant des années 2000 aux années 2010, les résultats de 12 régions administratives sont disponibles (voir graphique à la page 6).

Selon les données de 1990 à 2018, disponibles pour 12 régions, on a enregistré une augmentation de 16 % des surfaces artificielles au Québec (+ 782,7 km<sup>2</sup>).

À titre comparatif, la région administrative de Montréal couvre 625 km<sup>2</sup>, et l'île de Montréal couvre 468,6 km<sup>2</sup>. Sur une base annuelle, cela représente environ 32 km<sup>2</sup> d'augmentation par année. La croissance des surfaces artificielles était toutefois plus élevée entre les années 1990 et les années 2000 qu'entre les années 2000 et les années 2010.

### Taux d'augmentation des surfaces artificielles, entre les années 1990 et les années 2000 et entre les années 2000 et les années 2010



Notes : Les résultats tiennent compte de la réévaluation et pourraient différer légèrement d'autres publications portant sur les comptes des terres. Les territoires des régions administratives suivantes sont partiellement couverts : Capitale-Nationale (84,6 % du territoire), Abitibi-Témiscamingue (94,3 %), Lanaudière (96,4 %) et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (56,5 %). Les résultats des Îles-de-la-Madeleine et des plans d'eau environnants sont exclus. Pour plus de détails, voir la carte interactive : [statistique.quebec.ca/cartovista/comptes\\_terres/index.html](https://statistique.quebec.ca/cartovista/comptes_terres/index.html)

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des cartes et des données écoforestières du ministère des Ressources naturelles et des Forêts [MRNF], juillet 2023. MRNF, Système sur les découpages administratifs (SDA), janvier 2022.

Des années 1990 aux années 2010<sup>1</sup>, ce sont dans les régions des Laurentides et de la Montérégie que l'on a observé les augmentations les plus élevées de superficies artificielles au Québec (respectivement + 109 km<sup>2</sup> et + 136 km<sup>2</sup>). A contrario, c'est à Montréal, en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et à Laval que la croissance des surfaces artificielles a été la moins grande, variant de + 15 km<sup>2</sup> à + 24 km<sup>2</sup>. Dans les autres régions, les augmentations ont varié entre + 51 km<sup>2</sup> et + 81 km<sup>2</sup>. Les surfaces artificielles ont donc augmenté partout.

Les raisons pouvant expliquer la croissance des surfaces artificielles sont nombreuses. Par exemple, l'étalement urbain pour le logement, l'activité économique, l'exploitation de mines et l'expansion du réseau routier peuvent en faire partie.

Partout sauf en Montérégie (seule région administrative du Québec dont la majorité des superficies sont des terres agricoles), l'accroissement des surfaces artificielles s'est fait principalement au détriment des forêts et des milieux humides. Le reste de la croissance des surfaces artificielles s'est réalisé au détriment des terres agricoles. C'est en Montérégie, à Laval, dans Lanaudière et en Estrie que l'on retrouve les plus grands taux d'accroissement des surfaces artificielles au détriment des terres agricoles.

1. Résultats disponibles pour 12 régions.

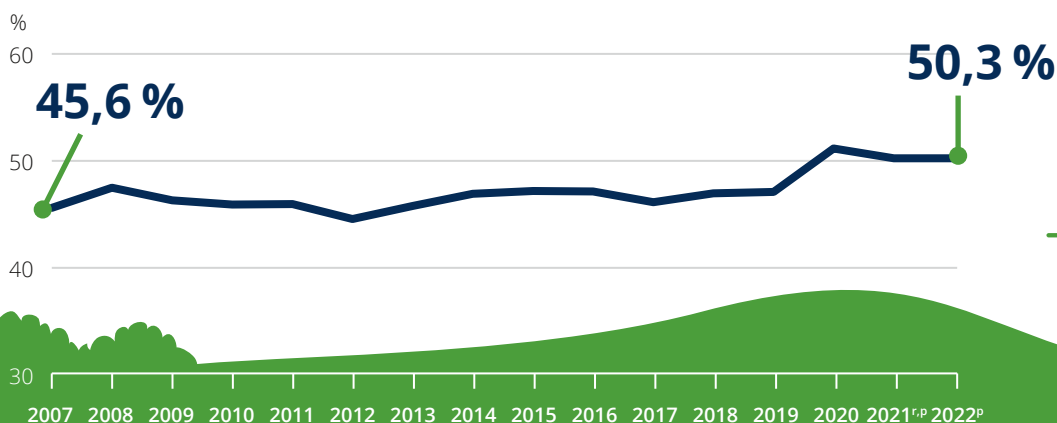
# Augmentation de la part de l'énergie renouvelable dans la consommation d'énergie

Les sources d'énergie renouvelables consommées au Québec comprennent l'hydroélectricité, la biomasse, l'énergie éolienne et l'énergie solaire ; la consommation d'énergie nucléaire est nulle depuis 2013. De 2007 à 2022, la part de l'énergie renouvelable dans l'énergie consommée au Québec a augmenté ; elle est passée de 45,6 % à 50,3 %, soit un taux de croissance annuel moyen de + 0,7 %. La consommation d'hydroélectricité représente environ 40 % de la consommation finale d'énergie. Durant la même période, la consommation et la part de l'énergie hydroélectrique, éolienne et solaire dans la consommation finale d'énergie ont toutes augmenté de façon significative. La consommation de biomasse, quant à elle, est demeurée stable.

En corollaire, la part des énergies non renouvelables a globalement diminué de façon significative de 2007 à 2022. La consommation de pétrole, deuxième source d'énergie en importance au Québec dans la demande finale, a diminué en moyenne de 0,8 % par année de 2007 à 2022. Toutefois, la part du gaz naturel dans la consommation finale a augmenté; sa consommation a crû d'environ + 0,6 % par an en moyenne.



## Part de l'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie, Québec, 2007-2022



r Donnée révisée  
p Donnée provisoire

Sources : Statistique Canada, Hydro-Québec et ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.



# Une amélioration de la qualité de l'air

Nombre de jours de dépassement du seuil de concentration de particules fines dans l'air



254 jours



2009

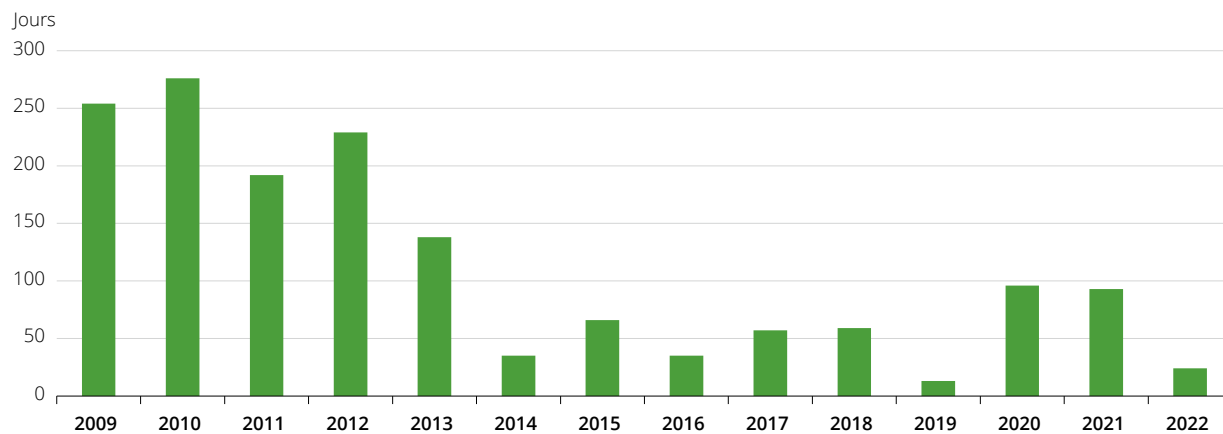
24 jours



2022

Le nombre de jours de dépassement du seuil de concentration de particules fines dans l'air au Québec a **diminué** de façon importante entre 2009 et 2022. On a observé 24 jours de dépassement au Québec en 2022, ce qui indique en moyenne une meilleure qualité de l'air comparativement aux années précédentes. Cette diminution de la concentration de particules fines dans l'air indique une amélioration claire de la qualité de l'air au Québec.

## Nombre de jours de dépassement du seuil international pour la concentration de particules fines dans l'air<sup>1,2,3</sup> Québec, 2009-2022



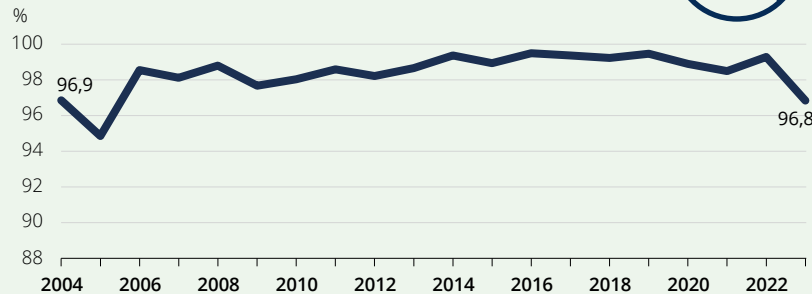
1. Selon les lignes directrices de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) de 2005, le seuil quotidien est de 25 µg/m<sup>3</sup> sur 24h (pas plus de 3 jours par année, consécutifs ou non). En septembre 2021, l'OMS a publié de nouvelles lignes directrices plus strictes.
2. L'indicateur couvre les stations permanentes depuis 2009.
3. Le nombre de jours de dépassement est sommé pour chacune des stations prises en compte. La statistique peut donc théoriquement être beaucoup plus grande que 365. L'indicateur a une valeur plus élevée si un dépassement du seuil quotidien survient à plusieurs endroits le même jour (jusqu'à environ 16 000 jours-station par année pour l'ensemble des stations).

Sources : Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP), *Réseau de surveillance de la qualité de l'air du Québec*. Environnement et Changement climatique Canada, *Programme de surveillance nationale de la pollution atmosphérique*.

Compilation : MELCCFP et Institut de la statistique du Québec.

## En revanche, le pourcentage annuel de jours sans smog a peu varié.

### Pourcentage annuel de jours sans smog, Québec, 2004-2023



Source : Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.

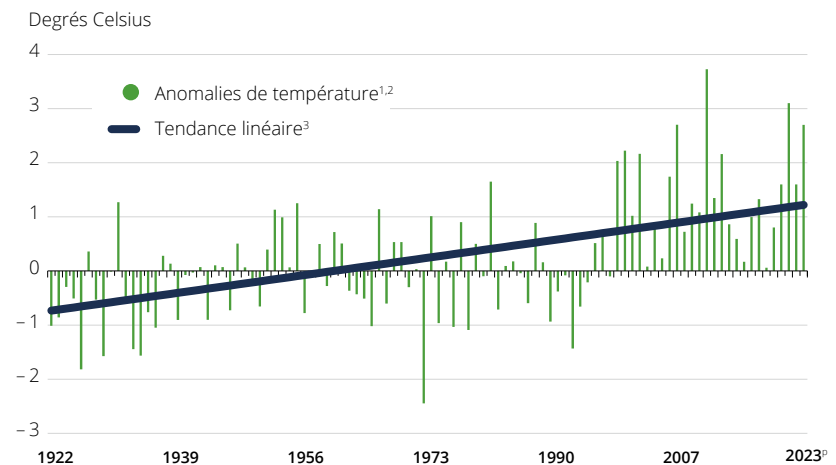
Il ne s'agit pas ici d'une tendance, mais bien d'une situation due notamment à la présence ou à l'absence de conditions météorologiques favorables à la dispersion des contaminants dans l'atmosphère.

De manière générale, la proportion de jours sans smog augmente à mesure que l'on s'éloigne des régions de Montréal et de la Capitale-Nationale.

De plus en plus, les températures moyennes au Québec sont à la hausse, tant au nord qu'au sud de la province<sup>2</sup>. Les anomalies de température annuelle moyenne ont augmenté de 1,6 degré Celsius au cours des 100 dernières années<sup>3</sup>. En 2023, l'anomalie de température par rapport à la normale du 20<sup>e</sup> siècle était de 2,7 °C.

En effet, les anomalies de température sont restées positives chaque année depuis 1998, ce qui signifie que les températures sont en moyenne plus élevées que la normale du 20<sup>e</sup> siècle depuis 26 ans. À titre comparatif, la plus longue période d'années consécutives d'anomalies positives observée auparavant avait duré cinq ans.

### Anomalies de température par rapport à la normale au 20<sup>e</sup> siècle, Québec, 1922-2023



p Les données de l'année 2023 sont provisoires.

1. L'écart de température est calculé par rapport à la normale du 20<sup>e</sup> siècle, soit de 1901 à 2000.

2. L'indicateur est inspiré du tableau Global Land and Ocean, January-December Temperature Anomalies. State of the Climate: Global Climate Report for Annual 2021, NOAA National Centers for Environmental Information [[www.ncdc.noaa.gov/sotc/global/202113](http://www.ncdc.noaa.gov/sotc/global/202113)].

3. La tendance linéaire est basée sur la régression de Theil-Sen.

Source : Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP), Réseau de surveillance de la qualité de l'air du Québec. Compilation : MELCCFP, Direction de la qualité de l'air et du climat. Régression linéaire : Institut de la statistique du Québec.

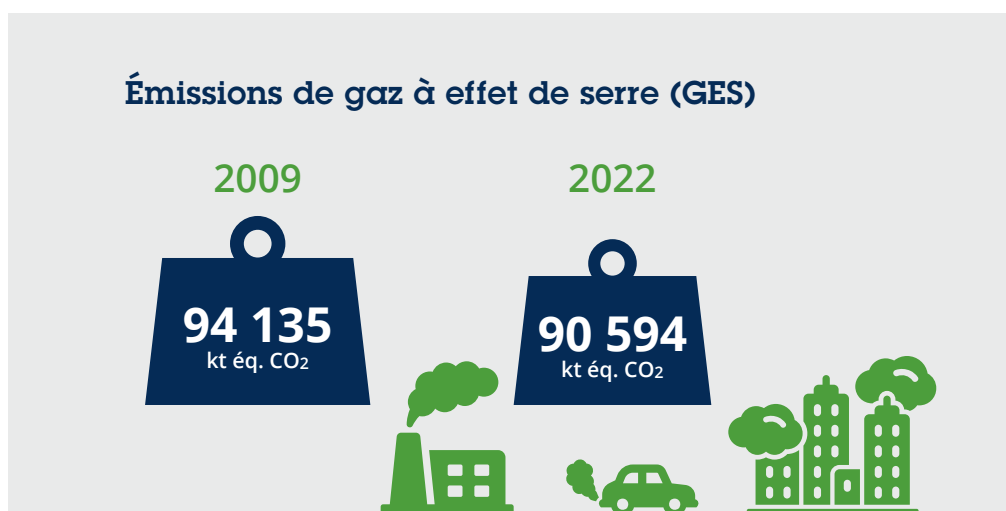
2 Ouranos. *Température-Changements observés*. [En ligne]. [[www.ouranos.ca/fr/phenomenes-climatiques/temperatures-changements-observees](http://www.ouranos.ca/fr/phenomenes-climatiques/temperatures-changements-observees)].

3. Selon la tendance linéaire basée sur la régression de Theil-Sen.

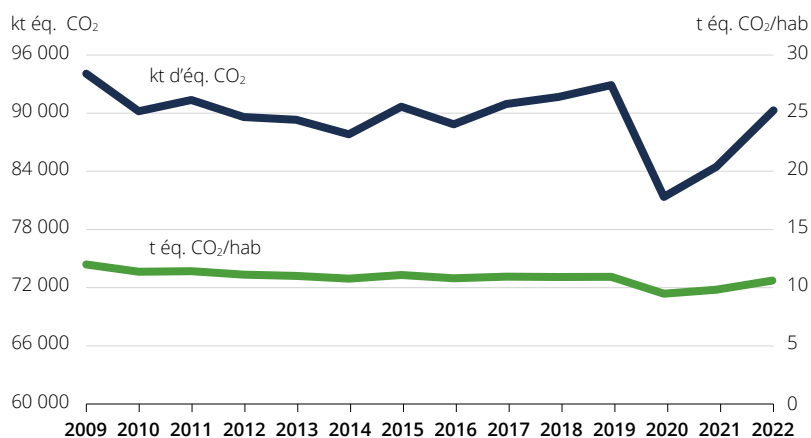
# Les émissions de gaz à effet de serre et l'empreinte carbone du Québec

Les chiffres concernant les émissions de gaz à effet de serre (GES) diffusés par l'ISQ correspondent aux émissions des trois principaux GES générés, soit le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), le méthane (CH<sub>4</sub>) et l'oxyde nitreux (N<sub>2</sub>O). Ces émissions proviennent des activités des industries, des administrations publiques, des institutions et des ménages, et sont compilées selon le Système de comptabilité économique et environnementale. Les émissions de GES sont exprimées en kilotonnes rendues équivalentes au poids du CO<sub>2</sub> selon le potentiel du réchauffement mondial de chaque gaz (kilotonnes en équivalent de CO<sub>2</sub>).

Au Québec, les émissions de gaz à effet de serre ont diminué entre 2009 et 2022 de 3,8 %, alors que la population a augmenté de 10,6 %, ce qui correspond à une baisse de 13,0 % par habitant. Les GES émis directement par les ménages ont baissé de 12,6 % tandis que les émissions des industries ont diminué de 0,3 % pour cette période.



## Émissions de gaz à effet de serre (GES)<sup>1,2</sup>, Québec, et émissions par habitant, Québec, 2009-2022



1. Statistiques compilées conformément au Système de comptabilité économique et environnemental des Nations unies.
2. Les gaz à effet de serre comptabilisés dans l'indicateur sont le CO<sub>2</sub>, le CH<sub>4</sub> et le N<sub>2</sub>O. Les émissions dues à la production à l'étranger de biens consommés au Québec ou au Canada sont exclues.

Note : Données révisées

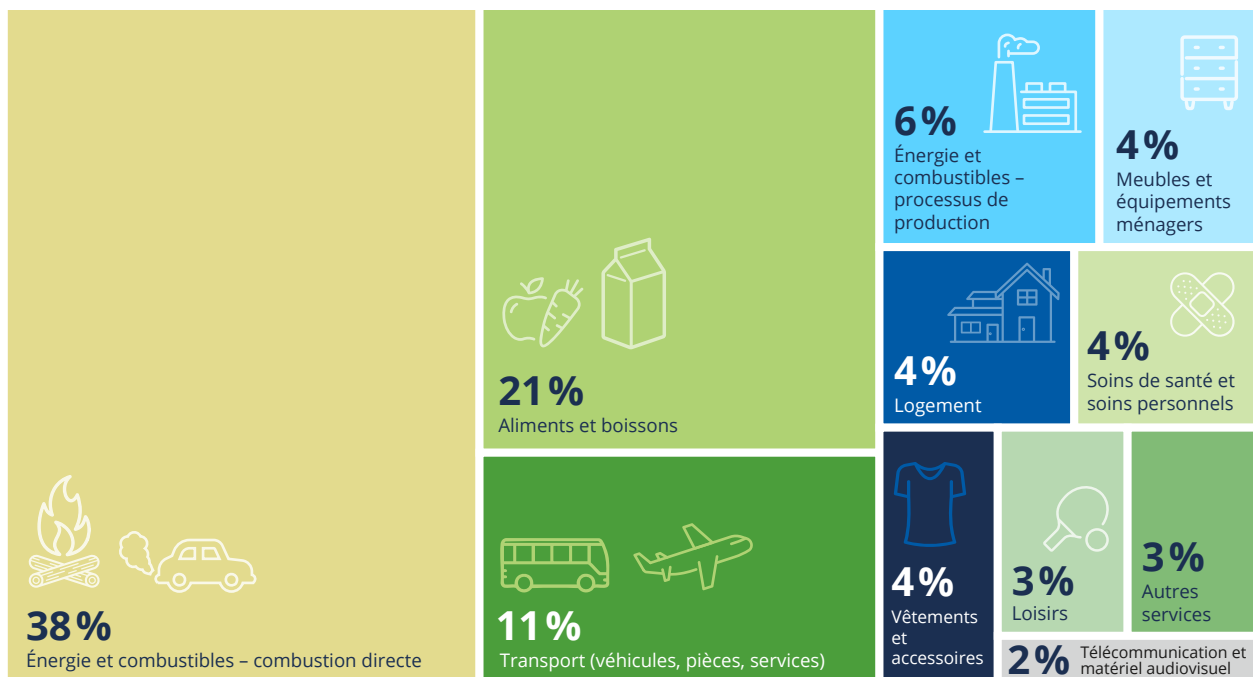
Sources : Statistique Canada, Tableau 38-10-0097-01 Compte de flux physique des émissions de gaz à effet de serre et Tableau 17-10-0005-01 Estimations de la population au 1<sup>er</sup> juillet, par âge et sexe. Compilation par l'Institut de la statistique du Québec.

L'empreinte carbone des ménages correspond pour sa part aux émissions de gaz à effet de serre (GES) produites directement pour répondre aux besoins de consommation courante des ménages, qu'elles aient été générées par les ménages eux-mêmes ou par les secteurs d'activité économique qui leur fournissent les biens et services demandés. L'empreinte carbone tient compte des émissions occasionnées au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde.

Elle s'élevait à au moins 70,4 millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> pour l'année 2018, ce qui équivalait à 8,4 tonnes par habitant.

La consommation d'énergie et de combustibles représente la plus grande part de l'empreinte carbone des dépenses courantes des ménages au Québec. Les émissions de GES associées à cette consommation sont principalement générées par les ménages lorsqu'ils conduisent leur véhicule, lorsqu'ils utilisent leurs appareils électroménagers fonctionnant avec des combustibles fossiles et lorsqu'ils utilisent du bois comme combustible. La consommation d'aliments et de boissons se situe en deuxième position.

### Empreinte carbone par habitant issue de la demande des ménages au Québec, selon la catégorie de biens et de services, 2018



Note : Les émissions hors Canada sont sous-estimées, car seules les émissions de CO<sub>2</sub> sont comptabilisées.

Source : Institut de la statistique du Québec.

# Amélioration de la qualité de l'eau et utilisation moyenne moindre par personne

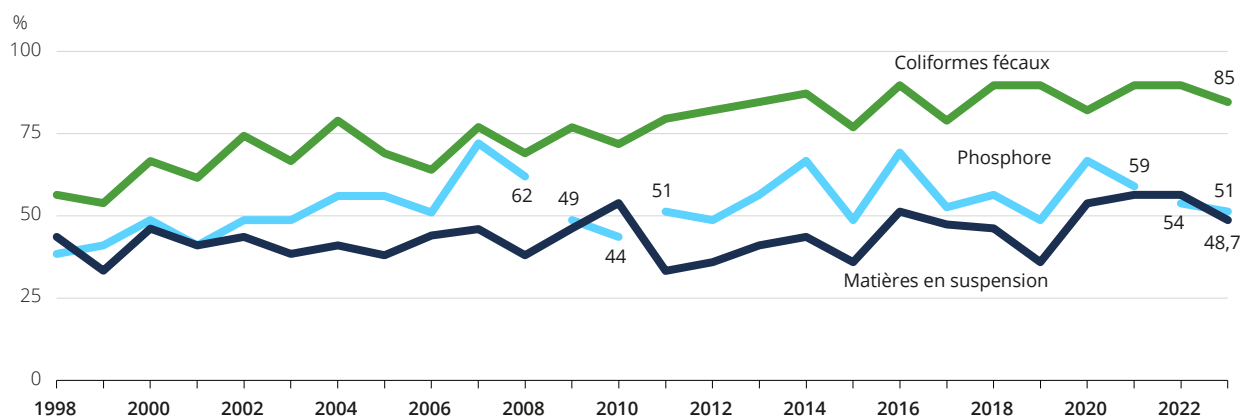
En 25 ans, la qualité bactériologique de l'eau à l'embouchure des principaux bassins versants méridionaux, évaluée à l'aide des coliformes fécaux, s'est améliorée au Québec. La proportion de bassins versants ayant une eau de bonne qualité a atteint **85 %** en 2023.

Dans le cas des matières en suspension, la proportion de bassins versants de bonne qualité est restée pour sa part relativement **stable**, avec quelques sommets notamment en 2010 (54 %), en 2016 (51 %), en 2021 (56 %) et en 2022 (56 %).

En ce qui concerne le phosphore, on ne peut pas tirer de conclusion pour les 25 dernières années en raison d'un changement dans les méthodes d'analyse.

Il faut noter que ces fluctuations interannuelles observées sont grandement influencées par les précipitations et la proportion d'échantillons prélevée annuellement par temps sec et par temps de pluie.

## Bassins versants de bonne qualité à leur embouchure selon trois descripteurs, Québec, 1998-2023

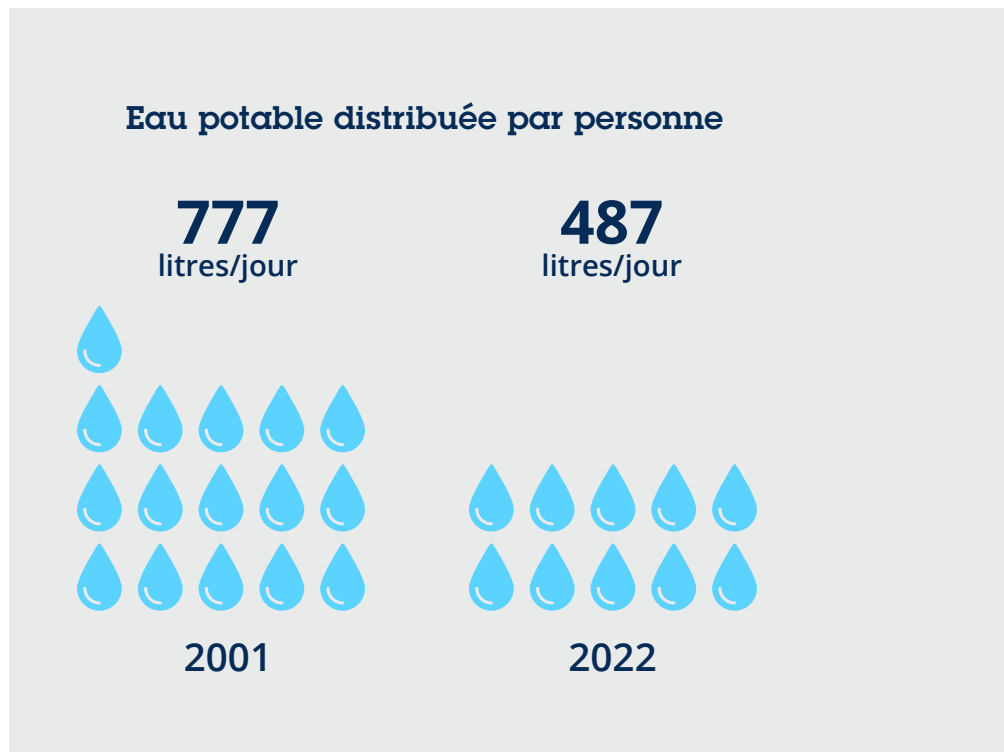


Notes : La série de données sur le phosphore a subi plusieurs bris de série (changements dans la méthode d'analyse et appareils plus précis. Pour les données de 2020, il y a eu des interruptions du suivi des trois descripteurs à certaines stations pour les mois d'avril à mai ou juin en raison de la COVID.

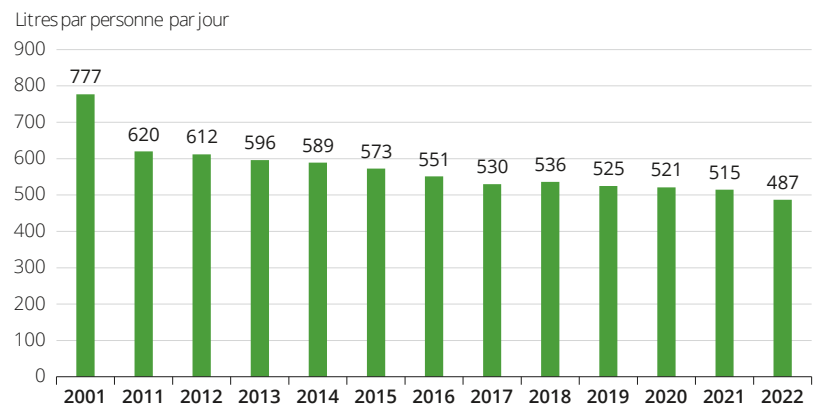
Source : Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, *Banque de données sur la qualité du milieu aquatique* (BQMA).

Enfin, il est intéressant de souligner que la quantité d'eau potable distribuée par personne et par jour dans les réseaux de distribution municipaux a manifestement **diminué**. C'est une bonne nouvelle au regard de la préservation de cette ressource indispensable.

À l'exception de l'année 2018, dont l'été a été le plus chaud en 146 ans d'observation au sud du Québec, on observe une diminution continue de la quantité d'eau potable distribuée par personne par jour depuis 2001.



### Quantité d'eau distribuée par personne, par jour, ensemble du Québec, 2001-2022



Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

## Conclusion

Les 25 ans de l'Institut de la statistique du Québec étaient une occasion idéale pour réaliser un large portrait de l'évolution du Québec depuis les années 1990 en s'inspirant des travaux de toute l'organisation.

Sans être exhaustif, ce document permet de dégager une vision d'ensemble du développement du Québec, de sa population, de son contexte social, de son économie et de ses enjeux environnementaux.

Si on observe le tableau de l'évolution du Québec depuis 25 ans, on constate que les avancées dominent, et que des gains réels ont été faits. Toutefois, certains enjeux demeurent. Il faudra, notamment, composer avec le vieillissement de la population, et continuer à prendre soin de la santé physique et mentale de nos jeunes, à protéger l'environnement et à réduire les inégalités sociales. À cet effet, l'ISQ continuera de réaliser pleinement sa mission en produisant comme toujours des statistiques fiables et objectives.

Comme il le fait depuis 25 ans, et comme le faisait avant lui le Bureau de la statistique du Québec depuis 1913, l'ISQ poursuivra ses travaux dans les prochaines années pour constamment mettre en lumière l'évolution de la société québécoise. Rendez-vous dans 25 ans !

## Annexe

# L'ISQ : une organisation devenue incontournable dans la compréhension des phénomènes sociaux

## Déjà plus de 100 ans à construire le patrimoine statistique du Québec

L'Institut de la statistique du Québec est né en 1999 de la fusion de quatre entités : le Bureau de la statistique du Québec (BSQ), l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération, Santé Québec et la direction du ministère du Travail affectée à l'*Enquête sur la rémunération globale*.

**1913** L'ancêtre de l'ISQ, le BSQ, a donc vu le jour il y a plus de 100 ans ! Il a été fondé en 1913 et était la toute première agence statistique au Canada.

**1940** Le développement du BSQ s'accélère à compter des années 1940 : s'ajoute entre autres la diffusion de statistiques sur l'enseignement, les pêcheries, les manufactures et les accidents de la route imputables aux automobiles.

**1920** Peu à peu, le BSQ diversifie sa production en publiant, entre autres, des statistiques financières des caisses populaires ainsi que celles des corporations municipales et scolaires, judiciaires et agricoles.

**1950** Au début des années 1950, le BSQ suggère d'utiliser le concept de région économique dans la présentation des données plutôt que ceux de district électoral ou de comté municipal. On convient de découper le Québec en dix régions semblables aux régions administratives actuelles sur dix régions dont la configuration ressemble étrangement aux régions administratives actuelles.



**1960** À partir de 1960, la fonction publique québécoise se modernise. On ne parle plus désormais de départements, mais de ministères.

Le BSQ évolue et s'enrichit :

- d'un centre de la mécanographie qui coordonne la compilation de statistiques pour toute l'administration publique ;
- d'une section de l'échantillonnage responsable de structurer les enquêtes et de valider les résultats.

L'essor du Bureau se poursuit avec la création en 1967 du *Modèle intersectoriel*, qui lui vaut une renommée internationale. Cet outil, encore offert à l'ISQ, a permis d'évaluer l'impact économique de milliers de projets d'investissement à ce jour. Durant cette période, on lui confie également la responsabilité de l'administration du code géographique du Québec.

**1980** À partir des années 1980, le Bureau intensifie ses activités en matière de coordination et de prestation de services aux ministères et organismes gouvernementaux.

En 1983, le gouvernement décrète que le BSQ relèvera dorénavant du ministre des Finances. C'est encore le cas 40 ans plus tard.

En 1985, le ministère des Affaires sociales transfère la responsabilité du Registre de la population (qui deviendra le Registre des événements démographiques) au BSQ.

**1970** À compter de 1972, le BSQ noue un partenariat privilégié avec son homologue fédéral, Statistique Canada, fondé en 1918. À titre de coordonnateur statistique officiel pour le Québec, le BSQ met de l'avant les intérêts et les besoins statistiques de la société et de l'administration publique québécoise.

En 1977, le BSQ se dote d'une direction de la production statistique responsable du déroulement de toutes les enquêtes.

## 1999 Création de l'ISQ

Le 1<sup>er</sup> avril 1999, l'ISQ naît de la fusion du BSQ et de trois autres entités administratives à vocation statistique. Sa mission : produire, analyser et diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité sur différents aspects de la société québécoise.

Au même moment, le gouvernement crée l'Institut national de santé publique du Québec. En vertu de la *Loi de santé publique*, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) confie tout de même les enquêtes de surveillance de l'état de santé à l'ISQ. De plus, la loi constitutive de l'ISQ prévoit que l'organisme devra réaliser toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général. C'est sur ce socle que plusieurs enquêtes sociales ont été développées, notamment avec le ministère de la Famille et de l'Enfance, le ministère de l'Éducation et le ministère du Travail.

Au sein de l'appareil gouvernemental québécois d'aujourd'hui, l'ISQ est un organisme qui joue un rôle stratégique, alimente le suivi d'indicateurs utiles aux ministères et aux organismes et contribue aux activités de veille sur les politiques publiques. En appui à la recherche, de nombreuses publications et banques de données sont disponibles pour les équipes de recherche qui souhaitent aussi contribuer à l'avancement de la société québécoise. De plus, l'ISQ diffuse des données fiables et pertinentes sur la réalité québécoise pour que la population en général soit mieux informée et qu'elle puisse prendre des décisions éclairées.

Depuis sa création, l'ISQ assure la coordination entre Statistique Canada et l'Administration publique québécoise. À cet égard, il représente notamment les intérêts du Québec au sein du Conseil consultatif fédéral-provincial-territorial de la politique statistique. Il agit à titre de porte-parole du Québec auprès de Statistique Canada, et comme coordonnateur statistique officiel pour le Québec, il favorise la participation active des ministères et organismes dans le but de constituer une base d'informations statistiques officielles de haute qualité. Ainsi, grâce à ses données, l'ISQ informe adéquatement les différentes parties prenantes de la société et leur permet d'échanger sur les défis que rencontre et rencontrera le Québec.

## 2000

En 2000, la culture s'est ajoutée aux créneaux d'expertise de l'ISQ avec la création de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ). L'OCCQ est en relation constante avec les milieux culturels pour comprendre les besoins et livrer une information pertinente. Il s'agit d'une ressource essentielle pour ceux et celles qui sont à la recherche de statistiques sur la culture québécoise, notamment les arts de la scène, les musées, les livres, les bibliothèques, les arts visuels, la musique, les archives et le cinéma.

## 2005

En 2005, l'ISQ met en place une enquête et un programme de statistique sur les mines. Il collecte des données relatives à l'extraction de substances minérales sises dans les mines, carrières, sables, gravières et tourbières au Québec. Les informations recueillies portent sur des données économiques et financières comme les revenus et les charges d'exploitation, les effectifs, la masse salariale, les quantités de biens produits et vendus. Sont aussi recueillies les informations sur les dépenses en investissement pour l'exploration et la mise en valeur de gîtes minéraux, les dépenses consacrées en travaux d'aménagement des complexes miniers, ainsi que sur les dépenses en immobilisation, réparation et entretien des actifs miniers. L'enquête est obligatoire, et les résultats sont transmis au ministère des Ressources naturelles et de la Faune, ainsi qu'à Ressources naturelles Canada et à Statistique Canada.

**2019** Afin de stimuler la recherche et de faire progresser les connaissances, l'Institut est mandaté par le gouvernement du Québec pour mettre en œuvre un processus simplifié d'accès, à des fins de recherche, à certains renseignements détenus par des organismes publics. Des renseignements désignés détenus par le ministère de la Santé et des Services sociaux, la Régie de l'assurance maladie du Québec, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et les données des particuliers de Revenu Québec sont actuellement rendus accessibles pour la recherche. Ces dernières représentent un grand potentiel scientifique et économique, et leur valorisation est essentielle pour assurer l'excellence de la recherche et améliorer les politiques publiques au Québec.

**2021** L'ISQ met en ligne diverses vitrines statistiques portant sur des sujets d'intérêt pour le Québec :

- l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- l'occupation et la vitalité des territoires ;
- la culture et les communications ;
- le développement durable ;
- les jeunes de 15 à 29 ans ;
- le vieillissement de la population et les personnes aînées.

Ces vitrines permettent d'avoir un portrait rapide des sujets traités et de les approfondir grâce à diverses sources.

**2006** La *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* est modifiée : on y ajoute un nouveau mandat relatif au développement durable, soit celui d'aider à l'élaboration et au suivi de la stratégie de développement durable du gouvernement du Québec, notamment en produisant les indicateurs de la stratégie. Ces indicateurs résultent d'une collaboration entre l'ISQ, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et plusieurs autres ministères et organismes gouvernementaux.

**2022** Autre initiative structurante de l'ISQ : les *Indicateurs de progrès du Québec*. Ces indicateurs clés sont présentés dans un tableau de bord qui illustre la tendance favorable ou défavorable au progrès. Un tableau détaillé récapitule les principaux résultats depuis 2003 pour le Québec, le reste du Canada et l'ensemble du Canada.

La *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* est également modifiée pour que des informations statistiques permettant de suivre la situation linguistique au Québec soient produites. C'est dans ce contexte que l'ISQ publiera en 2025 les résultats de l'*Étude sur la situation des langues parlées au Québec*. Cette enquête permettra d'en savoir plus sur la connaissance des langues de la population, dont l'usage des langues dans certains contextes de vie, la langue des produits culturels consommés, la langue des contenus consultés sur Internet, la langue au travail et la langue d'instruction.

## L'ISQ de nos jours

L'ISQ réalise chaque année une moyenne de 80 enquêtes auprès d'environ 300 000 citoyens et citoyennes et de 38 000 entreprises québécoises. Il diffuse plus de 200 publications et des milliers de tableaux et de figures mis à jour régulièrement portant sur divers aspects de la société québécoise comme la santé, la démographie, la culture et la communication, le travail ou la rémunération.

Son expertise est reconnue ici comme à l'étranger. Les spécialistes de l'ISQ reçoivent des invitations à présenter leurs travaux et à prononcer des conférences dans le cadre de plusieurs colloques et congrès qui se déroulent annuellement.

La pertinence de ses travaux en fait un allié stratégique pour la prise de décision et une source d'information incontournable pour toutes les personnes qui désirent en connaître davantage sur le Québec.

## Une longue tradition d'excellence qui se perpétue

En définitive, ces dernières décennies auront permis à l'organisation de se démarquer et de se faire reconnaître une expertise de pointe, ainsi qu'une grande capacité d'adaptation et d'innovation. L'ISQ entend demeurer à l'affût des besoins en statistiques de la société québécoise pour contribuer à l'enrichissement des connaissances. Ce parcours plus que centenaire se veut une belle occasion de saluer la détermination de la haute direction et du personnel de l'ISQ qui permettent au Québec de disposer, aujourd'hui, d'un patrimoine statistique de qualité, utile à la recherche, mais surtout, essentiel à la gouvernance.

25  
ans